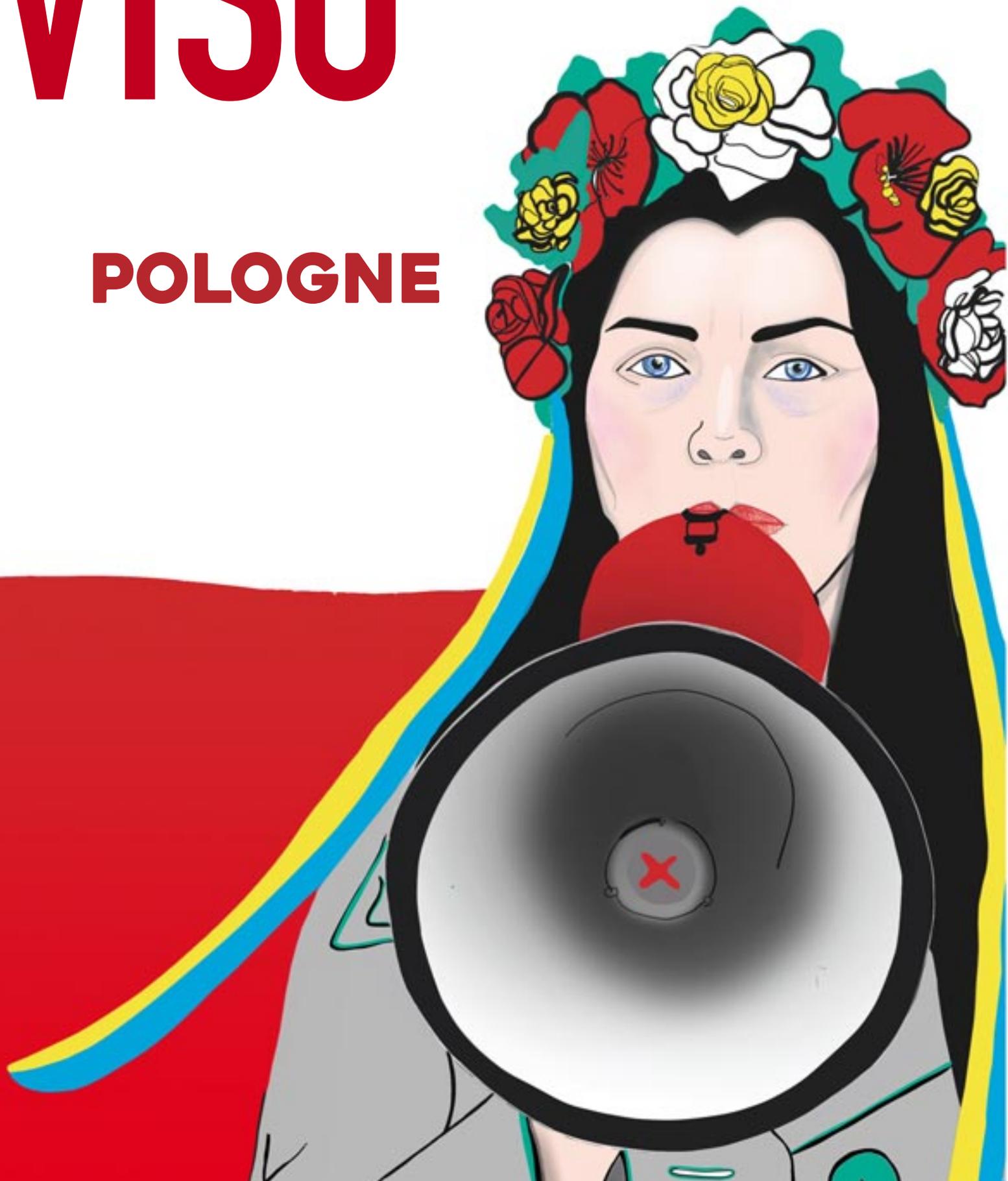


VISÓ

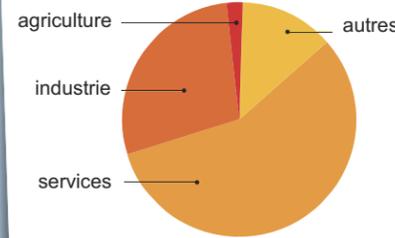
GUERRE EN UKRAINE
DROITS DES MINORITÉS
LIBERTÉ D'EXPRESSION

POLOGNE



REPÈRES

6^e économie de l'UE en 2022



16 % d'inflation sur l'année 2022

4 649 zł = 992 euros en 2022
salaire moyen

1 € = 4,6 zlotys mars 2023

38 millions d'habitantes en 2022

92 % de la population baptisée en 2021

2,8 % de chômage en janvier 2023

60 % de la population dans les villes en 2022

président de la République depuis 2015

parti Droit et justice ultraconservateur

Andrzej Duda

maire de Cracovie depuis 2002

divers gauche

Jacek Majchrowski

Cracovie

800 000 habitant.es

100 000 réfugié-es ukrainien-nes mars 2023

1 500 000 réfugié-es ukrainien-nes en Pologne février 2023

16 régions appelées voïvodies

535 kilomètres de frontière avec l'Ukraine

Voïvodie de Petite-Pologne

Varsovie

Poznan

Lodz

Wroclaw

Cracovie

Kleparz



Centre historique



Nowa huta

Kazimierz



Kazimierz Quartier juif

© Julien Mazurier
Sources : Eurostat, Numbeo.

Pinte **2,77 €**

Cinéma **5,30 €**

Kebab **2,60 €**

Paquet de cigarettes **3,85 €**

Loyer d'un T2 au centre de Cracovie **534 €**

LA TERRE DISPARUE

Un immense territoire englobant les pays baltes, l'Ukraine ainsi qu'une partie de la Russie : il fut un temps où la Pologne s'étendait au-delà de Kyiv. Rayé de la carte à deux reprises, en 1795 et en 1939, le pays s'est reconstruit sur les frontières les plus à l'ouest de son histoire.



1648



1922



depuis
1945

■ ■ ■ La Pologne en tant qu'État n'existe plus

© Julien Mazurier

1794 INSURRECTION DE KOŚCIUSZKO

Défaite par la Russie, la Pologne est occupée. Mené par l'officier **Kościuszko**, le peuple s'insurge contre l'Empire. La répression russe sera sanglante, aboutissant au massacre de Praga qui fera des milliers de morts. Une fois l'insurrection matée, le territoire de la république des Deux Nations, qui unissait jusqu'alors le grand-duché de Lituanie et le royaume de Pologne, est partagé entre l'Autriche, la Prusse et la Russie. La Pologne n'existe plus en tant qu'État.

1807 DUCHÉ DE VARSOVIE

Au cours de son expansion vers la Russie, Napoléon Bonaparte libère une partie de la Pologne. Il y fonde le Duché de Varsovie, territoire vassal dit État-client de l'Empire français. Il prend fin en 1813 après la défaite de l'empereur français en Russie.

1815 RÉPUBLIQUE DE CRACOVIE

À l'issue du Congrès de Vienne, les nations européennes se répartissent les anciens territoires napoléoniens. La république de Cracovie naît sous la forme d'un État placé sous la tutelle de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche. Elle jouit d'une relative autonomie jusqu'en 1846, date de son annexion par l'Autriche.

1918 DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

Largement enrôlés dans les armées russe, autrichienne et allemande, les Polonais, chair-à-canon de la Première Guerre mondiale, obtiennent la reconstruction d'un État. En 1919, le traité de Versailles réaffirme la souveraineté de la Pologne, 124 ans après sa disparition.

1939 LE DÉMEMBREMENT

L'Allemagne nazie envahit l'ouest de la Pologne. Quelques semaines plus tard, à la suite du pacte germano-soviétique, la Russie envahit le flanc est. La Seconde Guerre mondiale débute, la Pologne est une nouvelle fois totalement occupée. Le gouvernement polonais s'exile à Angers, en France, puis à Londres en 1940, où il restera jusqu'en 1990.

1945 L'ÈRE SOVIÉTIQUE

À la Libération, le pays devient une république dite « populaire », alignée politiquement sur l'URSS au sein du bloc de l'Est. Le gouvernement polonais en exil refuse de reconnaître le nouveau régime. Depuis Londres, il soutient les mouvements dissidents et prépare le retour de la république.

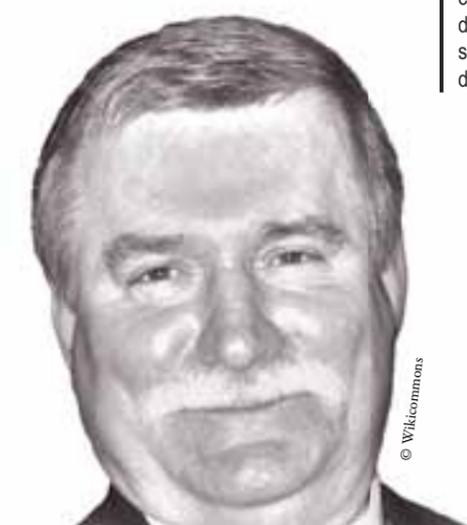
1990 TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Lech Wałęsa gagne la première élection présidentielle libre depuis 1945. Le président de la fédération de syndicats Solidarność avait arraché la liberté syndicale au régime communiste grâce aux accords de Gdansk de 1980. Le gouvernement en exil cesse ses activités et remet les insignes de la Deuxième République au président élu.



© Wikicommons

Tadeusz
KOŚCIUSZKO
1746-1817



© Wikicommons

Lech
WAŁĘSA
NÉ EN 1943

SOMMAIRE



© Julien Mazurier

8 LONG FORMAT

Peur à l'Est

- 20 Sécurité : la Pologne regarde vers l'Ouest
- 21 Un toit à partager
- 23 Le football comme terrain d'asile
- 25 Immigration : deux poids deux mesures
- 26 Alors on danse pour l'Ukraine
- 28 L'école prise de cours
- 30 Face à la guerre, apaiser les douleurs
- 32 La revanche d'une gueule cassée

34 GRAND ENTRETIEN

Martyna Bunda, écrivaine

- 39 Jean-Paul II : le mythe de l'immaculé
- 42 Des combats pour l'avortement
- 45 Famille, handicap : des allocations en débat
- 46 LGBTQIA+ réfugié·es à domicile
- 48 Festival de la BD, minorités illustrées



© Vivien Latour

- 50 Joanna Musial, l'action en photo
- 52 Portrait d'un maire inamovible
- 55 Choix des urnes, choc des générations
- 57 Solidarność : une référence commune
- 58 Cracovie, le berceau du président
- 60 Liberté de la presse : de mal en PiS

62 En Silésie, on pense l'après charbon



© Bastien Maïre

66 PORTFOLIO

Des mines fières

- 73 Inflation : coûts montés
- 75 Plongée dans les cantines post-coco
- 77 Quand le jazz polonais revient sur scène
- 79 Mémoire de guerres, le défi de la vérité
- 82 L'histoire tourmentée du bagel **BD**
- 84 Ce charbon qui tue
- 88 Agriculture : champs contre champs
- 90 Les fêtes du printemps crucifiées
- 92 Les sorcières de la montagne **BD**

ÉDITO

Visó pose un regard décentré sur la Pologne depuis Cracovie. Gouvernée par un maire de gauche au progressisme nuancé, la métropole illustre la polarisation du débat public qui divise le pays. La figure de Jean-Paul II est omniprésente : sur les porteclés des boutiques de souvenirs, placardée sur les murs, dans les magazines, jusqu'au nom même de l'aéroport. Deux enquêtes journalistiques récentes ont révélé qu'il aurait couvert des affaires de pédocriminalité commises par des prêtres lorsqu'il était archevêque de Cracovie. Des accusations qui déchirent la société polonaise. Le sujet est devenu le nouveau cheval de bataille du parti Droit et justice (PiS), ultraconservateur et nationaliste. On ne touche pas si facilement à une icône de la lutte anti-communiste. Dans une Pologne à large majorité catholique, l'objectif du PiS reste de se maintenir au pouvoir aux prochaines élections législatives de l'automne 2023.

Le gouvernement d'Andrzej Duda est souvent décrié et rappelé à l'ordre par l'Union européenne pour ses manquements à l'État de droit. Depuis 2019, des régions entières s'autoproclament toujours « zone anti-LGBT », contraignant certain·es à s'abriter dans des refuges dédiés, en raison de leurs identités. Heureusement, des voix s'élèvent pour dénoncer ce non-respect des droits humains. Le pays devient alors territoire de lutte contre les privations des libertés, pour les droits des femmes et des minorités. Depuis 2016, les manifestations contre le renforcement de la législation anti-avortement n'ont pas empêché le procès de Justyna Wydrzyńska, jugée et condamnée en mars 2023 pour avoir aidé une femme à obtenir des pilules abortives.

La Pologne demeure à la croisée des chemins. Territoire de l'Est, dernière frontière de l'Otan et de l'Union européenne, mais aussi dernier rempart avant la Russie et l'Ukraine en guerre. Un rôle géopolitique et stratégique majeur, dont le PiS s'est saisi avec opportunisme. Le parti sait qu'il a désormais les cartes en mains et un moyen de pression d'envergure face à la politique de Bruxelles. Si la Pologne a aidé les réfugié·es ukrainien·es, sa solidarité reste à géométrie variable, symbolisée par ces barrières d'aciers de cinq mètres de haut, construites à la frontière biélorusse pour empêcher les migrant·es d'Asie et d'Afrique de passer. Entre bâtir des ponts pour s'ouvrir au monde et ériger les murs de son repli identitaire et conservateur, le pays devra choisir.

Visó a donné la parole à cette Pologne qui résiste, ne se résigne pas. Aussi à ces femmes et ces hommes qui doutent, ont peur, et qui n'ont pas de voix pour porter leurs combats. ■

Vivien Latour & Ysé Rieffel



LONG FORMAT

Peur à l'Est

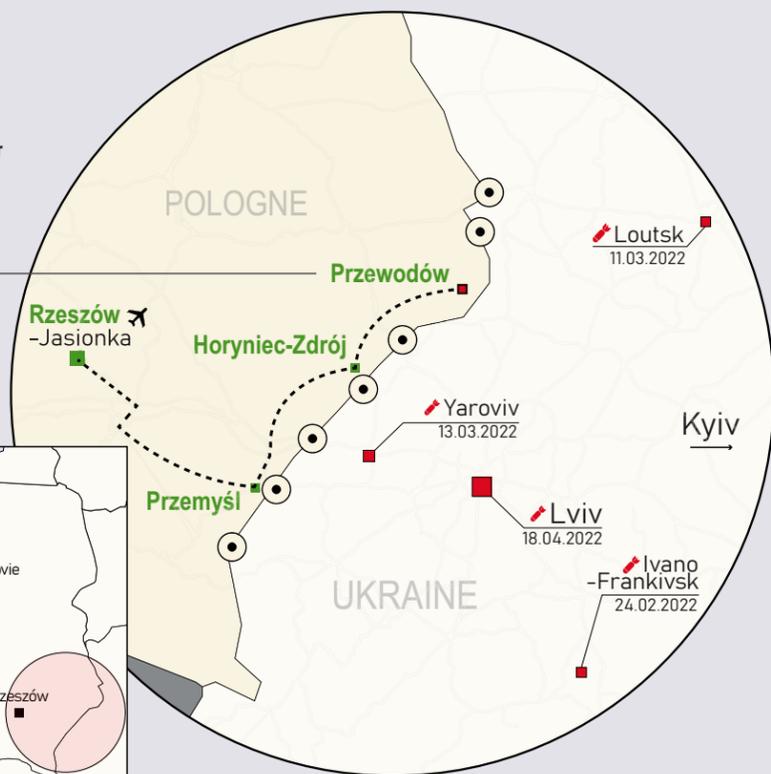
*La population polonaise s'inquiète
d'une extension de la guerre en Ukraine
vers d'autres pays.*

*Reportage sur les routes de l'Est,
dans quatre villes et villages
où la crainte s'accroît
à l'approche de la frontière.*

Selon un sondage du Parlement européen datant de mars dernier, 91 % de la population polonaise se dit inquiète
d'une extension du conflit ukrainien à un autre pays. © Julien Mazurier

- ... Itinéraire du reportage
- 🔴 Bombardements aériens
- 📍 Point de passage frontalier
- ✈️ Aéroport militaire

Le 15 novembre 2022, à Przewodów, un missile du système de défense ukrainien tue accidentellement deux agriculteurs polonais.



Dernière frontière avant la guerre



De Cracovie à Rzeszów, des convois militaires sillonnent les routes. © Bastien Marie

Depuis Cracovie, nous nous rendons à Rzeszów, dernière grande ville à 100 kilomètres de la frontière. Son aéroport civil, en partie transformé en hub militaire pour l'aide et l'armement destinés à l'Ukraine, est placé sous surveillance accrue depuis le démantèlement d'un réseau d'espions russes début mars. Pas certain que nos trois allers-retours en 4x4 orange criard passent inaperçus devant l'entrée barbelée du camp et son gardien. À l'intérieur, des Jeeps militaires, des camions blindés, des unités de défense anti-aérienne. La ville est devenue un emplacement stratégique majeur de l'Otan, à l'est de l'Europe. Le pays n'est pas en guerre. Il n'est pas non plus en paix. Nous roulons vers le grand centre commercial de la ville pour y rencontrer ses habitant-es.



Un avion Ryanair déchire le ciel bleu de Rzeszów. Au début de la guerre, il s'agissait plutôt de Boeings C-17, des avions militaires de transport qui déversèrent des milliers de G.I. (soldat-es américain-es déployé-es à l'étranger). En s'enfonçant dans cette métropole de près de 200 000 habitant-es, le monument de l'Acte révolutionnaire, inauguré en 1974, se dresse sur plus de 30 mètres de haut. Derrière lui, la Galeria Rzeszów,

grand centre commercial type mall américain et lieu névralgique de la ville, tranche avec le passé soviétique de la place.

Sabina est assise sur un banc de la galerie marchande. Tenu et sac camouflages. Ses cheveux couleur blé sont serrés en un chignon réglementaire. Dos droit. Militaire jusque dans la posture. Le sourire gêné de son visage adolescent se reflète dans la vitre d'une boutique de prêt-à-porter féminin. 17 ans à peine. Déjà la Pologne chevillée au corps. « Je m'engagerai dès que possible. Et s'il le faut, je me battraï. » Pour l'heure pas de champ de bataille. Seulement des cours, dans les classes militaires du 14^e lycée secondaire technique de Rzeszów. Une formation en partie dispensée par la 21^e brigade de fusilier-ères de la ville. Ainsi que par des militaires américain-es, « qui nous apprennent à tirer, combattre, faire des garrots et les gestes de premiers secours », énonce-t-elle en mimant ses mots. Elle fait partie de cette jeunesse militarisée par le ministère de la Défense, qui a mis en place une légion universitaire et des « classes en uniforme » destinées aux jeunes de 15 à 19 ans. En parallèle, la jeune fille prend d'autres leçons de tir, auprès de la ZS Strzelec JP, une association militariste partenaire de son lycée. « Mes amis et moi n'avons pas peur de la guerre, confie Sabina. Nous savons le danger que ce serait pour Moscou d'attaquer l'Otan. » Elle reconnaît pourtant qu'il faut toujours se tenir prêt-e.

Avachi sur la chaise d'un bar, non loin du magasin de télécommunication qu'il gère, cheveux passés au gel façon pétard mouillé, Szymon Zacharski est lui aussi un va-t-en guerre. À 24 ans, il juge la situation d'un air provocateur. Avoir peur ? « C'est pour les vieux qui croient tout ce que les médias racontent. » L'engagement en cas d'extension du conflit ? « Je tuerais tous ceux qui veulent me combattre. Il faut protéger Dieu, la Pologne, la famille. Dans l'ordre. Pour moi, c'est une honte quand quelqu'un attaque votre pays et que vous fuyez. C'est le propre des hommes de se battre », lance-t-il avec un sourire énigmatique. Comme d'autres jeunes Polonais-es, Szymon place son pays au-dessus de sa propre vie. Mais son pays n'est pas en guerre.

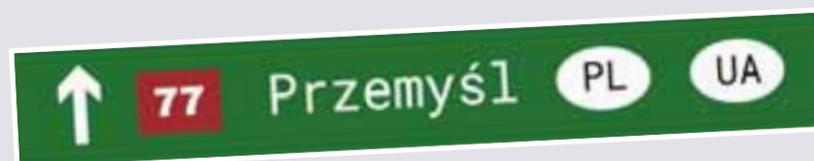
Un patriotisme extrême que ne partage pas Kacia Krupa. La trentenaire, atablée au Starbucks de la ville, souffle prudemment sur sa large tasse de café americano. Jeune mère d'une petite Hanna de trois ans et demi, elle se remémore la panique des débuts, car depuis Rzeszów, pour fuir en cas de guerre, il faudrait traverser la Pologne entière. Elle craignait aussi une attaque de la première ligne polonaise et de l'emplacement stratégique de l'aéroport, « si l'Ukraine était tombée en trois jours », comme prévu par les plans moscovites. Elle se souvient de l'impossibilité de faire un passeport en urgence pour son enfant. « J'avais peur, je voulais partir, tout vendre. Je pleurais tous les jours. Ici, il n'y a ni caves ni bunkers. » Derrière ses lunettes dorées, elle rappelle les errements du passé, lorsqu'Anglais-es et Français-es ont abandonné la Pologne aux nazis. Puis, la brutalité de l'occupation soviétique dont les plus âgé-es, comme ses parents, se souviennent encore. Selon elle, ces épisodes ont nourri l'incapacité des Polonais-es à pleinement croire en l'assistance étrangère, fût-elle américaine.

« Si on doit compter sur quelqu'un, c'est sur nous. L'histoire nous l'a appris », murmure Kacia. Un an plus tard, la psychose de la guerre s'est envolée. « C'est impressionnant, cette faculté d'adaptation. J'ai aussi arrêté de regarder la télévision, ça aide. Mais la guerre reste toujours comme une arrière-pensée. Si un jour elle traverse la frontière, je partirai. »



Sabina, 17 ans, souhaite s'engager dans l'armée polonaise, comme sa sœur aînée avant elle. © Vivien Latour

En quittant Rzeszów, quelques camions militaires croisent notre route. À 17 heures, la nuit est déjà tombée. Les phares de la voiture éclairent les panneaux routiers. Pruchnik et Jarosław au nord. Direction Przemyśl, à 100 kilomètres à l'est. Le passage désormais obligé des chef-fes d'État, journalistes, militaires et humanitaires qui se rendent en Ukraine en train. De quoi faire basculer le calme de cette petite ville touristique. Ici circulent les visages de la guerre. Celles et ceux qui la fuient mais aussi qui aident. La porte d'entrée et de sortie du conflit. Nous nous y rendons pour rencontrer les personnes qui traversent la frontière en provenance ou à destination de Kyiv.



Dix-huit heures passées à la gare de Przemyśl. Là où la peur et son lot de réfugié-es ont débarqué en train au lendemain du 24 février 2022. 50 000 par jour au plus fort du conflit. Un adolescent surveille le stand de cartes téléphoniques en vente sous le porche de la gare.

Sa radio crache une chanson en polonais : « *Tout le temps je souris / Je fais semblant de vivre / Une insouciant vie.* » Dans l'aile droite, une salle d'attente est gardée par un militaire, type armoire à glace. Deux policiers font des rondes régulières, matraques à la ceinture. Quatre caméras veillent aussi. Une mère nourrit son petit. Une cuillère pour elle, dans un pot de conserve distribué sur place par les humanitaires. Une cuillère pour lui. Un voyageur les laisse passer. « *Spasiba.* » Entre les rails, des cadavres de bouteilles de *Coca* et des restes de sandwichs. Tac-tac-tac-tac-tac, les valises cognent le bitume, souvent plus imposantes que les personnes qui les traînent. Sur le quai pour l'Ukraine, une file de voyageur-euses attend dans un silence de cathédrale. Robert, 73 ans, crâne

chauve et fines lunettes, la rejoint au pas de charge. Vêtu d'un baggy beige, sanglé dans deux énormes sacs, il reprend son souffle, répond, l'air méfiant, comme tout le monde ici. « *Je pars pour Kyiv. Puis l'est. Je suis dans le médical. Je reviendrai dans un mois pour mon anniversaire.* » C'est sa troisième mission en Ukraine. Il gribouille son numéro de téléphone. Injoignable depuis. Stas se tient aussi près de la file. Il passe ses derniers moments sur un sol en paix. Visage de cicatrices, taillé au pic à glace, il fume sa clope d'une main à laquelle manque un doigt et répond à travers un traduc-

Devant la gare de Przemyśl, la file d'attente pour rejoindre Kyiv charrie son lot de réfugié-es venu-es visiter leur famille en Pologne. Humanitaires, journalistes et politiques empruntent également ce chemin, porte d'entrée vers l'Ukraine. © Vivien Latour



L'aide aux Ukrainien·nes revue à la baisse

En mars 2023, la Pologne accueillait toujours 1,5 million d'Ukrainien·nes. Depuis le 1^{er} mars dernier, les réfugié-es qui séjournent dans le pays pour une durée supérieure à 120 jours et qui résident dans des logements collectifs (gîtes et couverts auparavant pris intégralement en charge par l'État) doivent payer la moitié de leurs frais d'hébergement, au maximum 40 zlotys (8,50 euros) par jour. À partir du mois de mai, elles et ils devront couvrir 75 % de leurs frais d'hébergement si leur séjour en Pologne est supérieur à 180 jours. Un paiement plafonné à 60 zlotys (13 euros) par jour. Les publics en situation financière délicate seront exemptés. Pour l'heure, les réfugié-es bénéficient toujours d'avantages financés par l'État, comme la gratuité des transports publics et des soins de santé, et touchent également l'allocation familiale mensuelle polonaise de 500 zlotys (107 euros).



teur vocal. Natif de Kyiv, il est venu voir sa famille qui réside désormais en Pologne. « *Seulement la troisième fois en dix mois.* » Il considère le pays comme sûr, « *car intégré à l'Otan et l'Union européenne.* ». Mais sa confiance n'est pas sans limite : « *Si l'Ukraine disparaît, le pays terroriste s'attaquera à la Pologne et ma famille.* » Déjà 23 h 30. Sourire las, pas rapide en direction du quai, son train démarre.

Krystian et Yana ont fait dix heures de trajet depuis Kyiv pour arriver au petit matin en gare de Przemyśl. C'était la première fois que Krystian se rendait en Ukraine pour rencontrer sa belle-famille. © Vivien Latour

Nous trouvons à dormir dans un vaste hôtel à l'héritage postcommuniste. Depuis la fenêtre, vue sur un vieux blockhaus dévoré par le lichen et sur la gare au loin. Dans la chambre, moquette tachée, dessus de lit comme chez mémé, mais radiateur et eau chaude. Le lendemain matin, petit-déjeuner façon banquet : boudins, saucisses et *Chocapic*. Des journalistes japonais·es et une famille ukrainienne ont aussi dormi dans cet hôtel à la taille démesurée. Cap sur la gare, à nouveau. Il nous faut parler à celles et ceux qui fuient la guerre.

Pâle soleil d'où surgissent des ombres sorties du train venu de Kyiv, arrivé à 6 h 30 après dix heures de trajet. Des panneaux préviennent les réfugié-es que, même en Pologne, ils et elles ne sont pas à l'abri. « *Soyez vigilants et prudents ! Si vous soupçonnez de la traite d'êtres humains ou d'autres crimes, vous pouvez le signaler à ce numéro...* »



Sergii Gajosh, Ukrainien orthodoxe, attend un train pour l'Allemagne dans le hall de la gare de Przemyśl. Cela fait plus d'une semaine qu'il patiente.
© Bastien Marie

La détresse a aussi ses charognard-es. Un jeune couple s'arrête. Krystian, 28 ans, est polonais. Yana, 25 ans, est ukrainienne. Elle montre avec une fierté timide son passeport plastifié. Leur histoire d'amour semble sortie d'une comédie romantique. Une rencontre sur une application d'échange linguistique. Et la guerre a tout chamboulé. « Ces sept dernières années, j'étudiais à Odessa. Le 25 février 2022, j'ai fui pour Varsovie, où vit Krystian », raconte Yana. « J'ai l'intention d'y rester. » Si le jeune homme considère son pays comme sûr, il redoute toutefois les accidents nucléaires. « Tant qu'il y aura la guerre à nos portes, même ici nous resterons en danger. Mais j'essaie de ne pas m'inquiéter pour des choses que je ne peux pas contrôler. » Le couple disparaît, avalé par le tunnel sous le quai numéro 5.

Dans le hall de la gare, des personnes en transit. Il y a les habitués qui ne s'arrêtent même plus aux stands humanitaires de nourriture ou d'information, des Polonais qui cherchent le départ pour Varsovie ou Rzeszów. Et cette odeur prégnante, celle de la misère et des gens en exil forcé. Des enfants ont passé la nuit à même le sol dans une aile du bâtiment, accompagné-es de leurs mères exténuées. Combien d'autres nuits suivront ? Des valises trônent, comme à l'abandon dans un coin de ce hall aux murs sculptés. Il y a aussi ces échoués de l'exil, qui attendent une attention, une personne à qui raconter leur histoire. Tel Sergii Gajosh, un Ukrainien orthodoxe en partance pour l'Allemagne, large croix en or sur le torse. Il « cherche Dieu dans les gens ». À ses côtés, des humanitaires distribuent de la nourriture aux réfugiés. Comme un air de Cène au 21^e siècle.

À quoi ressemble la vie à la frontière d'un pays en guerre ? Des barbelés ? Des murs ? Des patrouilles constantes avec molosses et lampes torches ? Nos interrogations nous poussent au nord, à travers ces étendues de terre noire, riche et grasse, qui font la fierté des agriculteur-ices. Nous quittons les grandes artères bétonnées pour de petites routes. Par la fenêtre de notre 4x4, des maisons éparpillées à travers champs, des nids de cigognes sur les caténaires des voies ferrées et cette impression trompeuse d'une région à l'abri des conséquences de la guerre. Nous nous rapprochons des villages frontaliers pour en capter l'atmosphère.



À Horyniec-Zdrój, 90 kilomètres plus au nord, ce sont les gens que l'on cherche. Juste les gens. Dans le froid de cette fin d'hiver slave, le calme de la station thermale est interrompu par une poignée d'octogénaires. Pour un peu, on pourrait imaginer que la mer est au bout de la rue. Sauf qu'ici, pas de clapotis reposant, mais l'Ukraine, à trois kilomètres. Les quelques jonquilles plantées tentent d'égayer un peu le parking, mais

rien à faire. De l'autre côté de la forêt, c'est un pays en guerre. Avant l'invasion russe, cette petite ville de 4 500 âmes était fréquentée par des curistes du monde entier, raconte-t-on, fièrement. « Des Allemands, des Français et même des Canadiens. » Une aubaine. Mais depuis, bien peu s'aventurent dans les bassins à remous et les bains de boue. « La guerre a provoqué des psychoses », confie Joanna Balawender. Cette native de la ville travaille dans l'un des deux centres thermaux du patelin. Et à l'écouter, le bilan n'est pas encourageant. « Les gens ont tellement peur de cette situation qu'ils vont dans les grandes villes. »

En 2018, le centre s'est agrandi d'un nouveau bâtiment. Moins austère que le premier et surtout plus high-tech. À l'intérieur, des exosquelettes de rééducation et un tas de machines hors de prix. La guerre, personne ici ne l'avait vue venir. « Si elle s'arrête, nous pourrions prospérer. Si elle dure longtemps, nous ne savons pas ce qu'il va se passer. » Incertain-es de leur avenir, les 150 employé-es s'acharnent à faire comme si de rien n'était, à rassurer la clientèle inquiète. La majorité des patient-es envoyé-es à Horyniec-Zdrój le sont par leur médecin. Les autres, les ancien-nes touristes, les étranger-ères, les Canadien-nes que l'on appréciait tant de voir arriver jusque là, ne viennent plus.

Joanna n'est pas plus sereine que la plupart des curistes dont elle s'occupe. « J'ai un peu peur. J'ai des enfants, laisse-t-elle échapper, comme pour se justifier. Pour autant, nous nous sentons en sécurité parce qu'il y a les gardes-frontières juste à côté d'ici. » Le sourire de Joanna est de convenance. Dans les couloirs du centre, blouse blanche jetée sur l'épaule, elle discute, plaisante, puis reprend son chemin. Comportement normal pour une situation qui ne l'est pas. « Les patients se sentent en sécurité parce que nous les persuadons que c'est sûr. » Après le début du conflit, le gouvernement et les autorités locales ont lancé une vaste opération de séduction, avec une campagne de publicité, pour inciter le peuple polonais à venir dans les régions du sud et assurer les touristes de la quiétude de la zone frontalière.

Nous partons à la rencontre du maire du village thermal pour savoir s'il est plus inquiet que ses confrères et consœurs de l'ouest polonais. Car lui se trouve à proximité directe d'un territoire en guerre. A-t-il peur ? Que ferait-il en cas de propagation du conflit ? Le centre-ville n'est qu'à quelques minutes en voiture, de l'autre côté de la voie ferrée. Le jardin public vient d'être réaménagé. Un centre culturel et un restaurant cohabitent dans un bâtiment ultramoderne.



À Horyniec-Zdrój, une station thermale accueille des patient-es venu-es du monde entier. © Bastien Marie



Trois kilomètres avant la frontière ukrainienne, Robert Serkis veille sur la ville d'Horyniec-Zdrój dont il est le maire. Il s'inquiète de l'avancée du conflit voisin. © Vivien Latour

Robert Serkis fait bonne impression. L'édile d'une cinquantaine d'années gère depuis 2014 la municipalité d'Horyniec-Zdrój et ses hameaux. Dans sa discrète mairie, il raconte les arrivées de réfugié-es, « *massives au début de la guerre* », la surveillance renforcée de la frontière, et les actualités, qu'il avoue regarder « *de manière plus attentive* ». Comme ses administré-es, il a peur. « *Mais juste un peu !* »

La guerre. Une éventualité peu probable, pas impossible non plus, que Robert Serkis a fini par envisager. En cas d'extrême urgence, « *si c'était la dernière chose à faire* », la ville d'Horyniec-Zdrój pourrait être évacuée. « *Nous donnerions aux personnes âgées, moins mobiles, un peu d'aide* », poursuit-il, se voulant malgré tout rassurant. Les yeux posés sur une armoire vitrée, il ironise avec un adjoint sur la situation. « *Des armes ? On n'en a pas ! Si quelqu'un nous en donne, peut-être qu'on s'en servira.* » Humour polonais nous dira-t-on plus tard. Monsieur le maire se veut serein, termine ses phrases par un léger sourire bienveillant. « *La guerre est loin.* »

Loin, certes, mais pas dans les esprits. Les bombardements russes peuvent faire craindre le pire. Les deux premières centrales nucléaires d'Ukraine, à Khmelnytskyï et Rivne, ne sont qu'à 300 kilomètres. En cas d'incident, les pays voisins seraient rapidement impactés. Alors le gouvernement polonais a organisé une vaste distribution de pastilles d'iode dans les villes du pays. À Horyniec-Zdrój, « *elles sont stockées chez les pompiers* ». Là encore, « *juste au cas où* ».

Nous voulons voir cette frontière dont on parle tant. Le hameau attenant est situé à 300 mètres de l'Ukraine. Dans la voiture, nous scrutons au loin des indices. Des grillages, des drapeaux, un barrage ? Nous ne savons pas à quoi nous attendre. La route pour s'y rendre est déserte. Pas un passage de voiture. Pas un chat.



L'église de Radruż est à une centaine de mètres de la frontière. Jusqu'en 1948, le village appartenait au territoire ukrainien.
© Vivien Latour



Radruż, dernier hameau d'Horyniec-Zdrój avant la démarcation. Quelques collines, des champs tout juste labourés et un ciel gris, lourd. Décor tristement banal d'une Pologne rurale. Quoi que. Sur un chemin de terre, comme sorti de nulle part, un 4x4 de la *Straz Graniczna*, les gardes-frontières, serpente à faible allure entre les parcelles. La petite bourgade n'est qu'à quelques mètres de l'Ukraine et de ses ravages. Passé le marécage et le champ, là-bas, à partir du bois, c'est la fin de la Pologne. Un an auparavant, au mois de mars 2022, une attaque russe frappait la ville ukrainienne de Yavoriv, à 30 kilomètres seulement. Juste de l'autre côté. La frontière à deux pas, mais les gens sont restés. Jusqu'au siècle dernier, le village était ukrainien. L'église en bois, construite en 1583 et inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, bascule du côté polonais après 1948. La guerre est partie, les épitaphes en cyrillique sont restées. Quelques rubans bleu et jaune accrochés sur des tombes du cimetière rappellent encore ce passé, caché au milieu de la forêt. La zone est très surveillée, mais en toute discrétion. Des batteries de défense aérienne sont installées tous les trois à quatre kilomètres. On raconte même que des caméras infrarouges et des drones sont dispersés autour de la zone. Sur place, rien de visible. Des champs. Des bois. Encore des champs.

Les gardes-frontières ont déboulé à notre retour vers le petit parking de l'église en bois. Contrôle des papiers, de nos trajets, puis des photos de la frontière. Le tout avec des mitraillettes en bandoulière. « Que faites-vous ici ? À quelle distance étiez-vous des grillages ? Supprimez ces photos ! » Nous parlementons. Nous expliquons que nous sommes venus rencontrer le maire. Après quarante minutes, nos identités sont vérifiées, la situation désamorcée. Tout proche de la frontière que nous continuons de longer, nous passons nos téléphones en mode avion. Ils ont borné plusieurs fois en Ukraine à cause de cette grande proximité. Il s'agit de ne plus se faire remarquer.

Cap vers Przewodów, village où un missile ukrainien est tombé par accident. Le véritable endroit qui témoigne de l'imprévisibilité de la guerre. Un an plus tard, que trouverons-nous ? Des gens effrayés ? En colère ? Impassibles ? Lassés ?



Grzegorz Drewnik, maire de Przewodów, faisait partie des premiers à se rendre sur les lieux où un missile ukrainien a frappé son village. © Bastien Marie

Craindre le pire, s'y préparer, puis d'un coup, la stupeur. Mardi 15 novembre 2022, la terre de la petite ville de Przewodów tremble. Les premières heures laissent penser à une attaque russe. Le monde retient son souffle. Les habitant-es sont sous le choc. Un missile s'est écrasé sur le village, touchant un tracteur circulant près du séchoir à céréales d'une entreprise agricole. Il laisse un cratère de 5 mètres de diamètre et 2 mètres de profondeur. Et deux hommes d'une soixantaine d'années, morts dans ce qui sera rapidement identifié comme un « *accident malheureux* ». Les autorités concluent qu'il s'agit d'un missile du système sol-air S-300 de la défense ukrainienne. Lancé, selon le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, « *pour défendre le territoire ukrainien contre les missiles de croisière russes* ». Un dommage collatéral de la guerre. Grzegorz Drewnik a le regard fatigué. Épuisé. C'est lui qui a géré l'afflux de journalistes et la peur des habitant-es. C'est lui qui était là lors de l'enquête militaire pour déterminer les causes et les responsables de l'accident. Il fixe le sol, ose parfois un sourire, mais reste sur la réserve. Le maire de la ville a des airs de Bruce Willis aux yeux plissés. Version *Piège de cristal*, en plus balèze. La tragédie qui a secoué sa ville est passée et il veut aller de l'avant. « *Le bouclier antimissile n'aurait rien pu faire.* » Sans s'imaginer un seul instant que sa petite ville frontalière serait le théâtre d'un tel incident, Grzegorz Drewnik observe la situation avec philosophie, courant stoïcien. Pas d'autre choix





que d'accepter les événements. « *Nous nous sommes habitués à cette guerre. Nous sommes maintenant plus résistants au stress et plus forts. C'est pour cela que cet accident n'a pas tellement affecté notre psyché.* » À Przewodów, ni base militaire ni centrale électrique. « *Notre ville n'est pas une cible. Ça ne pouvait être qu'un accident* », se rassure le maire. Ici, l'impact du missile ne ressemble plus qu'à une tranchée de travaux publics. Seuls quelques rubans balisent encore la zone. « *Il n'y a plus rien à voir* », peste l'un des travailleurs d'Agricom, l'entreprise touchée. Le site ne se situe qu'à quelques mètres des habitations. Les maisons, d'abord, derrière un grillage, puis l'école primaire, à 100 mètres en contrebas. « *C'était une tragédie, que dire de plus ?* » Henryk, le pas rendu hésitant par l'excès de vodka, balaye cet épisode d'un geste de la main tout aussi peu assuré. Ce chômeur d'une soixantaine d'années avait travaillé avec les deux ouvriers tués dans l'explosion. « *Je les ai toujours connus.* » De ce 15 novembre, les 530 habitant-es de Przewodów ne veulent plus en parler. Elles et ils attendent que le nom de leur village retombe dans l'oubli. Andrzej et Anya vivent ici depuis soixante ans. La tranquillité de leur quotidien a été ébranlée par la tragédie, mais la peur du début est partie. Oubliée. « *L'entreprise a recommencé à travailler normalement* », glisse même Andrzej, appuyé sur ses béquilles, sous le regard de sa femme. La vie doit continuer, comme si de rien n'était. Ici, le soc des charrues est passé cet hiver. La terre a recouvert la guerre. ■

Vivien Latour & Bastien Marie

Un missile est tombé sur une exploitation agricole, tuant deux hommes, qu'Henryk connaissait bien : ils avaient travaillé ensemble. © Bastien Marie



Andrzej et Anya vivent à Przewodów depuis soixante ans. Lorsque le missile est tombé, ils ont eu peur que la guerre arrive. Cette inquiétude s'est estompée. © Vivien Latour

**« NOUS NOUS SOMMES
HABITUÉS À CETTE
GUERRE. NOUS SOMMES
MAINTENANT PLUS
RÉSISTANTS AU STRESS
ET PLUS FORTS. »**



Le 15 novembre 2022, un missile ukrainien s'écrase par accident, à proximité des habitations de Przewodów. Pendant quelques heures, le monde entier retient son souffle, craignant une généralisation de la guerre. © Bastien Marie

Sécurité à l'Ouest

Base arrière de la guerre, le pays s'affirme au sein de l'Union européenne et de l'Otan. Une volonté d'alliance qui l'amène à consolider ses liens avec Washington.

Avec 11 600 militaires stationnés sur son sol, la Pologne est un maillon incontournable de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), une base avancée en Europe. Et Varsovie le lui rend bien. Le gouvernement polonais prévoit d'augmenter son budget militaire, déjà conséquent, à 4 %. Bien au-delà des 2 % recommandés par l'Alliance, dont les États-Unis sont la force motrice. « *L'alliance polono-américaine est le fondement de la sécurité européenne* », affirmait le 21 février dernier Mateusz Morawiecki, Premier ministre, lors de la dernière visite de Joe Biden à Varsovie. Ce dernier s'y est rendu deux fois en un an, une première pour un président américain. C'est dire la place nouvelle de la Pologne.

Ce pays a été l'un des premiers à alerter sur les volontés belliqueuses du Kremlin. À rebours de la France ou de l'Allemagne, restés « *indifférents* » selon un conseiller du président Andrzej Duda. La justesse des prévisions de Varsovie renforce son poids sur la scène internationale. « *Les Polonais sont pénétrés par l'idée d'une Russie conquérante, obnubilée par la quête de son ancienne influence de l'époque soviétique* », précise Georges Mink, professeur au Collège d'Europe. Ancrés dans le camp occidental, 91 % des Polonais-es considèrent l'Otan comme « *importante* » ou « *très importante* », selon une étude de 2022 du *German Marshall Fund* (GMF). Elles et ils partagent les mots de Milan Kundera qui parle « *d'une autre civilisation* » en évoquant la Russie. Pragmatiques, les États-Unis sont les principaux alliés de la Pologne.

En réponse à l'instabilité liée à l'invasion du Donbass et à l'annexion de la Crimée

en 2014 par les Russes, l'Alliance transatlantique a décidé lors du sommet de Varsovie de 2016 d'établir une présence militaire sur son flanc est. Parallèlement, la Pologne a augmenté sa propre force. Elle souhaite même disposer rapidement de « *la plus grande armée terrestre en Europe* », avec 300 000 soldats. Jacques Rupnik, politiste à Sciences Po, le confirme : « *En Pologne, l'Otan est la seule garantie de sécurité.* » D'autant que l'organisation politico-militaire demande moins de contreparties que l'Union européenne (UE), qui, quant à elle, a renoncé à établir une véritable armée de défense.

Amitié fragile avec l'UE

Avec Bruxelles, les rapports sont plus tendus. Les carences de l'État de droit polonais sont souvent pointées du doigt par la Commission depuis l'arrivée du

parti Droit et justice (PiS) au pouvoir. Les fonds de relance européens post Covid-19, d'un montant de 35 milliards d'euros, n'ont toujours pas été versés. D'autre part, Varsovie reproche à l'Allemagne, principale puissance de l'UE, de ne pas avoir anticipé l'extension du conflit en enrichissant la Russie par de lucratifs contrats gaziers. En 2022, le gouvernement polonais a réclamé à Berlin 1 300 milliards d'euros de réparations liées aux pertes de la Seconde Guerre mondiale, confirmant la fragilité de leurs relations. Concernant la France, la Pologne se méfie de la rhétorique d'Emmanuel Macron, qui a déclaré ne pas vouloir « *humilier* » la Russie. Varsovie refuse enfin de participer aux différents programmes de défense européens, comme le projet de bouclier antimissile, proposé par l'Allemagne en août 2022.

Cette ouverture vers l'Atlantique se traduit également par la signature de contrats d'armement de grande envergure avec Washington, mais aussi la Corée du Sud, alliée historique des États-Unis. Une première garnison militaire permanente a été inaugurée le 21 mars dernier en Pologne. Plus de 10 000 soldats du plus gros contributeur de l'Otan sont actuellement dans le pays. L'ambassadeur des États-Unis à Varsovie Mark Brzezinski l'admet : « *Le lien polono-américain n'a jamais été aussi étroit.* » ■

Louis Faurent & Raphaël Jacomini



Le président américain Joe Biden (à gauche), le 22 février, lors de sa deuxième visite officielle en Pologne en un an. Il y a rencontré son homologue polonais, Andrzej Duda (à droite). © AFP / Mandel Ngan

Un toit à partager

À Cracovie, un ancien bâtiment universitaire a été réaménagé en un lieu autogéré pour accueillir des réfugiés venant d'Ukraine. Dans l'urgence, le quotidien s'organise entre travail et garde d'enfants.

En début d'après-midi, le calme règne au numéro 13 de la rue Piłsudskiego où vivent près de 160 réfugiés venant d'Ukraine. Dans le hall d'entrée, un premier escalier mène au rez-de-chaussée où trônent deux drapeaux : celui de l'Ukraine et celui de la Pologne. À gauche, dans un couloir, des poussettes vides attendent d'être utilisées. Face à elles, deux pièces débordent de vêtements rangés par taille. Malgré l'abondance de biens, tout est propre et ordonné. « *Quand nous avons emménagé, c'était comme un squat. Petit à petit, nous avons commencé à arranger les lieux* », se souvient Agnieszka Widacka, une historienne de l'art qui jongle entre son travail et ses activités bénévoles auprès de la fondation Wolno nam, dont la mission principale est de protéger les droits humains. À l'origine, le propriétaire de l'immeuble avait accepté de leur prêter le rez-de-chaussée de cet ancien bâtiment universitaire. Il devait servir de lieu de stockage pour les dons à destination des migrants passant par la frontière biélorusse. Mais au moment où la fondation allait investir les lieux, la guerre en Ukraine a éclaté. « *Le propriétaire a alors accepté de nous prêter tout l'immeuble pour accueillir des Ukrainiens.* »

D'après la Banque européenne d'investissement, l'afflux de réfugiés venant d'Ukraine a fait bondir la population de Cracovie de 23 %. Gymnases aménagés,

réquisitions de villages vacances... Les refuges se sont multipliés. L'accueil a été si bien organisé que peu de personnes se sont retrouvées à la rue.

Occuper les esprits

Au 13 de la rue Piłsudskiego, le brouhaha du déjeuner est déjà terminé. Quelques retardataires finissent leur plat en silence dans la salle à manger du premier étage. En face, une cuisine partagée où des

femmes se relaient pour faire leur vaisselle. « *Chacun d'entre eux a des horaires de tâches ménagères à respecter* », précise Agnieszka Widacka. Ici, tout le monde est à l'œuvre. « *C'est aussi une façon d'occuper leurs esprits pour qu'ils ne s'ennuient pas et ne repensent pas à leurs peurs* », sourit la bénévole. La quiétude ambiante est brisée une fois les portes de la garderie passées. Quatre enfants jouent sous l'œil attentif d'une jeune Ukrainienne. « *Je suis salariée de la fondation. Je garde les enfants des*



Les résidents peuvent se servir librement dans le local à vêtements, géré par Agnieszka Widacka (au milieu) et d'autres bénévoles. © Siham Nassef

Terrain d'asile

Une solidarité à géométrie variable

« La Pologne est très généreuse avec les réfugiés ukrainiens, mais pas avec ceux qui passent par la frontière biélorusse », constate Agnieszka Widacka, bénévole au sein de la maison autogérée de la rue Piłsudskiego. Les réfugié-es non-ukrainien·nes y sont minoritaires. On dénombre une famille tchétchène, deux femmes camerounaises, une Nigériane et une Kényane. « Les Tchétchènes sont arrivés il y a douze ans, mais leur demande d'asile n'a jamais été acceptée. L'administration polonaise estime que leur vie n'est pas en danger. Le père a pourtant neuf impacts de balle sur le corps et sa fille aînée a perdu tous ses cheveux à cause du stress ! »

mères seules qui travaillent la journée », raconte l'employée. Comme elle, nombreux·ses sont les réfugié-es à occuper un poste rémunéré au sein de la maison. C'est aussi le cas de Svitlana, venue rejoindre sa fille étudiante à Cracovie après l'invasion russe. Aujourd'hui, c'est elle qui s'occupe du secrétariat. « J'accompagne les gens dans leurs procédures administratives, les demandes d'asile par exemple, ou pour chercher du travail », détaille-t-elle.

Cohabitation pesante

Aux deuxième et troisième étages, les grandes pièces ont été transformées en chambres. Dans l'une d'entre elles, Oksana aide un de ses trois fils à faire ses devoirs. Malgré le sourire qu'elle arbore, elle ne peut s'empêcher de penser à son mari, resté en Ukraine. « C'est difficile pour moi, mais surtout pour les enfants. Leur père leur manque beaucoup », confie-t-elle. Pas le choix. La petite famille a dû s'habituer à cette vie en communauté.

Si elles et ils ont la chance de vivre seul·es, d'autres doivent partager leur chambre avec des inconnu·es. « Il y a entre trois et six personnes par pièce. La promiscuité est très forte et peut poser problème. Ce n'est pas facile, surtout pour les adolescents », se désole Agnieszka Widacka. Heureusement, les résident·es devraient retrouver davantage d'intimité dès le mois de juin. « Nous allons déménager dans un grand hôtel avec jardin loué par l'association. Ce sera bien mieux là-bas. » ■

Clémence Drotz & Siham Nassef



Les enfants expriment leur attachement au pays qu'elles et ils ont brutalement quitté. © Siham Nassef



Une garderie est mise à la disposition des mères travaillant la journée. © Siham Nassef

Délogés, la sélection ukrainienne et le Dynamo Kyiv ont joué des matchs de football à Cracovie. Certain·es y voient un acte de résistance, d'autres une futilité.

Roman Kutovyy, supporter ukrainien, clame l'hymne de sa patrie dans les tribunes du stade Józef-Piłsudski, à Cracovie. Ses compatriotes, présent·es par milliers, chantent à en perdre la voix, brandissant l'étendard national. La symbolique de ce match entre l'Ukraine et l'Écosse, ce 27 septembre 2022, frappe. Pas d'un point de vue sportif, mais géopolitique. Face aux tourments de la guerre, la Pologne devient le repaire privilégié de différentes équipes ukrainiennes lors de leurs échéances à domicile. Cracovie est l'un de ces sanctuaires. « Nous avons montré que nous étions unis, que nous étions forts. C'était un moment fédérateur », s'émeut le jeune homme.

« Nous sommes solidaires à notre manière avec le peuple ukrainien », martèle Staniek Przemyslaw, porte-parole du KS Cracovie, plus ancien club en Pologne (jamais présent en coupes d'Europe) et propriétaire de l'enceinte sportive. Fier de présenter sa loge VIP à la décoration kitsch, il raconte avoir été approché par l'Ukraine pour l'organisation de la rencontre, encouragé par la Fédération polonaise de football.

À cette délocalisation emblématique s'ajoutent les matchs de Ligue Europa¹ du Dynamo Kyiv. « Le club est venu nous demander si nous pouvions les accueillir. On a accepté sans hésiter », retrace Staniek Przemyslaw. Le terrain, cependant, n'était pas aux normes. Le KS Cracovie a donc adapté son dispositif de sécurité et ajouté des panneaux publicitaires pour afficher l'ensemble des sponsors. Le tout à prix réduit, pour que le Dynamo ne sombre pas financièrement. Entre septembre et



Les tribunes du stade Józef-Piłsudski, à Cracovie, étaient pleines lors du match Ukraine-Écosse. Les Ukrainien·nes ont chanté leur hymne et brandi l'étendard national. © AFP / Janek Skarzynski



Source : Natural Earth. Réalisé avec Graticule.

En Pologne, quatre équipes ukrainiennes, trois clubs et la sélection du pays, ont délocalisé des rencontres à Varsovie, Lodz, Lublin et Cracovie. © Julien Mazurier

novembre 2022, l'édifice a ainsi vrombi au rythme des affrontements entre Kyiv et les Turcs de Fenerbahçe, les Français du Stade Rennais ou les Chypriotes de l'AEK Larnaca. Prestations décevantes : trois défaites et une éviction dès la phase de poules. « On avait l'impression que l'esprit des joueurs était ailleurs », analyse le représentant du KS Cracovie. Sans compter le peu de soutien ukrainien en tribune. « Les places étaient chères. Peut-être cela a-t-il joué un rôle. »

« L'Ukraine vit toujours »

Andriy Fuchenko, supporter historique du Dynamo Kyiv, préfère parler d'un désintérêt croissant pour le football. En t-shirt blanc au soleil ou sous une capuche par temps de pluie, l'Ukrainien chante au quotidien la gloire de son peuple sur la place Rynek Główny, en plein centre de Cracovie. Quid de son club de cœur ? « Ma famille et mes amis vivent encore dans mon pays, des gens meurent tous les jours... Comment pourrais-je encore suivre le football ? Certains d'entre nous n'ont plus la tête à ce

genre de divertissement », souffle-t-il. L'avis de Roman Kutovyy, dans les gradins d'Ukraine-Écosse, diverge : « Le sport montre justement au reste du monde que l'Ukraine vit toujours. » Lui non plus n'a pas trouvé le temps d'assister aux matchs du Dynamo. En revanche, il comptera parmi les spectateur-ices des Bleu et Jaune s'ils refont surface à Józef-Piłsudski. Comme « un devoir patriotique ». Malgré la faible affluence d'Ukrainien-nes, les matchs du Dynamo ont attiré le peuple cracovien. Une chance pour les clubs polonais qui échouent aux portes des coupes européennes. L'épopée itinérante s'est ainsi transformée en opportunité pour la région de Petite-Pologne. « Nous avons attiré de grandes équipes, s'enorgueillit Staniek Przemyslaw. Mais nous sommes surtout fiers de faire preuve d'humanité. » ■

Hugo Bouqueau & Alexis Pfeiffer

La deuxième coupe européenne réunissant les clubs les mieux classés de leur championnat respectif. La compétition ukrainienne se déroule toujours dans le pays.



Pour Roman Kutovyy, assister au match Ukraine-Écosse est « un devoir patriotique ». © Hugo Bouqueau

La tête ailleurs

Yevhen Konoplyanka, joueur de renommée internationale – passé par le FC Séville, Schalke 04 et le Shakhtar Donetsk – évolue depuis 2022 au KS Cracovie. Seul Ukrainien de l'équipe, il subit la solitude de son éloignement. « C'est difficile pour lui, raconte Staniek Przemyslaw. Beaucoup de ses amis et de membres de sa famille sont encore de l'autre côté de la frontière. On voit bien qu'il est stressé. Au début, il a eu du mal à se sentir à l'aise sur le terrain. Mais il a reçu beaucoup de soutien de la part de ses coéquipiers et de l'ensemble du club. Konoplyanka est bien entouré. »



Lors du match du 27 septembre 2022, qui s'est soldé par un score vierge, le spectacle n'était pas sur la pelouse mais l'émotion se ressentait dans les gradins. © AFP / Janek Skarzynski

IMMIGRATION

Deux poids deux mesures

Dans l'ombre du conflit ukrainien, les personnes qui tentent de passer la frontière biélorusse sont réprimées par le gouvernement. Une politique teintée d'islamophobie qui se propage dans toute la société polonaise.

À Bohoniki, un village de 100 âmes près de la frontière biélorusse, Maciej Szczesnowicz, président de la communauté musulmane locale, a choisi d'agir : « Je n'attends pas le gouvernement. » Il a organisé des distributions de soupe et de vêtements aux personnes réfugiées. Et pour celles et ceux qui ont succombé au froid, Maciej Szczesnowicz a pris l'initiative de les enterrer dans le cimetière musulman du village. « En 2021, nous avons organisé sept enterrements pour des Syriens et Irakiens. » Cette même année, les autorités polonaises ont recensé plus de 35 000 tentatives de franchissement illégal à la frontière, où une barrière électrifiée a été érigée sur 186 kilomètres. « Nos frères meurent dans les bois et les rivières à la frontière », déplore Wagih Abdelfattah, l'imam de la mosquée de Cracovie. « Il fait très froid. Il y a des soldats partout. S'ils attrapent quelqu'un, ils le maltraitent », s'insurge Youssef Chadid, président de la Ligue musulmane de Pologne. Côté biélorusse, c'est la répression. En revanche, côté ukrainien, le pays prône l'accueil à bras ouverts depuis l'invasion russe. « Ils disent que les Ukrainiens ont la même culture que les Polonais », explique Youssef Chadid, qui a quitté sa ville de Casablanca au Maroc pour venir en Pologne, il y a trente ans.

Un climat empoisonné

Une différence de traitement que dénonce Wagih : « C'est de l'hypocrisie. » Né en Pologne d'un père palestinien et d'une mère polonaise, ce trentenaire a dû apprendre à faire face à la défiance de ses concitoyen-nes. « Quand tu as une tête comme la mienne, tu es vu comme l'ennemi », lâche-t-il dans un sourire gêné. Regard brun



En 2021, les gardes-frontières polonais-es ont empêché plus de 35 000 tentatives de franchissement illégal de la frontière biélorusse. © AFP / Leonid Shcheglov



La Pologne a investi 350 millions d'euros dans une barrière haute de 5,5 mètres, qui s'étend sur 186 kilomètres. © AFP / Leonid Shcheglov

et teint hâlé dessinée par une barbe épaisse, ce Polonais n'a pas le profil type des membres de ce pays aux traits slaves. En comparaison avec le reste de l'Europe, la Pologne aurait la plus faible proportion de musulman-es : 0,2 % de la population selon Youssef Chadid. Difficile donc de se faire une place là où 92 % des personnes sont baptisées. Depuis 2015, la politique et la propagande menées par le gouvernement d'ultradroite ont entaché le quotidien des membres de la communauté musulmane. « À la télévision, ils nous présentent comme des terroristes », témoigne Wagih. Une politique proche de celle de la Hongrie où Viktor Orbán, le Premier ministre, déclarait publiquement en 2020 « ne plus permettre l'arrivée de musulmans ou de migrants ». Un climat empoisonné, fait d'amalgames, qui est apparu en Pologne depuis la prise du pouvoir par le parti Droit et justice (PiS). Dans l'esprit de Wagih, l'accession du parti au pouvoir reste un mauvais souvenir. « C'était dur. En 2017, les fenêtres de la plus grande mosquée de Varsovie ont été brisées », soupire-t-il. Pour la communauté, l'atmosphère est devenue invivable. Youssef, lui, s'en inquiète : « Nous recevions des mails d'insultes et de menaces. En 2017, beaucoup de mes amis musulmans ont préféré quitter le pays. » ■

Sarah Khorchi

Alors on danse

Au cœur du quartier juif de Cracovie, de jeunes Ukrainien-nes font la fête toute la nuit pour soutenir leur pays. Au Sekta Seleкта, elles et ils combattent au corps à corps et sans armes.



DJ Hellix a donné une partie du cachet qu'il a touché ce soir-là à des associations de réfugié-es. © Ana Hadj-Rabah



Gabriela et sa sœur Aleksandra ne quittent plus la piste de danse. « Tout le monde parle ukrainien ici, ça prouve qu'il y a encore de la vie. » © Ana Hadj-Rabah

Place Nowy dans le quartier juif. Mykola tire sur sa clope, avale une immense gorgée de bière et essuie frénétiquement son front couvert de sueur. Sur son téléphone, un drapeau ukrainien en fond d'écran, comme pour un rappel à lui-même. « *Je n'oublie jamais la guerre, même à cinq heures du matin en soirée techno.* » Il coupe court, écrase son mégot sur le mur et pousse la porte du bar d'un coup sec. On lui emboîte le pas et on s'engouffre dans le bar Sekta Seleкта. Artem nous accueille dans son palace à l'ambiance tamisée où de vieilles bouteilles de *Bombay Sapphire* font office de bougeoirs. « *J'ai ouvert ce bar il y a trois ans avec deux amis* », souffle-t-il en tirant une chaise jusqu'à notre table. Quand il ouvre son établissement, « *c'est pour être un point de rencontre entre tous les amoureux de la techno* ». Un genre musical engagé contre les discriminations. Ce soir en est la preuve, il organise sa onzième *charity party*. Comprendre : en solidarité avec l'Ukraine.

Pas de place pour la naïveté

Artem a grandi à Khmelnytskyï, une ville à plus de 200 kilomètres de Lviv. Sa famille y est encore et ses meilleur-es ami-es combattent au front. « *Chaque mois, on organise au moins une fête de ce genre.* » Certain-es teuffeur-euses ont vu l'événement sur *Facebook* et sont venu-es spécialement pour l'occasion. D'autres rentrent sans savoir où elles et ils mettent les pieds et décident de rester. « *Les 1 500 zlotys [320 euros] que j'ai récoltés à la dernière soirée ont été distribués à trois associations différentes. Je choisis le plus souvent celles qui aident les personnes au front et les réfugiés de Cracovie.* » Derrière le bar, Lennie et Magda s'activent. « *On carbure au vodka-Red Bull* », plaisante la barmaid. Un foulard lui entoure la tête et des piercings brillent sur

son visage. Elle embrasse tout le monde, remplit joyeusement des verres à shot. Mais dans ses yeux, aucune naïveté, pas même l'espoir que la fête fasse oublier la guerre. « *Quand on a ses meilleurs amis sur le front, on ne croit plus à ce genre de choses.* » Le 24 février 2022, jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Sekta Seleкта a ouvert sans musique. Et puis, des réfugié-es sont venu-es toquer à la porte du bar, spontanément. « *Tous les jours, on accueillait des personnes différentes qui arrivaient sans rien et dormaient dans le bar. On s'est rendu compte que cet endroit était devenu un lieu de rassemblement pour la communauté ukrainienne et les réfugiés.* »

Dance to be alive

Minuit, les pupilles se dilatent. Artem ouvre un rideau pourpre et dévoile une seconde pièce baignée de lumière rouge. Ça sent la sueur, les basses tabassent les oreilles. Une cinquantaine de personnes dansent sur la piste, impossible de distinguer leurs visages. Au milieu, un couple s'embrasse fougueusement. Le DJ, lui aussi Ukrainien, lève rarement la tête vers la foule. « *On essaie aussi de soutenir les musiciens ukrainiens car ils n'ont plus de travail là-bas* », commente Artem. « *Ce bar, c'est un putain de lieu de résistance* », hurle Gabriela pour couvrir la musique. Elle et sa sœur ont accueilli plusieurs réfugié-es de leur âge et leur ont fait découvrir cet endroit. Prendre l'espace avec son corps jusqu'à la dernière danse, jusqu'au petit matin, jusqu'à ne plus avoir de jambes ni de souffle, c'est leur manière à elles et eux de lutter. Solennel, Artem proclame : « *La joie et la solidarité, c'est l'une des dernières choses que Poutine ne nous arrachera pas.* » ■

Salomé Chergui & Ana Hadj-Rabah



La directrice de l'école élémentaire numéro 12, Magdalena Mazur, entourée de Vasillisa, Zlata et Mishba, arrivées en Pologne au début de la guerre. © Ysé Rieffel

ÉCOLE

Prise de cours

Des milliers d'enfants ukrainien·nes sont scolarisé·es à Cracovie. Un défi pour le secteur de l'éducation qui multiplie les initiatives pour les intégrer, malgré le choc émotionnel et la barrière de la langue.

Un joyeux chahut retentit dans la cour de l'école élémentaire numéro 12 de Cracovie. Il est 15 heures. Pour les enfants, c'est une fin de journée. En salle de permanence, Vasillisa, fillette de 8 ans, range en silence ses crayons de couleurs. Cheveux blonds et lunettes roses, elle est arrivée en Pologne en mars 2022 depuis Dnipro, au centre-est de l'Ukraine. Quelques tables plus loin, Katia et Zlata s'échangent des grimaces. Une scène d'école on ne peut plus normale. C'est à peine si l'on devine qu'elles ont quitté leur pays il y a quelques mois sous le fracas des bombes.

« Au début, les enfants parlaient de la guerre, maintenant ils évitent le sujet », constate Magdalena Mazur, la directrice de l'école. Dans

son bureau, des cartons du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) envahissent l'espace entre les plantes et les divers bibelots offerts par celles et ceux qu'elle appelle « ses enfants ». Depuis que la guerre a éclaté en Ukraine, l'établissement a accueilli beaucoup de réfugié·es. Sur les 395 élèves, 72 sont ukrainien·nes. Dans les couloirs, les murs arborent des cœurs aux couleurs de la Pologne et de l'Ukraine en signe de solidarité. Sur la porte du secrétariat, les inscriptions ont été traduites en ukrainien.

« Les premiers mois qui ont suivi l'éclatement de la guerre en Ukraine ont été les plus difficiles pour le secteur de l'éducation de Cracovie », précise un communiqué de presse de la mairie. Entre février et juin 2022, il a fallu organiser dans les plus brefs délais l'accueil de 6 900 jeunes Ukrainien·nes dans la ville. « Les enfants ont d'abord été admis dans les classes existantes. Mais le nombre d'arrivants ne cessant d'augmenter, il a été décidé d'ouvrir des classes préparatoires », explique Dariusz Domajewski, directeur adjoint du département de l'éducation de la ville de Cracovie. Une centaine de sections ont été créées pour celles et ceux qui ne connaissaient pas ou très peu le polonais. « Nous avons aussi eu le temps d'organiser des cours de langues pendant les vacances pour les préparer à la rentrée d'août », raconte Jacek Majchrowski, maire de Cracovie.

« Effrayés par les sonneries »

« Les élèves échangent comme ils peuvent, en mélangeant polonais et ukrainien », assure Renato, enseignante en troisième section. Pour les accompagner, une centaine d'assistant·es d'éducation ont aussi été employé·es à Cracovie. « Comme nous avions des Ukrainiens avant la guerre, j'avais déjà deux auxiliaires pour aider les enfants », détaille la directrice. Aujourd'hui, il y en a six. « Souvent ce sont leurs compatriotes qui aident les nouveaux élèves à surmonter la barrière de la langue », analyse Dariusz Domajewski. Avant la guerre, 1 830 Ukrainien·nes étaient déjà scolarisé·es à Cracovie. Maintenant, elles et ils aident leurs camarades à traduire des mots et les guident dans l'école. Si bien que Magdalena Mazur n'a pas eu besoin d'engager des assistant·es pour toutes les classes. Quand cela se complique, comme en cours d'histoire, les réfugié·es ont le droit de faire leur devoir dans leur langue et d'utiliser ensuite un traducteur.

Au-delà du côté pratique, il a aussi fallu donner du temps à ces enfants pour atterrir. « Nous avons laissé trois semaines aux élèves pour s'adapter à leur nouvel environnement », détaille Magdalena Mazur. La directrice a également fait le choix de ne pas noter les



Les murs de l'école arborent les couleurs de l'Ukraine et de la Pologne, en signe de solidarité. © Ysé Rieffel



Pour communiquer, les enfants mêlent l'ukrainien et le polonais. © Ysé Rieffel

élèves dans les premiers mois pour les mettre en confiance. La nécessité d'apporter un soutien psychologique aux jeunes touchés par les traumatismes de la guerre s'est imposée. « À leur arrivée, ils étaient très effrayés par les sonneries en fin de cours, glisse Magdalena Mazur, bouleversée par les récits des mères. Elles me racontaient les bombardements. Parfois les enfants étaient cachés dans des sous-sols pendant plusieurs jours sans nourriture, sans eau, sans lumière, sans rien. Certains ont appris au cours de l'année que leur maison ou école avaient été détruites. » En prenant sa fonction de directrice, jamais Magdalena Mazur n'aurait imaginé faire face à une telle situation de crise. Il y a quelques mois, son fils de 21 ans a pris le volant pour récupérer Katia, 13 ans, restée seule pendant trois jours à la frontière. « Il se souvient encore de ses pleurs à l'arrière de la voiture. » ■

Ysé Rieffel

Apaiser les douleurs

Seulement quatre mois après l'invasion russe, un centre d'aide psychologique a ouvert à Cracovie, accueillant des dizaines de réfugié-es chaque semaine. Pour soigner, l'écoute est reine.



De gauche à droite, Sylwia, Agnieszka, Iryna, Svitlana, Viktoriia et Nila, les six psychologues du centre d'aide aux réfugié-es. © Margot Favier

Dans cet appartement du centre-ville, des rayons de soleil strient les murs blancs de la pièce principale, les rideaux clairs cachent à peine les arbres du jardin. Les canapés sont bleu ciel et les fauteuils jaunes. Quelques tulipes disposées dans un vase décorent le bureau de l'accueil. Des jouets

et des peluches sont rangés dans des boîtes. L'ambiance est chaleureuse. Il faut bien ça pour apaiser les immenses douleurs des patient-es. Ici, des dizaines d'Ukrainien-nes, des femmes et des enfants – les hommes étant restés au pays – sont accueilli-es tous les jours par cinq psychologues. Face à l'afflux de réfugié-es en Pologne, qui ont dû

quitter précipitamment leur pays sous les bombes, Agnieszka Korsak, ingénieure, et Sylwia Turzanska, avocate, toutes deux polonaises, ont utilisé leur réseau professionnel et personnel pour créer un centre de soin psychologique entièrement gratuit. Un projet rendu possible par des dons privés, majoritairement américains. « Le gouvernement polonais ? Quel gouvernement ?! », s'exclame Agnieszka lorsqu'on lui demande si elle a reçu des aides publiques pour son projet.

« Quand les femmes arrivaient, elles étaient en état de sidération. Faire des choses aussi simples que chercher un numéro de téléphone leur paraissait insurmontable, témoigne Iryna Valiavko, psychologue ukrainienne spécialisée dans les traumatismes de guerre. Elles pensaient qu'elles allaient revenir en Ukraine le lendemain de leur arrivée. » En fuyant son pays, Iryna atterrit dans un des hôtels mis à la disposition du peuple ukrainien. Très vite rattrapée par son métier, elle commence à organiser des séances. « Pour les aider à penser au futur », explique-t-elle. Une fois la nourriture, les vêtements et le logement fournis, prendre soin de la santé psycholo-

« QUAND LES FEMMES ARRIVAIENT, ELLES ÉTAIENT EN ÉTAT DE SIDÉRATION. FAIRE DES CHOSES AUSSI SIMPLES QUE DE CHERCHER UN NUMÉRO DE TÉLÉPHONE LEUR PARAÎSSAIT INSURMONTABLE. »

gique des réfugié-es s'est révélé être la principale urgence. Viktoria Lisowska, psychologue et réfugiée ukrainienne en exercice dans ce cabinet raconte : « Au début, c'étaient des thérapies de crise. Les femmes et leurs enfants venaient parce qu'ils étaient traumatisés. Par les bruits des bombes, la perte d'un mari ou d'un père, la séparation avec la famille. » Aujourd'hui, elles traitent plutôt des dépressions, des problèmes d'intégration et des difficultés d'adaptation à la vie polonaise en raison de la barrière de la langue.

Et les enfants ne sont pas épargné-es. Avec elles et eux, les thérapeutes travaillent l'imagination. Pour évacuer les sentiments d'anxiété, les plus petit-es recréent des situations vécues à l'aide de figurines qu'elles et ils manipulent dans un bac à sable. L'art est aussi utilisé. « Ils peignent la peur, la tristesse, des moments de vie traumatisants », précise Iryna. Les dessins sont

plutôt sombres, mais un cœur rose dessiné par un enfant est affiché au mur à l'entrée du cabinet. Signe que le soin apporté peut conduire à la réparation. « Souvent conscientes de leurs traumatismes, les femmes sont en mesure d'en parler, à la différence des enfants », raconte la réfugiée ukrainienne Svitlana Mokhonko, l'une des cinq spécialistes. Leur thérapie passe davantage par les mots et les pleurs.

Déclassées

Beaucoup ressentent un sentiment de manque, de leurs proches et de leur vie d'avant, et souffrent de difficultés financières. « Dans un pays où l'inflation atteint les 16 % et où le loyer moyen d'un appartement dans le centre-ville de Cracovie s'élève aujourd'hui à 3 200 zlotys [695 euros], quand il ne dépassait pas les 2 000 zlotys [425 euros] avant la guerre. Se loger de-

vient un parcours du combattant », résume Agnieszka. La douleur de perdre leur statut social et leur salaire ukrainien est partagée par nombre d'entre elles. « Elles doivent désormais vivre dans des appartements modestes et devenir nounou ou faire des ménages », confie-t-elle.

La reconstruction sera lente, dans un pays où la santé mentale des réfugié-es est négligée. L'assistance que proposent Iryna et ses consœurs est rare. En Pologne, la plupart des centres de soins psychologiques créés après l'invasion russe n'existent plus, faute de moyens. Pourtant, Agnieszka juge cette psychothérapie sur le long terme « indispensable à la réparation ». L'intégration à la vie polonaise de ces femmes, précarisées par leur statut de réfugiées, est conditionnée par une véritable prise en charge de leurs traumatismes. ■

Margot Favier

Les enfants dans la guerre

La scolarisation exemplaire des réfugié-es ukrainien-nes en Pologne reste une exception européenne. Sur les 7,5 millions d'enfants, la plupart sont déscolarisés et vivent au milieu des bombes. Quelques milliers sont dans des camps russes soumis à des programmes d'endoctrinement. Et plus de 16 000 enfants auraient été enlevés et placés dans des foyers ou des familles d'accueil russes, selon les autorités de Kyiv. La Cour pénale internationale a alors émis le 17 mars dernier un mandat d'arrêt historique contre Vladimir Poutine pour le crime de guerre de « déportation illégale ». Le 8 avril, 31 enfants ont été rapatriés-es.

2/3

des enfants réfugié-es ukrainien-nes ne sont pas inscrit-es dans le système éducatif de leur pays d'accueil.

Unicef, janvier 2023

5 millions

de filles et de garçons sont contraint-es d'apprendre dans des environnements militarisés, au milieu des combats. Les huit années de conflit dans l'est de l'Ukraine et les deux ans de pandémie de Covid-19 ont dévasté le système éducatif.

Unicef, mars 2022

6 000

petit-es ukrainien-nes vivent dans des camps russes de rééducation coupés de leurs parents.

Observatoire des Conflits,

Université de Yale, février 2023

La détresse abandonnée

Bien qu'ils soient largement aidés par le gouvernement pour répondre aux besoins de première nécessité, la santé mentale des réfugié-es ukrainien-nes est en revanche un angle mort de la politique du parti Droit et justice (PiS). Pourtant, une enquête du Laboratoire interdisciplinaire pour l'étude de la guerre en Ukraine de Cracovie, publiée en août 2022, montre que 76 % des personnes réfugiées souffrent de stress post-traumatique. Et que 50 % d'entre elles étaient en situation de détresse psychologique. Un constat alarmant loin d'être nouveau. La guerre ayant commencé dès 2014 dans le Donbass, les souffrances de la population ukrainienne étaient déjà profondes. L'Organisation mondiale de la santé place même l'Ukraine en tête des pays les plus affectés par la dépression.

La revanche d'une gueule cassée

Au premier jour de la guerre en Ukraine, la Russie frappait Kharkiv, faisant un mort et une blessée. L'image du visage tuméfié et ensanglanté d'Olena Kurilo fait alors le tour du monde et provoque l'indignation. Aujourd'hui réfugiée en Pologne, elle essaie de se reconstruire.

Olena Kurilo cherche à reprendre son image en main. Ancienne mannequin, elle pose avec plaisir et résilience. © Cha Toublanc

Il ne reste plus qu'une cicatrice visible sur son visage. Comme un vestige du jour où elle a failli mourir, la virgule marque une pause dans son sourcil blond. Au premier jour de la guerre, un missile russe a détruit l'immeuble d'Olena Kurilo, dans la banlieue de Chuguev, à Kharkiv. Selon elle, celui-ci visait une base militaire à proximité. Dans l'explosion, des éclats de verre ont transpercé sa mâchoire et ont criblé ses yeux. Ce n'est que le 18 mars 2022 qu'elle a enfin quitté le quartier, lorsque les soldats russes l'ont laissée passer. Ils avaient même empêché les médecins d'intervenir. Olena a passé près d'un mois dans les cendres de sa ville sans pouvoir soigner ses blessures. Sang séché, presque brun, crâne voilé d'un bandage. Son profil a été diffusé par des photojournalistes dans tous les médias internationaux, illustrant pour la première fois la violence du conflit russo-ukrainien. L'enseignante de 53 ans est devenue un symbole de guerre et a endossé malgré elle ce rôle de « survivante », dont elle peine à se défaire. De nature enjouée, Olena devient vite impassible lorsqu'il est question de sa photo. Entre deux sourires forcés, elle s'impatiente : « Je ne veux pas que l'on retienne cette image de moi. »

Olena aime se sentir belle. Son regard émeraude est gracieusement souligné au crayon vert, et ses boucles d'oreilles coulent le long de ses pommettes osseuses. Tout est travaillé. Les tons beiges et roses de sa tenue éclatent à la faveur du printemps ; elle semble tant aimer les fleurs. En entrant dans le café du centre de Katowice où elle nous a donné rendez-vous, Olena fait flotter un parfum fruité et s'assoit près d'un bouquet luxuriant. Elle l'admire avec douceur, le respire et cueille dedans. Pétales sous le menton, elle prend la pose. « J'ai été mannequin à 20 ans », éclaire-t-elle, amusée. Comme si elle essayait de le retenir, elle parle de son passé avec gaieté. Le dos droit et la posture élégante, l'ancienne chorégraphe contrôle son image avec brio sans maquiller sa peur de vieillir. « Quand j'ai été blessée, j'ai pris dix ans. » Elle passe la main dans sa chevelure et affirme que des mèches grises avaient pris racine, avant qu'elle ne recouvre le tout d'un blond platine. Olena vient de subir sa quatrième opération. C'est pour être reconstruite qu'elle est arrivée en Pologne.



À Katowice, à l'ouest de Cracovie, une mini exposition raconte le conflit russo-ukrainien. Le visage meurtri d'Olena Kurilo s'impose comme une relique de la guerre. © Cha Toublanc

Des filaments de sang baignent toujours dans son œil gauche, dont elle a perdu la vision pour moitié. L'Ukrainienne reste résiliente, c'est l'une de ses plus grandes forces. La tête haute, elle soutient : « C'était mon destin. »

La muse à deux faces

Dans l'explosion, la réfugiée a tout perdu mais une grande générosité s'est déployée pour elle. Des journalistes du quotidien britannique le *Daily Mail* ont ouvert une cagnotte pour l'aider à fuir l'Ukraine. Sur son chemin, Olena est devenue muse, jusqu'à l'autre bout du monde. Un artiste de rue argentin lui a dédié une peinture murale dans le quartier de Palermo, à Buenos Aires. Une peintre américaine a dessiné son portrait à Los Angeles et les ventes ont permis à Olena de verser 10 000 euros à l'armée ukrainienne. Un aquarelliste britannique lui a même offert un appartement à Wojkowice, là où elle vit actuellement, à une heure et demie de Katowice. Elle refuse cependant que son visage lui accorde des privilèges : « Je ne veux pas qu'il m'aide, sauf pour montrer la vérité. » Le jour où sa photo a été publiée, la manipulation a suivi l'indignation. « La propagande russe s'est lancée dans une campagne de désinformation en me discréditant », s'indigne-t-elle. Olena dégage son téléphone et montre des archives de médias russes. *RTR Planeta, NTU, Russia 24...*

Tous l'ont accusée de mentir, la faisant passer pour une actrice. « Ils montraient des femmes au hasard censées me ressembler pour prouver que cela ne pouvait pas être moi sous ce bandage. » Sa fille, restée à la maison, publiait quotidiennement des vidéos d'elle sur *Instagram* pour contrer les *fake news*. Aujourd'hui elle s'en moque, mais devoir prouver son identité au monde fut rude. Son propre frère, pro-Poutine, et russe du côté de leur mère, ne l'a jamais crue. Cela fait plus d'un an qu'il ne lui a pas parlé. Le plus difficile pour Olena, « c'est de ne pas avoir de lendemain ». Elle n'a plus de maison, plus de profession, plus de famille, aucune prise sur l'avenir. Son ex-compagnon l'a quittée après son départ en Pologne, la plaie encore ouverte. « Il m'a dit que la guerre ne serait pas finie de sitôt et qu'il n'arriverait pas à tenir ses responsabilités », raconte-t-elle, décontenancée. Olena se sent seule. Ce qui la fait tenir, c'est de penser au jour où elle reviendra s'installer en Ukraine. « Mon pays est incassable et ne vivra jamais dans un État occupé par la Russie », affirme celle qui ne « pardonne rien ». En attendant, Olena Kurilo s'évertue à embellir sa réalité. Elle sait que cette photo douloureuse ne disparaîtra jamais, mais pour reprendre son identité en main, elle continue d'apparaître sous les projecteurs. Seulement s'ils sont flatteurs. ■

Colombe Serrand



GRAND ENTRETIEN

« On utilise
le mot révolte
grâce aux
femmes »

*Martyna Bunda, écrivaine
et journaliste, dresse un panorama
sans concession de la société polonaise.
Ses romans, réalistes et imagés,
explorent avec précision
certains traumatismes nationaux.*

« L'avenir du pays
est enraciné dans les
expériences difficiles
liées à la guerre
et au communisme.
Cela nécessite un
travail thérapeutique
qui passe, pour
l'ensemble de la société,
par la création de
nouveaux récits. »

Dans un confortable hôtel de Cracovie, assise sur un canapé taupe, Martyna Bunda se prête au jeu des questions avec franchise. L'écrivaine et journaliste de 48 ans fait partie de ces voix féminines qui s'élèvent dans la littérature polonaise contemporaine. Elle a l'habitude de sonder la société à travers ses romans et ses papiers d'analyse pour l'hebdomadaire de centre-gauche *Polityka*. Pour *Visó*, elle livre sa perception du pays, entrecoupée de quelques anecdotes personnelles : une enfance dans le Nord pendant la période communiste, où elle prend goût aux belles-lettres et à la musique, ou un séjour d'un mois dans un couvent pour jeunes filles lorsqu'elle est adolescente. La romancière fait son entrée à *Polityka* en 2004 et y dirige les pages d'actualités nationales de 2012 à 2018. Elle écrit son premier roman en 2017, *Nieczulósé* (*Les Cœurs endurcis*, Éd. Noir sur blanc, 2022). Féministe et pro-démocrate, Martyna Bunda définit ses idées comme proches de celles de Barack Obama. La journaliste-écrivaine a abandonné son héritage catholique pour se tourner vers la méditation et le bouddhisme. Elle a élu domicile à Wronczyn, un petit village à l'ouest de Varsovie.

Votre premier roman, *Les Cœurs endurcis*, démarre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Comme la plupart de vos ouvrages, il se déroule dans le passé. Pourquoi faites-vous ce choix-là ?

C'est un livre sur la façon dont certaines personnes guérissent des expériences les plus difficiles. J'ai voyagé pendant vingt ans à travers la Pologne pour raconter diverses histoires. Je n'arrêtais pas de voir à quel point les fardeaux de la Seconde Guerre mondiale étaient étouffants. Mais je savais aussi que certains processus de guérison devaient commencer et qu'ils étaient nécessaires. J'ai créé des personnages pour qu'ils puissent porter cela.

Comment se déroule ce passage du journalisme à la fiction ?

Le métier de journaliste s'accompagne toujours d'une responsabilité à l'égard des personnes sur lesquelles vous écrivez, qui ont des sentiments et qui vivent dans un certain contexte. C'est une charge lourde à porter. Dans la littérature, les personnages sont inventés. Même si, parfois, les rapports entre le réel et la fiction sont étroits. Je me suis inspirée par exemple de l'histoire de ma grand-mère, que des soldats russes ont marqué au fer sur le ventre pendant la Seconde Guerre mondiale, comme Truda, l'un de mes personnages.

Vous avez passé votre jeunesse dans la Pologne communiste, que vous évoquez dans votre premier roman. Quels souvenirs en gardez-vous ?

En 1981, c'était la loi martiale, ce qui a été, je pense, un grand choc pour la société. Mais j'ai vu tout cela du point de vue d'une enfant qui accepte la réalité telle qu'elle est. Le fait qu'il y ait des chars dans les rues était pour moi banal. Je me souviens avoir énormément lu debout, dans les files d'attente des magasins. Pour moi, c'est aussi l'époque de l'enfance, où l'on s'assied dans le jardin et où l'on fait du bateau sur le lac. Les portes des maisons restaient ouvertes dans la région de ma grand-mère. Je n'ai donc pas de souvenirs traumatisants liés à la grisaille de la République populaire de Pologne.

Quel·les sont les écrivain·es qui vous ont marquée ?

Je pourrais parler longtemps des écrivains qui m'ont fascinée. Il y a Gabriel García Márquez, Marek Hłasko ou encore le poète Miron Białoszewski. Je lisais beaucoup de



Martyna Bunda sur la place Rynek Główny de Cracovie. © Ysé Rieffel

poésie à une époque. Avant les années 1980, la littérature était très masculine, ce qui explique que ma liste le soit. Aujourd'hui, il y a des voix féminines très captivantes. Comment ne pas évoquer Olga Tokarczuk, lauréate polonaise du prix Nobel de littérature en 2018. J'ai commencé à la lire tardivement. J'entends souvent dire que mes œuvres ont une sensibilité similaire. C'est un grand compliment pour moi. La construction de ses livres est une vraie architecture, précise et réfléchie. Il y a aussi l'écoféministe Agnieszka Szpila, une figure très intéressante de la littérature polonaise contemporaine. Elle est mère de deux enfants handicapés, ce qui lui laisse peu de temps pour écrire. Contrairement à Olga Tokarczuk, elle rédige dans l'urgence, avec ses tripes. Cela donne une écriture plus chaotique.

Vos livres portent-ils un combat politique ?

L'une des principales raisons qui m'ont poussée à écrire est cette frustration de voir à quel point la société polonaise est ancrée dans un rôle de victime, ce qui entraîne par exemple une incapacité à parler des problèmes. Cette position génère aussi une vulnérabilité au populisme et au nationalisme. La société tout entière est entrée dans ce rôle et y est restée coincée. Dans mon dernier livre, *Podwilcze* (non traduit en français), il y a bien une volonté politique car j'évoque les essais de la pilule abortive tchèque. Actuellement, nous avons des procès comme celui de Justyna Wydrzyńska, qui a donné des pilules à une autre femme et qui est jugée pour cela. Il y a des références très directes à cette histoire dans mon roman. J'ai voulu mettre en avant ce rôle de sorcière brûlée sur le bûcher, alors qu'elle ne devrait pas l'être. C'est donc aussi ma voix qui s'exprime.

Vous faites référence à Justyna Wydrzyńska dans votre dernier livre. Comment les médias polonais évoquent-ils cette affaire ?

Des médias indépendants comme *Polityka*, *Newsweek*, *Gazeta Wyborcza* ou encore *Tok FM* parlent des droits humains, du féminisme, de la démocratie. Justyna Wydrzyńska suscite beaucoup d'émotions dans de nombreux médias. La sentence aurait pu être beaucoup plus sévère. C'est un reflet des changements qui se produisent ! La décision est destinée à ne pas troubler l'opinion publique, puisqu'elle a été condamnée à huit mois de travaux d'intérêt général, et non à la prison. Mais elle a quand même été jugée coupable. Certains médias pensent, comme moi, qu'elle aurait dû être innocentée.

« L'une des principales raisons qui m'ont poussée à écrire est cette frustration de voir à quel point la société polonaise est ancrée dans un rôle de victime. »

Comment le pays pourrait-il résoudre ses maux ?

Le plus gros problème auquel nous devons faire face est notre passé. C'est une clé pour comprendre l'histoire politique des Polonais. L'avenir du pays est enraciné dans les expériences difficiles liées à la guerre et au communisme. Cela nécessite un travail thérapeutique qui passe, pour l'ensemble de la société, par la création de nouveaux récits. Nous pourrions construire quelque chose de stable lorsque nous serons sortis de notre position de victime. L'autre réponse est le féminisme. Je pense qu'avec plus de femmes en politique, la nation serait différente. Il se passe des choses intéressantes dans la société polonaise en ce moment. On utilise le mot révolte grâce aux femmes. Les deux années de marches noires dans les rues (manifestations en réponse à une restriction de l'accès à l'avortement) et le verdict de la Cour constitutionnelle dans le procès de Justyna, ont provoqué un éveil chez des personnes qui n'étaient jusqu'à présent pas du tout intéressées par la politique.

Quelques travaux d'historien-nes sur la Pologne sont vivement critiqués, comme ceux de Jan Tomasz Gross, que pensez-vous de cette possible réécriture de l'histoire par le parti Droit et justice (PiS) ?

Les sujets que Jan Tomasz Gross avait abordés, comme la collaboration de certains Polonais aux crimes nazis, ont été approfondis par d'autres travaux comme ceux des professeurs Jan Grabowski, Barbara Engelking ou encore Dariusz Libionka. Au

jourd'hui, en Pologne, il n'est plus possible de discuter les faits décrits dans ces ouvrages. Le rôle de l'Institut de la mémoire nationale (créé en 1998) est également important. Pendant longtemps, il est resté une institution politiquement neutre et démocratique. La situation a changé après la prise de pouvoir du PiS. Une grande partie du personnel a été remplacée et l'institution a été transformée en machine de propagande réécrivant l'histoire polonaise.

Comment analysez-vous l'évolution de la place du catholicisme ?

Pour moi, la religiosité polonaise est le résultat de traumatismes de guerre jamais surmontés. L'Église catholique s'est bâtie sur de mauvaises personnes. Jean-Paul II en est responsable. Je fais partie de ces Polonais dégoûtés, qui



Justyna Wydrzyńska (au centre) après la première audience de son procès pour avoir fourni des pilules abortives. © AFP / Wojtek Radwanski

pensent que son impact sur la société est très négatif. La figure de Jean-Paul II est remise en question à la suite des affaires de pédocriminalité (il est soupçonné d'avoir dissimulé des cas lorsqu'il était archevêque de Cracovie). Il y a une contestation croissante à l'égard du catholicisme, ce qui peut aussi se traduire par l'apostasie (abandon volontaire et public d'une religion).

Quel est votre regard sur les prochaines élections législatives qui auront lieu en automne, où le PiS va tenter de se maintenir au pouvoir ?

Il y a beaucoup d'espoir. Comme moi, de nombreuses personnes espèrent la fin du PiS. Là où je vis, par exemple, les gens ne s'intéressent pas beaucoup à la politique. Il est possible que toute la frustration, décuplée par l'inflation et la guerre en Ukraine, provoque un changement. Mais d'un autre côté, il y a toujours l'énorme influence des médias publics. Le gouvernement les utilise, non seulement pour réécrire l'histoire, mais aussi pour falsifier le récit des événements contemporains, pour étouffer les scandales et pour identifier les ennemis publics. La propagande est très efficace et il est probable qu'elle influe sur les résultats des prochaines élections. ■

Propos recueillis par Raphaël Jacomini & Ysé Rieffel

« Le gouvernement utilise les médias, non seulement pour réécrire l'histoire mais aussi pour falsifier le récit des événements contemporains. »



Porter les voix de la guérison

Martyna Bunda nous plonge dans des récits de femmes durant la seconde partie du 20^e siècle. Un voyage dans l'histoire de la Pologne, entre occupation nazie et période communiste, à travers le quotidien d'une paysanne veuve, Rozela, et de ses trois filles, Truda, Ilda et Gerta. Elles vont devoir s'armer pour faire face aux drames, aux disparitions et poursuivre leur chemin coûte que coûte. Une saga familiale s'étalant sur quatre décennies, empreinte de force poétique, mais aussi de violence et de réalisme. La romancière décrit avec minutie les temps de guerre et les prouesses que réalisent ces quatre femmes pour survivre, résister et glaner quelques rares moments de bonheur. Scruter le passé, pour mieux comprendre le temps présent.

Les Cœurs endurcis,
Martyna Bunda, Éd. Noir sur blanc, janvier 2022, 249 pages.



Idolâtré par beaucoup de Polonais-es, l'ancien pape est considéré comme une icône. © Maria Santos-Sainz

JEAN-PAUL II

Le mythe de l'immaculé

Un documentaire et un livre accusent l'ancien pape polonais d'avoir dissimulé des affaires de pédocriminalité quand il était archevêque de Cracovie. Ces révélations secouent un pays où le saint semble intouchable.

Une onde de choc. Dimanche 5 mars 2023, dans un documentaire intitulé *Franciszkańska 3* (en référence à l'adresse de l'archidiocèse de Cracovie), diffusé sur la télévision privée TVN24, la population polonaise découvre que Karol Wojtyła, futur pape Jean-Paul II, aurait dissimulé des affaires de pédocriminalité dans son diocèse, quand il était archevêque, puis cardinal de Cracovie entre 1964 et 1978. Trois jours plus tard, un livre, *Maxima Culpa. Jan Paweł II wiedział (Maxima Culpa. Jean-Paul II savait*, Éd. Agora, 2023) du journaliste néerlandais, Ekke Overbeek, assène le coup de grâce. L'image de l'emblème national est salie, la communauté catholique touchée. Le 2 avril, elle défile même dans les rues des principales villes du pays pour réaffirmer son attachement à l'ancien pape. Mais entre les soutiens indéfectibles et celles et ceux qui n'ont pas l'air surpris-es, la Pologne se déchire. « *Je ne peux pas dire que je suis choquée, je le savais. Mais le culte de Jean-Paul II reste très fort. C'est une icône. Ma tante et mon oncle ont plus d'images du pape chez eux que de leurs propres enfants* », se désole Veronica, étudiante de 28 ans.

« Guerre contre l'Église »

Une « icône ». À Cracovie, des photos du saint canonisé en 2014 habillent de nombreux bâtiments, des sculptures à son effigie trônent devant et à l'intérieur des églises, et les boutiques souvenirs le mettent partout à l'honneur. Dans les rues, on trouve même des affiches pour une marche de soutien, une pancarte de solidarité pour un pape « *que nous aimons et défendrons* ». Difficile de toucher au symbole. « *On ne peut pas juger les faits de l'époque avec les lunettes d'aujourd'hui* », lance Stanisław Tasiemski, prêtre et vice-président de l'Agence d'information catholique. « *Des faits ont été commis dans l'Église, mais le cardinal ne pouvait pas tout savoir. Les médias choisissent les éléments qu'ils veulent mettre en avant.* » L'affaire Karol Wojtyła se réduit, pour lui, à une simple « *lutte politique* ». « *La Plateforme civique [principal parti d'opposition] utilise ces révélations pour sa campagne électorale. Elle a initié une guerre contre l'Église* », assure-t-il. La figure du



Les manifestants de Cracovie ont défendu la mémoire du pape Jean-Paul II le 2 avril. © AFP / Beata Zawrzel

pape écrase. À tel point que même les associations de victimes peinent à y croire. L'affaire Jean-Paul II représente un moment clé où chacun-e se met à douter. Un responsable de *Stop Pedofilia* ne peut s'empêcher, comme les autres, d'y voir une mise en scène avant les élections. « *Sinon pourquoi cette affaire n'a pas été révélée plus tôt ?* fait-il remarquer. *La pédocriminalité dans l'Église existe, mais je ne pense pas que Jean-Paul II soit impliqué.* » Une position étonnante alors que son organisation d'aide aux victimes se définit comme indépendante de l'Église et fondée sur des principes laïques.

Histoire troublée

Ce climat de suspicion autour des accusations contre le clergé ne sort pas de nulle part : il trouve ses origines dans la période communiste. Pendant des décennies, la police politique a utilisé la pédocriminalité pour évincer les religieux membres d'une Église hostile au régime. Si une partie de ces attaques étaient fondées, nombre d'entre elles ne relevaient que de la pure manipulation. Un contexte que garde en mémoire la communauté catholique, pour qui chaque révélation se couvre d'un voile de doute. Et le parti Droit et justice (PiS) en profite. « *Il exploite cette faille pour créer de l'incertitude chez ses électeurs catholiques* », analyse

Maria Winclawska, professeure à l'Université de Toruń. « *Plus globalement, le gouvernement veut faire croire à une offensive contre les traditions de la Pologne.* » À Cracovie, la voix du PiS ne détonne pas, on ne croit pas à ces révélations. « *C'était une autre époque. Les communistes payaient pour obtenir les informations qui les arrangeaient, ils menaient un vrai combat contre les catholiques* », balaie un cadre local.

La stratégie pourrait sembler grossière sur un sujet aussi grave, mais elle se révèle plutôt efficace. En 2019, peu de temps avant les précédentes élections législatives, le documentaire *Surtout ne le dis à personne*, diffusé sur YouTube, dénonçait plusieurs cas de pédocriminalité dans l'Église catholique polonaise. Et déjà, le PiS avait minimisé les faits pour conforter son électorat. « *Nous nous attendions à ce que l'opinion soit déçue de l'Église et s'éloigne de fait du parti, mais au contraire, les esprits se sont polarisés* », poursuit la chercheuse.

Cette fois, les ultraconservateur-ices se montrent encore plus actif-ves : il ne faut pas toucher à Jean-Paul II. Dans la région de Petite-Pologne, sur les terres de l'archevêque Karol Wojtyła, le pouvoir local songe à imposer aux écoles l'affichage d'un portrait de l'ancien souverain pontife. Une contre-offensive également appuyée par une partie de la presse. Le 27 mars, le magazine d'extrême droite *Najwyższy Czas!* titrait : « *Qui sont les chasseurs de Jean-Paul II ?* », avant de qualifier



Le bâtiment où Jean-Paul II a vécu avant de devenir pape a été transformé en musée de l'archidiocèse, à Cracovie. Effets personnels et souvenirs du saint y sont exposés. © Maria Santos-Sainz

la chaîne TVN24 d'« *américano-juive* ». Cette défiance illustre la difficulté de la société à interroger son Église. Il y a, d'un côté, la figure hégémonique de Jean-Paul II. Son aura recule, certes, mais l'ancien archevêque de Cracovie demeure une personnalité presque intouchable. Et de l'autre, c'est toute l'Église polonaise, l'une des plus importantes d'Europe, qui peine à se repentir. Les observateur-ices du monde catholique n'en doutent d'ailleurs pas : le pays n'est pas prêt à entendre l'ampleur de la pédocriminalité. Deux commissions d'enquête sont tout de même à l'œuvre. L'une initiée par l'État, qui attribue au clergé 30 % des violences sexuelles sur mineur-es commises entre 2017 et 2020. Et l'autre, la fondation Saint-Joseph, créée par l'Église mais gérée de manière indépendante par des croyant-es et des laïques. Ses travaux avancent pas à pas, signalant quelques

centaines de faits depuis soixante ans. Le drame est certainement plus grand, comme partout ailleurs. En France, le rapport Sauvé a relevé plus de 330 000 victimes depuis 1950. Si la Pologne, nettement plus catholique, devait faire face à de tels chiffres, accepterait-elle les crimes de son clergé ? « *Cela viendra peut-être, avec le renouvellement générationnel, mais pas maintenant* », estime un rédacteur en chef de *Tygodnik Powszechny*, hebdomadaire catholique libéral. Même si les defections augmentent, l'Église s'impose toujours comme une maison commune pour le peuple polonais : selon l'Office central des statistiques, 92 % du pays était encore baptisé en 2021. Jean-Paul II veille toujours, ses fidèles prient pour lui. ■

Louis Faurent, Raphaël Jacomini, Siham Nassef, Colombe Serrand

Crise de foi

Veronica a reçu une éducation religieuse stricte et tous les sacrements délivrés par l'Église catholique. Mais à 28 ans, « *la supériorité de la croix et le lavage de cerveau* » ont eu raison de sa foi. Il y a trois ans, elle a rejoint le groupe Facebook « *Apostazja 2020* » et ses 22 000 membres, créé après le durcissement de la loi sur l'IVG interdisant l'avortement en cas de malformation du fœtus. Cet arrêt très controversé a engendré un boom d'apostasies en Pologne : la même année, le site *Apostazja.eu*, qui informe sur les démarches à suivre, a recensé 43 445 déclarations de volonté de quitter l'Église. Et l'envie de se défaire du catholicisme est surtout croissante chez les jeunes. D'après l'institut de sondage polonais CBOS, 40 % des 18-24 ans se déclarent non pratiquant-es, contre 8 % en 1992.

En cause : les lois conservatrices sur les femmes et les minorités de genre, la pédocriminalité dans l'Église et le culte de Jean-Paul II. Pour Paweł, 43 ans et membre d'une association qui lutte pour la séparation de l'Église et de l'État, « *les jeunes en ont ras-le-bol de Jean-Paul II* ». Il a retiré son fils de l'école publique éponyme, à Cracovie, après que la religion y est devenue omniprésente. « *Il y avait 87 posters du pape dans l'établissement. Une amie ukrainienne m'a dit un jour qu'il y avait la même chose dans son pays... avec Lénine.* » En 2010, toujours selon CBOS, le saint était une autorité morale importante pour 72 % du peuple polonais. En 2022, ce chiffre tombait à 56 %. Alors que l'ancien pontife est accusé d'avoir protégé des prêtres pédocriminels dans son diocèse, « *les révélations sur Jean-Paul II vont accélérer l'apostasie en Pologne* », assure Veronica. Pour elle, abandonner la religion est d'abord un acte de rébellion et permet surtout « *d'affaiblir l'influence de l'Église, de lui reprendre du pouvoir* ».

Colombe Serrand

Pilules amères

La loi polonaise sur l'avortement est l'une des plus restrictives d'Europe.

Sans l'engagement de certaines féministes, il serait impossible d'interrompre sa grossesse.

Elle relève sa frange en bataille, l'air déphasé, et argue : « *La violence après la violence.* » C'est ce que **Justyna Wydrzyńska** retient de son procès, qui aura duré onze mois, le premier de ce type en Europe. Le 14 mars dernier, elle a été condamnée à huit mois de travaux d'intérêt général pour aide illégale à l'avortement. Au début de la pandémie, en 2020, une femme, Ania (prénom modifié), la supplie de l'aider à avorter. Avec la fermeture des frontières, difficile de se procurer des pilules abortives. La militante, l'une des têtes d'*Abortion Dream Team* depuis 2016 – une association qui vise à informer sur l'Interruption volontaire de grossesse (IVG) à travers le pays – est touchée par sa situation et lui envoie des pilules.

L'histoire d'Ania lui rappelle la sienne. La jeune femme est sous l'emprise d'un mari violent – c'est lui qui dénoncera Justyna. « *Ça m'a poussée à l'aider. Je n'ai pas hésité une seconde.* » En 2006, l'activiste avorte après douze semaines de grossesse. « *Je ne pouvais pas le garder. Pas avec ce partenaire, suffoque la mère de trois enfants. J'ai réalisé à cette époque qu'il n'y avait aucune information à ce sujet et j'ai ouvert un blog où partager mes émotions.* » C'est le début de *Women On The Net*, son « bébé », une plateforme en ligne où les femmes peuvent converser entre elles, s'entraider, transmettre leur savoir. « *J'ai avorté seule dans mes toilettes. J'étais effrayée par le sang et la douleur alors qu'en réalité, avec le médicament, ça se passe très bien. Nous méritons de connaître ces choses et d'être soutenues.* » L'activiste respire l'humilité, mêlée à la bravoure. Elle ne s'est revendiquée féministe qu'en 2018, car « *le plus important c'était d'aider les gens, pas de savoir qui j'étais* ». Le jour du verdict, Justyna est sortie du tribunal une plaquette de pilules abortives dans les mains et un sourire malicieux aux lèvres. Un pied de nez à la juge nommée par le PiS qui préconisait trois ans de prison et à *Ordo Iuris*, une association de juristes ultracatholiques, représentante des droits du fœtus. « *Je ne me suis jamais sentie coupable* », assure la condamnée au regard perçant. Cette mainmise du conservatisme sur le procès visait à effrayer les militantes pro-choix afin de gangréner leurs actions. En vain. Justyna n'a pas peur – « *les féministes sont inarrêtables* » – et va faire appel auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. Elle car-bure à l'espoir, « *la loi finira par changer* », mais ne nie pas le burn-out militant qui leur fait parfois perdre quelques adeptes. Mais la lutte continue, et Justyna Wydrzyńska en est désormais l'icône.

Colombe Serrand

« *J'ai avorté seule dans mes toilettes. effrayée par le sang et la douleur alors qu'en réalité, avec le médicament, ça se passe très bien. Nous méritons de connaître ces choses et d'être soutenues.* »

« *L'avortement fait autant partie de mon travail que l'accouchement* », affirme **Gizela Jagielska**, le regard déterminé sous d'épais sourcils. « *Le métier de gynécologue est intrinsèquement féministe* » et il est hors de question d'embaucher des médecins anti-IVG. Elle est la cheffe du service de gynécologie-obstétrique de l'établissement qui pratique le plus d'avortements en Pologne, l'hôpital Powiatowy Zespól à Oleśnica, situé à l'ouest de Cracovie. Prudente, elle assure sans ciller que la centaine d'interventions qui y sont réalisées chaque année sont légales. « *Les grossesses sont toutes interrompues car elles mettent en danger la vie des patientes.* » Libres de poser leur diagnostic, les médecins échappent au contrôle de l'État.

Ces Interventions médicales de grossesse (IMG) pouvant être pratiquées jusqu'au terme, le planning familial polonais (*Federa*) lui envoie, souvent de l'autre bout du pays, des patientes ayant dépassé 16 semaines de grossesse. Au-delà, impossible d'avorter seule avec les pilules reçues de l'étranger. Guidées par l'association, certaines ont en main le certificat d'un-e psychiatre attestant une santé mentale dégradée, susceptible de mettre en danger leur vie. Ces IMG sont remboursées par le système d'assurance santé. Régulièrement, lors de congrès, les confrères de Gizela Jagielska lui affirment qu'elle ne devrait pas continuer à pratiquer ces interventions. Elle reçoit plusieurs fois par semaine des vidéos de propagande anti-avortement. Rien qui puisse la faire songer à arrêter son travail.

Cha Toublanc

Très peu de médecins acceptent de pratiquer l'intervention médicale. Depuis 2021, au moins trois femmes qui auraient dû bénéficier d'une Interruption volontaire de grossesse (IVG) thérapeutique sont décédées.

En 2020, le Tribunal constitutionnel, contrôlé par le parti ultraconservateur Droit et justice (PiS), a interdit l'avortement en cas de maladie grave du fœtus ou d'une malformation. Ce cas représentait 98 % des avortements légaux en 2019.

L'avortement n'est autorisé que si la vie de la mère est en danger ou si la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste. Les condamnations pour violences sexuelles, nécessaires pour justifier un avortement, sont quasi inexistantes.



© Cha Toublanc



© Cha Toublanc



© Cha Toublanc

« Je suis dealeuse de pilule », s’amuse Laurie, eye-liner rouge acéré et frange bicolore. Si son numéro circule sous le manteau, ce n’est pas de la drogue qui passe par ses mains mais des pilules abortives, contraceptives ou du lendemain.

Deux fois par mois environ, son téléphone sonne. « Ce sont majoritairement des personnes qui paniquent car leurs règles ont du retard. D’autres ont besoin d’une contraception d’urgence ou d’une plaquette de pilules. » Quand un avortement est nécessaire, elle accompagne la personne dans toutes les étapes. Elle fait lire les analyses sanguines par une amie neurologue pour éviter que la grossesse soit inscrite dans le registre national, comme les médecins ont l’obligation de le faire. Par souci de discrétion, il lui arrive de recevoir chez elle les pilules envoyées par *Women on Web*. La jeune femme explique la procédure à suivre sur *Privnot*, une application qui permet d’échanger des messages éphémères.

Jusqu’au procès de Justyna Wydrzyńska, Laurie n’était pas vraiment consciente des risques qu’elle prenait. Mais l’activiste n’a toujours pas peur. Elle préfère « écoper de huit mois de travaux d’intérêt général que de laisser une femme avec un enfant dont elle ne veut pas ». À 18 ans, Laurie tombe enceinte suite à un viol. Alors elle connaît le sentiment « de ne pas savoir comment faire ». Une partie des précieuses pilules qu’elle distribue « pour les situations urgentes » lui parvient d’amies expatriées à Vienne, Berlin ou Prague. Trois villes où sont implantés les collectifs des *Ciocia* (« tatis » en français) que l’on peut appeler discrètement et qui organisent des IVG à l’étranger. Le reste lui a été offert par deux travailleuses du sexe venues des États-Unis avec un sac rempli de pilules.

À Cracovie, elles ne seraient que trois à en distribuer. Pour éviter de se faire attraper avec, les autres filles organisent des rotations d’appartement en appartement. Elle, non. Originaire du milieu punk féministe et connue comme la « mère » d’*Antifa Krakow*, le groupe antifasciste le plus actif de Pologne, elle n’a pas froid aux yeux. Laurie sait de qui tenir, un père corse et une mère polonaise d’origine juive, qui lui répètent depuis le plus jeune âge : « Tu n’as pas d’autre choix que d’être féministe puisque tu es une fille. » ■

Cha Toublanc



© Cha Toublanc

Les premières années où Marianna (le prénom a été modifié) a organisé les manifestations féministes de Cracovie, elle pensait encore que les trois seuls motifs légaux pour avorter étaient suffisants. En 2016, une de ses amies monte sur scène et déclare devant 2 000 manifestant-es qu’elle a interrompu sa grossesse de manière illégale. C’est le choc. Depuis, elle milite pour la libéralisation de l’accès à l’avortement et à la contraception.

La militante utilise son statut d’organisatrice de marches féministes pour tisser des liens entre les différentes activistes pro-choix et les personnes qui ont besoin d’un avortement. Elle fait venir *Abortion Dream Team* à Cracovie, brandit à chaque rassemblement le numéro d’écoute gratuit et diffuse le nom de la plateforme *Women on Web*, un service de télémédecine qui envoie les deux pilules nécessaires depuis l’étranger. « Sur certains sites polonais, tu peux acheter pour 700 zlotys [environ 150 euros] des pastilles soi-disant abortives et ne recevoir que du paracétamol. »

« L’avortement est un prisme par lequel on peut comprendre de nombreux enjeux : l’Église prend de plus en plus d’ampleur tandis que la qualité de l’éducation, le système de santé et celui des transports empirent, explique la militante. Dès que tu sors de la ville, il est très difficile d’accéder à un médecin. » Deux jours par mois, Marianna travaille au sein du collectif *Dzień Po* qui envoie des pilules du lendemain partout sur le territoire. Elle lit les mails et établit un diagnostic : « Je cherche à déterminer depuis combien de temps date la relation sexuelle à risque et à quel moment du cycle se trouve la personne. La pilule qui fonctionne jusqu’à 72 heures après le rapport n’est plus efficace après l’ovulation. » Son coût, 160 zlotys (34 euros), n’est pas abordable pour les personnes précaires.

Depuis 2017, ces pastilles ne sont accessibles que sur prescription, les mineures ne peuvent en obtenir qu’avec l’accord parental et certaines pharmacies refusent de les délivrer. En Pologne, il n’y a pas de cours d’éducation sexuelle. « Certaines filles pensent qu’elles peuvent éviter de tomber enceinte en buvant du Coca, en s’en mettant entre les jambes ou avec des bains de vinaigre », soupire Marianna, le front creusé de lassitude. Un jour, elle a demandé à sa grand-mère si elle avait déjà avorté. Sa réponse : « J’aurais pu avoir une équipe de foot mais je n’ai eu que trois filles. »

Douze mères en colère

Les pensions allouées aux parents d’enfants handicapé-es condamnent les familles à la misère. Des femmes dénoncent ce système.

« Notre seul travail est de "sacrifier nos vies" à ceux que le gouvernement nous ordonne de mettre au monde en durcissant la loi anti-avortement », dénonçait l’écrivaine Agnieszka Szpila en septembre 2022.

Depuis deux ans, il est interdit de mettre fin à une grossesse si le fœtus souffre d’une malformation ou d’une maladie grave. En Pologne, les parents qui s’occupent d’un enfant handicapé touchent une pension de 1 588 zlotys (340 euros) alors que le salaire minimum s’élève à 3 490 zlo-

tys (758 euros). Tandis qu’ils, mais surtout elles, n’ont pas le droit de percevoir de rémunération liée à un travail sous peine de se faire retirer cette allocation.

Pour ne pas perdre la pension qu’elle perçoit pour ses jumeaux autistes, Agnieszka Szpila ne touche aucun droit pour les trois romans qu’elle a écrits. En décembre, elle a également été contrainte de refuser le prix *Grand Press* obtenu pour le texte qui dénonce sa situation, provoquant un petit séisme médiatique. Le 5 mars dernier, un projet de loi pour réformer ce système de pension a été présenté au Sejm

(Assemblée polonaise). S’il est adopté, l’allocation sera désormais versée aux personnes handicapées et l’interdiction de travailler à laquelle sont soumis leurs parents sera levée. À condition, néanmoins, de gagner moins de 1 667 zlotys (357 euros) par mois. Une somme toujours aussi dérisoire : à peine 17 euros de plus que le montant actuel de la pension. Pour réclamer une aide identique au salaire minimum et que leur travail de soins soit rémunéré comme tel, une douzaine de mères accompagnées de leurs enfants handicapé-es se sont installées le lendemain de l’annonce dans les couloirs du parlement.

Après dix-neuf jours d’occupation, et deux malaises, les protestataires se sont résignées à quitter les lieux. ■

Cha Toublanc

La natalité à la diète

Devant l’un des taux de fécondité les plus bas d’Europe, le gouvernement poursuit sa politique nataliste. Peu concluante côté démographie, elle séduit tout de même les classes populaires.

Une pension de 500 zlotys (107 euros) par mois et par enfant : telle était la promesse électorale du parti Droit et justice (PiS)

lors des élections parlementaires d’automne 2015. Destiné aux mères d’au moins deux enfants, le programme « 500+ » était la première politique d’allocations familiales de la Pologne post-communiste, représentant 7 % du budget de l’État en 2019. Mise en place pour relancer la faible natalité polonaise, la mesure a eu un impact démographique limité, passant d’1,32 enfants par femme en 2015 à 1,39 aujourd’hui. Et ce malgré

l’octroi depuis janvier 2022 d’un « capital-naissance pour les familles », équivalent à 12 000 zlotys (2 590 euros) par enfant à partir du deuxième.

Un effort colossal en direction des « perdant-es de la transition », ces Polonais-es dont la gauche libérale s’est désintéressée, abandonnant le terrain social au profit de l’économie de marché. Avec le PiS, les frères Kaczyński, fondateurs du parti, ont fait prospérer ce terreau d’anti-libéralisme économique, le doublant d’un anti-libéralisme moral.

En dépit de son inefficacité à relancer la natalité, le programme « 500+ » a quasi éradiqué la pauvreté infantile. Depuis

l’invasion russe en Ukraine, l’inflation a réduit l’effectivité de l’aide, qui n’est pas indexée sur la hausse du niveau général des prix. Si 500 zlotys (107 euros) représentaient 29 % du salaire minimum en 2015, ils ne représentent plus que 14 % aujourd’hui. Après huit ans sans revalorisation, le PiS promet de faire évoluer le dispositif. Ryszard Terlecki, président du groupe au Parlement, évoquait fin mars un passage à 750 zlotys (160 euros) dès le premier enfant. Une proposition démentie par la ministre des Finances, Magdalena Rzeczkowska. ■

Julien Mazurier



Wojtek (à gauche) a trouvé plus qu'une maison en s'installant dans le refuge créé en 2016 par Monika. Il a pu démarrer une nouvelle vie loin de la haine. © Ana Hadj-Rabah
 Au-dessus : « Si l'État ne nous protège pas, nos sœurs le feront », autocollant féministe.

Réfugié-es à domicile

Rejeté-es par leurs proches et parfois mis-es à la rue, les membres de la communauté LGBTQIA+ peinent à exister en Pologne. Certains lieux, comme le Glos Serca, à Cracovie accueillent des sans-abris queer pour les sauver, les reconstruire et les mettre en sécurité.

À peine sorties du tram, le ciel nous tombe sur la tête. Une rangée d'immeubles saucé soviétique s'érige au loin dans un calme pesant, presque menaçant. À Nowa Huta, quartier construit dans les années 1950 et situé à quarante-cinq minutes en tram de Cracovie, rien n'est à hauteur d'humain-e. Héritage du communisme, ici la norme fait loi. Au milieu de tout ce béton, il faut sonner au numéro deux, interphone quatre de la rue Osiedle-Wendy pour retrouver un semblant de vie. En haut des escaliers, le Glos Serca, un refuge pour sans-abris unique en son genre dans tout le pays. Monika, la fondatrice, et David, l'un des résident-es, attendent silencieusement devant la porte d'entrée. Une odeur de chou et de pommes de terre, restes de soupe traditionnelle de la veille, flotte dans la pièce. La cinquantenaire aux cheveux blond platine a le regard fuyant, méfiante. Réflexe hérité de son passé de femme à la rue.

« J'ai créé ce refuge en 2016 pour accueillir la communauté LGBT. Ce sont souvent eux les plus précaires. » Autour d'un thé au citron, Monika confie à demi-mot être lesbienne : « Je m'empêche d'être en couple pour protéger mes deux filles. » Une peur causée par les multiples attaques subies par le centre depuis 2019. Il y a deux mois, l'électricité leur aurait été coupée

par la ville, sans justificatif. « Je sais très bien que c'est parce que nous sommes homosexuel-les », assène la fondatrice. Cette année-là, le parti Droit et justice (PiS) arrive au pouvoir et fait de la communauté LGBTQIA+ sa cible principale. « On a peur que ça recommence cet automne, lors des législatives », s'inquiète-t-elle. Lorsque l'on évoque le voisinage, Monika prend sa tête entre les mains et pousse un long soupir. Comprendre : « Ne m'en parlez pas. » La plupart d'entre elles et eux adhèrent aux idées du PiS. « Ils m'ont signalée à toutes les structures qui dépendent de la ville, dont la banque alimentaire. Elle nous a coupé ses services depuis plusieurs mois. » David, arrivé au refuge il y a deux semaines, renchérit à voix basse : « Ils sont tous homophobes, ce n'est pas tous les jours facile d'habiter dans ce quartier. »

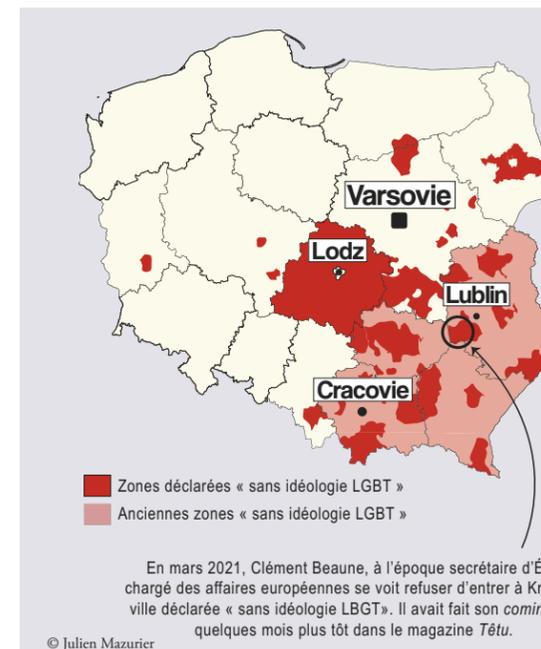
Une famille choisie

La clé tourne dans la porte d'entrée. Deux voix s'entremêlent. Magda et Wojtek entrent dans la cuisine, sourire aux lèvres. Après des présentations dans un anglais approximatif, les deux résident-es déposent leurs courses sur la table. Monika n'a pas bougé d'un iota, les surveille du coin de l'œil. Stricte mais juste. « La société ne vous épargnera pas, alors je vous y prépare », lance-t-elle. Hésitante, Magda se glisse doucement à table. « Je suis arrivée ici il y a quatre mois. » À 44 ans, elle fuit sa ville d'origine, Lodz. « Ma famille ne me comprenait pas et

je n'avais nulle part où aller », raconte-t-elle. Ses yeux noirs fixent le sol. Magda est de celles et ceux qui ne pipent mot, particulièrement quand il s'agit de se dévoiler. De celles et ceux qui vous font comprendre par le regard que leur vie ne se raconte pas. Lodz a été déclarée « zone sans idéologie LGBT » en 2019. La ville fait partie de la centaine de municipalités polonaises qui ont ouvertement déclaré leur hostilité à l'égard de la communauté LGBTQIA+. Elles défendent des valeurs catholiques traditionnelles, condamnent la « propagande homosexuelle » et interdisent les marches des fiertés.

Le refuge en sursis

Réfugiée au Glos Serca dans la dernière chambre au fond du couloir, Magda passe ses journées à peindre. « Chez Monika, on est 15 résidents à avoir notre chambre à nous. » Ici, elles et ils vivent comme une famille. L'une des pièces est dédiée au travail de Monika, l'art-thérapie. Sa pratique : soigner les maux grâce aux sons et aux vibrations de bols tibétains. La fondatrice interrompt la conversation : « Il faut que vous parliez à Vicky. Ça fait quinze minutes qu'elle essaie d'entrer dans la cuisine mais elle est morte de trouille », signale Wojtek. À 22 ans, Vicky fait partie des cinq résident-es transgenres du refuge. Poussée par Monika, elle se force à entrer. Masque noir sur le nez et longs cheveux devant les yeux, Vicky paraît faire un effort



Pas droit de cité

Depuis 2019, quelque cent de villes et villages polonais dirigés par le parti Droit et justice (PiS) se sont déclarés « zones sans idéologie LGBT ». Couvrant 30 % du territoire, la plupart sont situées au sud-est du pays, très catholique. Ces collectivités ont signé une résolution « anti-idéologie LGBT » ou une « charte des droits des familles ». Dans les faits, cela n'a aucun impact dans la loi. Mais les gérant-es des magasins peuvent refuser, au nom de leur religion, l'accès à toute personne qui « exhiberait » son homosexualité. Les collectivités peuvent aussi couper les subventions à toute initiative queer, comme la marche des fiertés. L'homophobie est donc libérée dans l'espace public et politique. En réaction, l'Union européenne vote une résolution s'auto-proclamant « zone de liberté » pour les personnes LGBTQIA+ en 2021. Des mesures qui n'ont toujours pas convaincu la Pologne de revenir sur sa politique.

Salomé Chergui & Ana Hadj-Rabah

surhumain. Elle raconte comment elle a survécu. C'est en envoyant un message à Monika sur Facebook qu'elle rejoint le refuge, il y a deux ans. Vicky n'est pas partie de chez elle, elle a été jetée dehors. En 2019, une étude de l'Université de Toruń affirmait que 70 % des LGBTQIA+ de moins de 25 ans ont déjà pensé à se suicider. Comme elles et eux, elle a été traversée par cette idée. Sa famille et son entourage l'ont reniée lorsqu'elle a fait son coming-out transgenre. « J'étais en danger, je devais partir. » Assise à côté d'elle, Magda fond en larmes, lui serre la main. Désormais en sécurité, Vicky entame sa transition de genre. Mais le semblant de stabilité et de vie paisible qu'elles et ils semblaient avoir trouvé est menacé. En 2020, Andrzej Kulig, chargé des politiques sociales de Cracovie, versait une subvention de 40 000 zlotys (8 500 euros) au refuge.

Une aide qui s'est transformée en amende de 67 000 zlotys (15 000 euros). « La municipalité a déclaré que je faisais du business sur le dos du refuge avec ma pratique de l'art-thérapie. Ils considèrent que je suis capable de payer le loyer et de subvenir aux besoins de tous les résidents », se désole Monika. De son côté, la mairie assure vouloir prendre en main les huit refuges pour sans-abris de la ville. Avec un but : proposer des soins psychologiques et des suivis administratifs à ses résident-es. Et si le Glos Serca refuse de rembourser sa dette, la municipalité promet de « nettoyer les locaux ». « Nous ne sommes pas des meubles. On ne nettoie pas un refuge pour sans-abris de ses habitants. » Magda poursuit, songeuse : « Et puis partir, mais pour aller où ? » ■

Salomé Chergui & Ana Hadj-Rabah



Partie de chez elle à 44 ans, Magda peint à l'aquarelle pour panser ses plaies. © Salomé Chergui

Les minorités s'illustrent

Katarzyna Witersheim est illustratrice. Originnaire de Silésie, elle utilise sa tablette et son univers coloré pour représenter les minorités sexuelles et de genre, mais aussi régionales.

Dans la cour intérieure du musée de la bande dessinée à Cracovie, des taches de couleurs vives émergent d'entre les arbustes. Huit illustrations roses, bleues, jaunes et violettes montrent des personnes transgenres ou cisgenres (personnes qui s'identifient au genre assigné à leur naissance) qui s'enlacent dans des tenues traditionnelles polonaises. « Je suis vraiment fière de ces dessins... Et surtout de ces couleurs. Elles représentent à chaque fois l'un des drapeaux de la communauté LGBT. » Derrière ses lunettes rondes, Katarzyna Witersheim (alias @panna_nibi sur Instagram



Katarzyna Witersheim pose devant une de ses huit œuvres présentées lors du festival de la BD de Cracovie. © Noëlle Hamez

ou encore Kasia) scrute ses œuvres exposées et vendues pour la première fois au festival de la BD de Cracovie. Selon la volonté de l'artiste, le montant des ventes sera reversé au refuge DOM EQ, qui apporte une aide juridique et psychologique aux personnes

queer. Un peu de buée se forme sur les verres de la trentenaire alors qu'elle rabat la capuche de son gilet à motifs manga. Lorsqu'on lui demande quelles sont ses influences, la jeune femme répond d'emblée : le Japon. Une évidence. Enfant, pour remplir sa bibliothèque, Panna N. n'avait le choix qu'entre Batman, de « vieilles bandes dessinées de l'ère communiste » ou des mangas. Son choix a été vite fait. « Les mangas ont offert une plus grande variété de sujets et de formats à ma génération », souligne l'illustratrice. Elle évoque surtout la saga *W.i.t.c.h.* d'Elizabeth Lenhard, un manga italien qui met en scène cinq collégiennes devant sauver le monde grâce au pouvoir des quatre éléments.

Inspirations culturelles

C'est dans ce style qu'elle commence donc à publier ses *webcomics* en 2005. La découverte d'Internet lui offre une échappatoire, lui permet de s'extraire du milieu conservateur et traditionnel polonais dont elle est originaire. Aujourd'hui, la freelance s'oppose catégoriquement à la politique anti-LGBTQIA+ de l'Église polonaise. « On ne me verra jamais dans un lieu de culte, même après ma mort », affirme-t-elle, le visage fermé. Pour les enfants des années 1990, la prise de conscience du conservatisme en Pologne a eu lieu avec l'explosion de la pop-culture, qui donne à voir des modèles familiaux variés. « J'étais jeune et je forgeais ma conscience selon ce que d'autres personnes, très conservatrices, me mettaient dans la tête », souligne Katarzyna, impassible. « Je fais partie de cette génération bizarre qui devait comprendre les choses par elle-même... La pop-culture nous a donné une alternative. »

La mise en scène d'une histoire d'amour entre Mitchell Pritchett et Cameron Tucker dans la série *Modern Family* – une sitcom qui filme les membres de la famille Pritchett sous forme de documentaire parodique – génère un déclic chez l'artiste. Dès lors, celle qui se considère comme alliée de la communauté LGBTQIA+, décide d'utiliser ses dessins pour promouvoir l'identité queer. Quitte à essuyer les critiques et les menaces sur les réseaux, qu'elle préfère ignorer. « Je ne veux pas leur montrer que j'ai peur. » Alors Katarzyna s'impose un filtre, pour pouvoir continuer à dessiner et tenter de réconcilier communauté LGBTQIA+ et traditions de sa région d'origine, la Silésie.

Sur ses toiles, elle esquisse les étreintes pudiques de personnages queers, en costumes silésiens typiques. Ici, une robe aux motifs floraux, là, des coiffes tressées de perles sur une cascade de cheveux. Sa région et son patrimoine sont tout un symbole. Car à l'ouest du pays, la Silésie est la mal-aimée de la Pologne. Et son identité culturelle est victime de discriminations. Une attitude qui ne date pas d'hier. Katarzyna se souvient des histoires de sa mère, « battue avec une règle à l'école quand elle essayait de parler silésien [sous le régime communiste]. Lorsque vous avez grandi dans une communauté qui se sent exclue, vous êtes plus sensible aux combats des LGBT et des minorités de genre », réfléchit-elle. L'histoire silésienne est plurielle : tantôt sous drapeau prussien ou allemand, avant de devenir polonaise. Les influences culturelles de la jeune femme sont multiples. Elle en tire la certitude que les identités le sont aussi. Pour son cas, une conviction persiste : « Je ne suis pas polonaise, je suis silésienne. » ■

Aude Cazorla & Noëlle Hamez



La série d'illustrations Queer folk représente des couples queer en costumes traditionnels silésiens. © Noëlle Hamez



Bobek, non-binaire. © Joanna Musiał



Anonyme, elle. © Joanna Musiał



Kamil, il. © Joanna Musiał

L'activiste silencieuse

Le collectif de photographes Archiwum Protestów Publicznych a été fondé en 2015 pour illustrer les mouvements sociaux opposés au pouvoir. Joanna Musiał, l'une des photographes, suit de près les luttes féministes et LGBTQIA+ face aux persécutions perpétrées contre les minorités de genre.



Joanna Musiał a rejoint un collectif de photographes engagé-es en 2020. Au-dessus, trois portraits de sa série Queer after Poland, mettant en lumière la communauté LGBTQIA+. © Julien Mazurier

En attrapant un verre d'eau, ses doigts tremblent, vestige de son ancienne timidité. Mais lorsqu'il s'agit d'appuyer sur le déclencheur de son appareil photo, la main de Joanna Musiał reste ferme. Spectatrice de ses souvenirs, la photographe regarde à travers la verrière du bistrot et admire le Musée national de Cracovie, point de départ des manifestations contre le durcissement de l'accès à l'avortement, en 2020. Ce jour-là, Joanna rejoignait le collectif de photographes *Archiwum Protestów Publicznych* (APP), guidée par le devoir d'archiver des protestations contre le pouvoir en place. « *J'étais triste et en colère, il fallait que je m'engage. Le seul moyen de lutter, c'était mon appareil.* » Joanna milite avec distance, le poing dans l'objectif. Sans son matériel, la photographe n'irait pas protester : « *C'est une armure, elle me protège.* » Mais son manque d'assurance s'aperçoit encore, comme lorsqu'elle s'enroule jusqu'au nez dans son grand manteau noir.

Filter arc-en-ciel

Joanna est autiste. Elle a été diagnostiquée l'année de la grève féministe, il y a trois ans. Le jour où les Polonaises luttèrent pour disposer librement de leur corps, Joanna apprenait à « *faire la paix* » avec le sien. « *Aller au plus près des choses fut comme une thérapie.* » En découvrant les gens à travers le zoom, elle s'est découverte elle-même. Comme tant d'autres, l'artiste de 32 ans a mis du temps à admettre qu'elle était lesbienne : « *Avant la photo, je n'avais pas la culture queer.* » En 2022, elle a débuté une série de portraits de personnes LGBTQIA+ nommée *Queer after Poland*. Selon elle, la nouvelle génération affirmera ses identités. Comme pour son premier projet sur les femmes autistes, elle veut casser les stéréotypes et montrer l'inmontrable. « *Beaucoup d'autistes sont LGBT, elles et ils vivent détaché-es de leurs corps. C'est avec ce travail que j'ai commencé à faire partie de quelque chose.* » Le plan serré, les photos de Joanna sont proches des gens, d'une sincérité presque nue. « *Une action symbolique* », décidée communément par les 13 photographes du collectif APP. Celle d'illustrer l'individualité d'un mouvement de masse. « *Chaque*

personne souhaite le changement d'une manière qui lui est propre », témoigne celle qui avoue choisir ses protagonistes. Pourtant les visages sont très clairs, quasiment translucides – comme si elles et ils n'existaient pas – prêtant aux modèles une peau diaphane. Comme celle de Joanna. Un paradoxe qu'elle a observé, vacillant entre l'ombre et la lumière : « *Sans totalement se cacher, les gays ne partagent pas vraiment leur histoire.* » Pour Joanna, plus la lutte est visible, plus vite le changement s'opère. Elle refuse radicalement de « *donner de la place à l'ultradroite de l'échiquier politique car il ne doit pas y en avoir pour la haine ni pour la discrimination* ». La photographe regrette que l'on ne donne « *pas assez de place aux femmes et aux LGBT, à cause de la trop forte propagande des médias de droite.* » La plupart du temps, la jeune artiste ne se sent pas connectée à ce monde, bien qu'elle continue d'admirer le courage des manifestant-es et de la communauté queer. Elle aussi en a, mais son humilité la pousse à s'effacer. Pourtant, à ces mots, elle se trahit : « *On est différents, mais on est partout.* » Un message d'espoir. Bientôt, la génération arc-en-ciel plantera son drapeau dans le pays. ■

Colombe Serrand

« AVANT LA PHOTO, JE N'AVAIS PAS LA CULTURE QUEER. J'AI MIS DU TEMPS À ADMETTRE QUE J'ÉTAIS LESBIENNE. »

Seul en maire

Depuis plus de vingt ans, Jacek Majchrowski dirige la ville de Cracovie. Une longévité inédite. Portrait d'un maire qui incarne un progressisme empreint de libéralisme dans un pays gouverné par l'ultradroite.

« UNE FOIS MAIRE, J'AI CESSÉ D'ÊTRE MEMBRE DE MON PARTI. CETTE FONCTION DOIT ÊTRE ABSOLUMENT APOLITIQUE. »

Jacek Majchrowski a façonné la deuxième ville de Pologne, à rebours de la politique du parti Droit et justice (PiS). Les élu-es de ce dernier le considéraient comme un « communiste ». Lui ne les cite jamais. Étiqueté « conservateur endurci » par celles et ceux de la gauche qu'il a délaissé-es une fois élu, le maire au visage marqué par le temps se tient à l'écart des partis politiques. « J'ai cessé d'être membre de mon parti. Cette fonction doit être absolument apolitique », martèle-t-il dans son somptueux bureau aux murs recouverts de bois massif. Sa longévité, unique en Pologne, lui a appris l'art du compromis. « Moi-même, je ne sais plus qui je suis », sourit l'homme au regard perçant mais fuyant, au milieu d'un léger nuage parfum Habano. Grâce à cette nonchalance, l'édile parvient à ancrer Cracovie dans un progressisme discret, berçant ses opposant-es d'une tape sur l'épaule. Embobiner pour mieux régner.

Tout dans le personnage paraît désuet. À commencer par son visage sobre – certain-es diront fade – écrasé par la prééminence de sa moustache. Ancien membre du Parti ouvrier unifié polonais (PZPR), puis de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) dont il cofonde le parti en 1999, Jacek Majchrowski a plusieurs fois affiché ses idéaux de gauche. En témoigne son positionnement contre les « zones sans idéologie LGBT » ou encore la subvention allouée aux couples recourant à la fécondation *in vitro*. Une petite révolution au pays du conservatisme. « Nous avons eu 80 grossesses sur les 190 traitements effectués. Ce chiffre est sans précédent. Il n'y en a pas autant ailleurs. Nous nous sommes concentrés sur la qualité plutôt que sur les prix bas. Nous voulions des centres performants », se félicite-t-il. Avec modération. Bien entendu.

« Malgré quelques désaccords, il semble fidèle aux idéaux de l'époque : les droits des femmes et des personnes exclues, l'égalité et les libertés civiles », explique Ryszard Śmiałek du parti de gauche Lewica. Un avis nuancé pour un politologue qui l'a côtoyé sur les bancs de



Il se revendique apolitique et évite de s'affirmer progressiste. Réelu depuis plus de vingt ans, Jacek Majchrowski avance ses pions. © Hugo Bouqueau

la faculté : « C'est un libéral-pragmatique. Il s'est affiché sous différentes bannières et s'entend aussi bien avec l'évêque qu'avec les syndicats. » Au détour d'une conversation lancée par ses soins sur la réforme des retraites, un dossier qu'il sait explosif en France, le maire ne mâche pas ses mots. « D'après mon expérience, les Polonais, eux, veulent travailler le plus longtemps possible », témoigne-t-il avec un calme absolu, les yeux toujours vissés sur son parquet ciré. « Je ne comprends pas ceux qui veulent prendre une retraite anticipée et subvenir à leurs besoins avec une pension bien inférieure à leur salaire. »

Pas de vagues

Sa plus grande fierté reste d'ailleurs une politique libérale : l'ouverture de sa ville aux touristes. Lors de son premier mandat, il a bataillé pour que l'aéroport accueille les compagnies low cost. Et, accessoirement, entraîne dans son sillage une kyrielle d'emplois précaires. Une réussite économique cependant. Avant la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine qui ont plombé l'économie polonaise, Cracovie recevait jusqu'à 14,5 millions de touristes par an. « De nombreuses personnes étaient d'un avis différent, mais j'ai imposé mon idée », insiste l'intéressé.

Et même lorsqu'il prend position, l'homme aux 76 bougies veille à ne froisser aucun parti. Pragmatisme. Toujours. Systématiquement soutenu par les partis de gauche, il a été reconduit pour un cinquième mandat en 2018. Selon Jerzy Ziety, conseiller municipal du PiS, le président polonais Andrzej Duda aurait même déclaré qu'il était « plus facile de rester président de la Pologne que de devenir maire de Cracovie ».

Ses opposant-es lui ont parfois reproché de ne pas réussir à marier ses obligations de professeur à l'Université de Cracovie et celles de maire. Lorsqu'on critique également ses retards dans la modernisation de la ville, l'édile évite soigneusement toutes confronta-

tions. « Bien sûr, certains critiquent, mais c'est leur libre arbitre. » Rhétorique bien ficelée et qui porte ses fruits. Si bien que Jerzy Ziety avoue bien s'entendre avec lui. Souvent épinglé par le PiS pour son âge avancé, Jacek Majchrowski rétorque : « Certains présidents aux États-Unis remportent les élections à cet âge-là. Les papes sont encore plus âgés, donc c'est possible. » À un an des élections municipales, le doute plane sur un sixième mandat. « En tout cas, personne n'occupera cette fonction aussi longtemps que moi. »

Les yeux rivés sur les élections législatives d'automne 2023 plutôt que sur son avenir, le maire craint une campagne électorale « déjà lancée depuis de nombreuses semaines ». Le regard une nouvelle fois perdu dans le vide, l'élu constate, impuissant : « Au vu de la couverture télévisuelle, je pense que les hommes politiques se sont déjà déchainés les uns contre les autres, s'insultant, utilisant toutes sortes de termes et de problèmes supposés. »

Inquiet par la situation polonaise, notamment par la « ligne de démarcation très claire et la société très divisée, très enflammée », Jacek Majchrowski n'ose pas trancher. Rebelote. « Parfois je pense qu'ils resteront au pouvoir [le PiS], parfois je pense qu'ils n'y resteront pas. C'est très difficile à estimer. » Face au risque de corruption élevé, les élections pourraient-elles être reportées ? Le maire acquiesce. Miracle ! ■

Hugo Bouqueau & Alexis Pfeiffer



Avant la crise du Covid-19, la ville attirait jusqu'à 14,5 millions de visiteurs par an. © Hugo Bouqueau

LÉGISLATIVES

Le choc des générations

À l'approche des élections, le fossé entre jeunes et moins jeunes se creuse, laissant apparaître des divisions. Volonté de changement contre attachement aux traditions, le match est engagé.

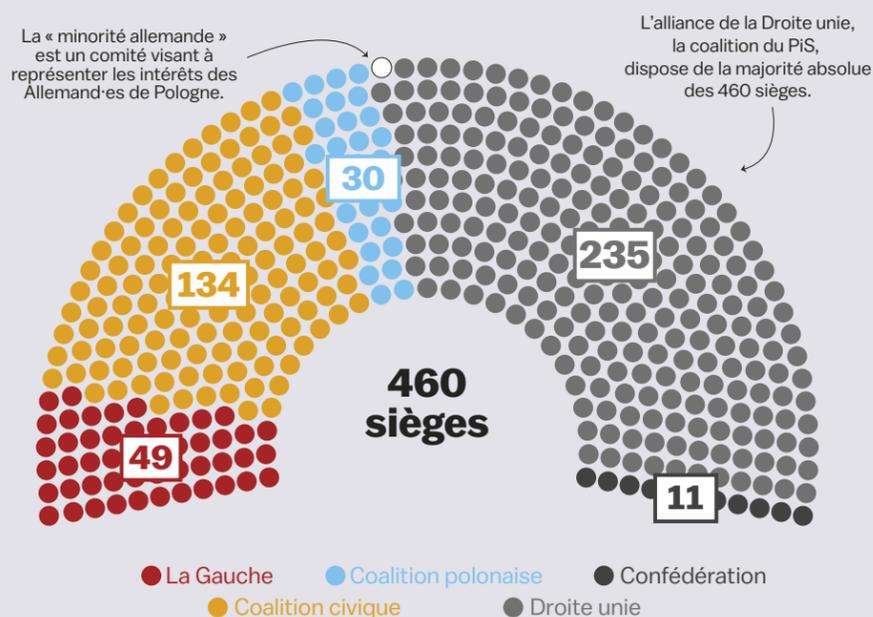


Accoudée à son comptoir, Ilona attend que la clientèle passe à la caisse. Dans son petit magasin à Siepraw, un village à une vingtaine de kilomètres de Cracovie, le vent des élections législatives n'a toujours pas soufflé. À l'automne prochain, celles-ci permettront d'élire les membres du Sejm (l'Assemblée polonaise) et du Sénat. Mais la politique, Ilona ne s'y intéresse pas vraiment. Sa connaissance se résume aux quelques journaux télévisés qu'elle regarde de temps à autre. Quand on lui demande si elle va voter : « Je choisirai the lesser evil [le

Le parti Droit et justice (PiS) a davantage de succès dans les communes rurales et conservatrices où les personnes âgées sont les plus présentes. © Visó

Et de trois pour le PiS ?

Vainqueur en 2015, puis en 2019, le parti Droit et justice (PiS) a perdu sa majorité au Sénat aux dernières législatives. Cette année, la coalition de la Droite unie dirigée par le parti gouvernemental fera face à la Coalition civique (KO) conduite par la Plateforme civique (PO), principale force d'opposition (centre-droit). D'autres groupes sont également présents, dont l'alliance de la Gauche, la Coalition polonaise (fruit de l'association entre le parti paysan PSL et le parti antisystème Kukiz'15 de centre-droit), la Confédération (extrême droite) ou encore Pologne 2050 (centre).



Composition du Sejm (Assemblée polonaise). Source : Politico

© Julien Mazuric

« LES GENS SONT RÉTICENTS À CAUSE DU PASSÉ COMMUNISTE. »

moindre mal] », répond-elle spontanément. Autrement dit, selon elle, Droit et justice (PiS), le parti gouvernemental de droite ultraconservateur. « C'est la meilleure alternative. Depuis qu'ils sont au pouvoir, ils aident beaucoup de personnes dans le besoin. » À la maison, on est du même avis. « Mon mari est un fanatique. Il me dit "si tu ne votes pas pour eux, tu ne rentreras pas" », s'amuse la quinquagénaire. Le PiS pourrait-il être délogé du pouvoir ? À en croire les avis, c'est très peu probable. « Environ 15 à 20 % de Polonais voteront pour lui, peu importe ce qu'il se passe », souligne Karol Chwedeżuk-Szulc, chercheur en sciences politiques à l'Université de Wrocław.

Vainqueur depuis 2015, le parti remet en jeu sa place au Parlement. À quelques mois du prochain scrutin, les débats commencent à prendre forme.

Quelques kilomètres plus loin, dans le village de Węglówka, Joseph, 57 ans, sait déjà à qui donner sa voix. Voter PiS, une manière pour le chauffeur routier de perpétuer la culture et les traditions. « L'opposition est une mafia. S'ils sont élus, nos valeurs et notre religion seront bafouées », lance-t-il. « Certes, ce sont tous des vieux, mais au moins, ils préservent notre identité », complète sa femme Lisa. Nul doute, le PiS a du succès, surtout du côté de la ruralité, plus conservatrice. Son arme favorite : exploiter les guerres culturelles. « Ils savent trouver des ennemis. Avant, c'était les musulmans, puis les homosexuels, enfin l'Union européenne, constate Karol Chwedeżuk-Szulc. Aujourd'hui, ce sont ceux qui veulent "salir" l'image de Jean-Paul II », accusé d'avoir dissimulé des affaires de pédocriminalité quand il était archevêque de Cracovie.

Mais rien n'est encore joué. D'autant plus que les opinions ne sont pas unanimes. Entre ville et campagne, deux visions s'opposent. Marzena, 25 ans, le constate chaque jour. Si la jeune entrepreneuse vit actuellement à Cracovie, elle est née et a vécu une partie de sa vie dans un village aux alentours. « Dans les campagnes, on est un peu plus conservateur et attaché à la religion, surtout les personnes âgées. Le PiS conforte ces valeurs-là », se désolait-elle.

Une fracture d'abord géographique, mais aussi générationnelle. Plus progressiste et moins traditionnelle, la jeunesse affiche une ambition de renouveau. À Cracovie, on s'inquiète pour le pays. « J'ai honte quand je vois comment on est perçu à l'étranger. Si le PiS gagne, je perdrai tout espoir de changement », tonne Magda, 24 ans, étudiante en psychologie. « Ils sont dangereux pour la démocratie. Je vote pour la première fois et ce sera pour la gauche. Même si elle a très peu de chance de passer, c'est important de la soutenir », insiste Lulanna, 20 ans, étudiante à l'Université de Cracovie.

Une gauche à la traîne

En effet, sur l'échiquier politique polonais, la gauche reste marginale. Aux dernières législatives, elle n'avait obtenu que 49 sièges au Sejm sur 460. Un chiffre dérisoire au vu du raz-de-marée de la droite. « Les gens sont réticents à cause du passé communiste », remarque Magda. Le match se jouera donc entre la droite et l'ultradroite. Cette confrontation du même bord pourra-t-elle faire bouger les choses ? « Ce n'est pas une question idéologique, mais démocratique. Le PiS ne l'est pas », répond Karol Chwedeżuk-Szulc. Après, un autre défi se profilera, celui de la présidentielle de 2025. « L'ultime chance » pour Magda. « Ce sera difficile, mais je réfléchirai sérieusement à quitter la Pologne si le parti est réélu. » ■

Siham Nassef



Référence commune

Fer de lance de la chute du régime communiste, le syndicat a structuré la vie politique depuis 1980. En perte d'influence, il prend une tournure conservatrice.

Au commencement était la révolution. Une révolution sans armes ni violences, portée par un syndicat devenu icône de la lutte pour la liberté : Solidarność. En menant la fronde anticommuniste dans la clandestinité pendant les années 1980, l'union ouvrière s'est attirée la sympathie du monde de l'Ouest. Les noms de Lech Wałęsa et de ses camarades sont alors synonymes d'unité et de combat contre l'empire soviétique. Et le souvenir de Solidarność reste intact. Pourtant, en Pologne, dès les premières élections ouvertes de 1989, le syndicat révèle ses dissensions internes. « L'unité n'était qu'une façade, analyse Jacek Wódz, professeur émérite à l'Université de Silésie. L'ouverture démocratique a mis en évidence les différents courants : gauche laïque, conservatisme catholique, libéraux... » Le début d'une fracture qui perdure dans le paysage politique polonais. « Solidarność n'a jamais précisé ses positions idéologiques, pour ne froisser

personne », ajoute le chercheur. Cette cohabitation d'idées explique comment, aujourd'hui, le parti Droit et justice (PiS) et la Plateforme civique (KO) revendiquent l'héritage du syndicat, malgré leurs oppositions. Solidarność, lui, a malgré tout choisi son camp. Depuis plusieurs années, le mouvement soutient le PiS, au point même de voir sa figure tutélaire, Lech Wałęsa, rendre sa carte. En 2006, dénonçant une trop grande sympathie pour le parti conservateur, le leader de Gdansk démissionne. « Dans les années 1990, c'est surtout l'aile gauche qui s'est engagée en politique, laissant le syndicat aux mains de l'aile plus conservatrice », observe Jérôme Heurtaux, maître de conférences en sciences politiques à l'Université Paris-Dauphine. Le départ de Lech Wałęsa fut le symbole du glissement idéologique de Solidarność. « Le PiS l'a décrédibilisé, il n'a plus du tout l'aura du passé », conclut Jacek Wódz. ■

Louis Faurent



Réélu pour un second mandat en 2020, Andrzej Duda applique la politique ultraconservatrice du parti Droit et justice (PiS). © Wikicommons

CRACOVIE

Berceau présidentiel

Andrzej Duda a grandi, étudié et débuté en politique à Cracovie. Déambulation dans les rues de la ville où l'élu a discrètement posé les bases de son idéologie liberticide, décevant celles et ceux qui l'ont connu.

Le président de la Pologne n'est pas en odeur de sainteté à Cracovie. Avant son élection en 2015, Andrzej Duda y a pourtant passé les quarante premières années de sa vie. L'emblème de la droite ultraconservatrice, portant haut et fort les idéaux du parti Droit et justice (PiS) pour les prochaines élections législatives à l'automne 2023, détone dans cette ville aux mains d'un maire progressiste depuis plus de vingt ans. De quoi offrir une promenade riche en souvenirs et trahisons dans les quartiers qui ont cimenté sa pensée.

1 Quartier Krowodrza Enfant droit et épanoui

L'aventure d'Andrzej Duda commence entre une école primaire et une tribu scoutie perdue au milieu d'immeubles vétustes du quartier Krowodrza, au nord-ouest de Cracovie. « *Nous avons élevé Duda pour qu'il soit toujours prêt à relever les défis* », assurent sa mère et son père dans l'ouvrage *Rodzice Prezydenta (Les parents du président)*, Éd. Esprit, 2015). Andrzej Duda capitalisera par la suite sur cette enfance. En 2015, le jeune candidat à la présidentielle organise une visite de presse sur les traces de son passé. L'élu se remémore son école primaire, son restaurant fétiche ou le cinéma Micro dans lequel il passait le plus clair de son temps. Une image de président normal. En revanche, le Cracovien se gardera de mentionner avoir grandi dans le « *respect des autres* », comme l'expliquent ses parents. Celui qui a déclaré vouloir enrayer « *l'idéologie LGBT* » s'est entre-temps départi de son ouverture d'esprit.



2 Université Jagellonne Étudiant épris de justice

Andrzej Duda, diplômé de droit en 1996, entame un doctorat dans la prestigieuse université cracovienne aux murs de briques pourpres. Il se lie d'amitié avec Jan Zimmerman, son directeur de thèse. « *Andrzej était aussi bon assistant qu'enseignant* », se souvient l'universitaire retraité. Puis de s'épancher : « *Il me léchait les bottes comme s'il avait toujours eu besoin d'un chef. Hier, c'était moi. Aujourd'hui, il a de nouveaux maîtres.* » Amer, le professeur cible Jarosław Kaczyński, leader du PiS depuis 2003, influant sur la politique gouvernementale dans l'ombre du président polonais. Sous l'égide de ce mentor, Andrzej Duda, pourtant avocat de formation, s'est transformé en fossyeur de la Constitution. Il a notamment entendu, en 2017, le nombre de magistrat-es à la Cour suprême de 74 à 120. Un déséquilibre ayant conduit à la nomination de juges partisan-nes du PiS. « *Il m'a beaucoup déçu. Il était avocat et a prêté serment. Ce qui ne l'a pas empêché de piétiner la loi, soupire Jan Zimmerman. Je n'essaie plus de l'appeler. Il ne me répond pas.* » Ambiance.

3 Mairie Politicien plein d'ambition

« *Jamais je n'aurais pensé qu'il deviendrait président* », s'extasie Jerzy Ziety, conseiller municipal du PiS à Cracovie depuis 2018. L'élu, alors journaliste, se souvient avoir interviewé Duda en 2010 lorsqu'il était candidat à la mairie. « *Il savait présenter. Il n'est peut-être pas James Bond, mais sa silhouette de grand scout lui donne du charme.* » En coulisses, sa mue politique est amorcée. Jan Zimmerman ne le reconnaît plus : « *Je l'ai trouvé plus distant. Il affirmait davantage ses idées.* » Andrzej Duda est finalement élu au conseil municipal en 2010. La première marche d'une ascension exponentielle. Il démissionne l'année suivante pour devenir député à Cracovie. Trois ans plus tard, direction le Parlement européen avant de stopper son mandat en 2015 lorsqu'il remporte la présidentielle. Le gamin de la Petite-Pologne s'est hissé au sommet. Quitte à être pointé en renégat à Cracovie. « *Les gens n'aiment pas sa politique, déplore Jerzy Ziety, l'air goguenard. La ville est gangrénée par la pensée universitaire. Les gens sont de gauche.* » ■
Hugo Bouqueau & Alexis Pfeiffer

Retour au bercail ?

Damné dans sa propre ville, Andrzej Duda n'enseignera sûrement plus à la fin de son second mandat, en 2025. L'université Jagellonne, à laquelle il est toujours affilié, le méprise. « *Il ne reviendra jamais* », peste Jan Zimmerman. « *Il pourrait intégrer l'Otan, propose Jerzy Ziety. Après tout, il a soigné sa stature internationale.* » Reste également l'option, peu probable, du retour à la politique locale. Du reste, Andrzej Duda a acheté une villa de 150 mètres carrés entourée de végétation luxuriante dans le quartier Prądnik Biały. Jerzy Ziety ne sait pas si le président s'y installera pour de bon mais l'assure : « *Duda aime Cracovie.* »

LIBERTÉ DE LA PRESSE

De mal en PiS

Prises de contrôle, taxes publicitaires, procédures judiciaires, le parti ultraconservateur au pouvoir n'a de cesse de restreindre la liberté de la presse.

Une situation inquiétante, que dénoncent les journalistes.

66

C'est la place qu'occupe la Pologne en 2022 au classement de la liberté de la presse de Reporters sans frontières. Loin derrière la France, 26^e, mais largement devant la Russie, 155^e.

20 sur 24

Le gouvernement a pris le contrôle de 20 des 24 journaux régionaux du pays, en plus d'une multitude de sites web, grâce au rachat du groupe *Polska Press* par une entreprise énergétique nationale.

10 février 2021

Plus de 40 journaux, télévisions et radios ont fait grève ce jour-là et contraint le gouvernement à revoir son projet de loi visant à taxer les revenus publicitaires de la presse. Il menaçait encore un peu plus la situation des médias indépendants.



La *Gazeta Wyborcza* est un journal communiste. Moi, j'aime les médias patriotes. » Dans un des rares kiosques du centre de Cracovie, le vendeur ne cache pas sa défiance envers l'un des principaux quotidiens polonais. Impossible de le trouver sur ses étals. Une absence qui en dit beaucoup sur les attaques contre les médias, considérés comme hostiles au gouvernement ultraconservateur du parti Droit et justice (PiS) depuis l'élection en août 2015 de l'actuel président Andrzej Duda.

En sept ans, le pays a dégringolé de 48 places au classement des libertés de la presse établi chaque année par Reporters sans frontières, son pire classement depuis l'avènement de la démocratie en 1990.

Considérée comme le premier quotidien dit « d'opposition » dans le pays, la *Gazeta Wyborcza* « en paie le prix », explique Michał Olszewski, rédacteur en chef de l'agence locale à Cracovie. Depuis l'arrivée du PiS au pouvoir, le média croule sous les procédures judiciaires. « Il y a deux ans, nous avons sorti une enquête sur le président de la compagnie pétrolière nationale PKN Orlen. Nous avons montré comment il a enfreint la loi. » L'enquête du journal révèle les conflits d'intérêt du patron du groupe. Pour éviter la publication d'autres articles, ce dernier a décidé de taper dans le porte-monnaie du média. « Lui et tout son réseau ont engagé une cinquantaine de procédures contre nous. L'objectif est de nous dissuader. Cela nous coûte de l'argent et ils le savent. »

Łukasz Lipiński, rédacteur en chef web de *Polityka*, hebdomadaire politique de centre-gauche parmi les plus vendus, dénonce, lui aussi, les pressions financières que fait peser l'État. « Les publicités des entreprises liées au gouvernement ont été retirées des médias qui ne le soutiennent pas. Or, elles représentaient une part assez importante des financements. » En plus d'affaiblir économiquement la presse, l'État polonais s'est emparé en 2020



Depuis l'arrivée du PiS au pouvoir, la *Gazeta Wyborcza* croule sous les procédures bâillonnées. © Julien Mazurier

d'un groupe puissant, *Polska Press*, détenu jusque-là par une entreprise allemande. « La firme pétrolière dirigée par le gouvernement a pris le contrôle de la quasi-totalité des titres locaux en Pologne grâce à ce rachat », explique Łukasz Lipiński. Un moyen de parler à la base électorale du parti.

« C'était important pour le PiS de reprendre les titres de ce groupe pour toucher des régions peu atteintes par les médias plus libéraux », explique Magdalena Chodownik, correspondante à Varsovie pour *Euronews* et *France 24* notamment. Après ce rachat, qui s'inscrit dans la volonté du parti ultraconservateur de « repoloniser » les médias, trois rédacteurs en chef du groupe ont été remplacés par des journalistes liés au PiS. D'autres salarié-es sont resté-es. « Je ne blâmerai pas seulement le gouvernement, mais aussi ceux qui acceptent de relayer son discours. [...] Je ne les appelle plus des journalistes, mais des employés de médias. »

Les médias publics, eux, sont déjà tombés entre les mains du PiS. « Ils sont entièrement influencés par le gouvernement », regrette Maria Pankowska, journaliste d'investigation au sein du média indépendant *OKO.press*. « Ce qu'ils proposent aux lecteurs, aux téléspectateurs, aux auditeurs, n'est que de la pure propagande, parfois presque comme en Corée du Nord. » Le paysage médiatique s'est fortement polarisé. « Il n'y a plus de médias publics dignes de confiance [...] Le journal du soir diffusé par la télévision se limite à dire du bien du parti. »

De leur côté, les médias et journalistes indépendant-es sont tenu-es à bonne distance. « Pendant les manifestations, on ne peut pas circuler librement et la police empêche de prendre des photos. » En 2020, Agata Grzybowska, photojournaliste, a été brutalement arrêtée par la police alors qu'elle couvrait une manifestation antigouvernementale devant le ministère de l'Éducation à Varsovie. Placée en garde à vue pendant trois heures, elle sera poursuivie pour « atteinte à l'intégrité physique » d'un policier. « Je suis sûre que si le PiS remporte les prochaines élections, ce sera encore pire. » ■

« CE QU'ILS PROPOSENT AUX LECTEURS, AUX TÉLÉSPECTATEURS, AUX AUDITEURS, N'EST QUE DE LA PURE PROPAGANDE. »

Roman Bouquet Littre & Sarah Khorchi



En Silésie, on panse l'après charbon

Depuis trente ans, les mines ferment les unes après les autres pour tenir l'objectif fixé par l'Union européenne : une sortie du charbon en 2049. Dans cette région minière à une centaine de kilomètres de Cracovie, la transition laisse des cicatrices.

Adrianna Kordiak-Woryna parcourt les routes de Silésie à bord de son *Opel* break familiale. Dans cet ancien pays de cocagne, des virages serrés, des bosses qui déforment la route et des avertissements. « *Accrochez-vous !* », lance-t-elle au dernier moment, les deux mains scotchées au volant. « *Ici, tout était plat* », explique la directrice de l'Association des municipalités minières. Depuis que certaines mines ont fermé, les galeries abandonnées se sont effondrées et le paysage s'est cabossé. « *Avant, on les comblait avec du gravier ou du sable. Mais c'est devenu trop cher.* »

Au sud de Katowice, la terre est tombée et le quartier de Polomi a disparu. En contrebas de la route 930, un lac a englouti les anciennes habitations. Vingt ans d'affaissements de terrain, causés par l'exploitation des gisements de charbon. Seul vestige de cette vie d'avant, un pylône électrique qui dépasse de l'eau, sous le regard des hautes cheminées de la mine de Jas-Mos. Dans les tunnels tout bouge, alors au-dessus, tout fout le camp.

Sur le côté de la route, Adrianna pointe du doigt une vieille bicoque carrée. Complètement déformée, elle est à deux doigts de s'effondrer. La voiture s'arrête quelques mètres plus loin, sur le parking de la mine de Pniówek, l'une des plus grandes d'Europe toujours en activité. Des inscriptions lumineuses défilent sur la façade. Les travailleurs s'engouffrent dans l'entrée. « *Les voitures garées ici sont toutes pourries* », prévient-elle, enveloppée dans



Adrianna Kordiak-Woryna s'est garée sur une voie privée : difficile de s'approcher davantage, la mine de Pniówek est surveillée. © Bastien Marie



Anna Hetman est maire de Jastrzębie-Zdrój depuis 2014. © Bastien Marie

sa large parka. Les berlines et les décapotables sont restées à la maison, par précaution, par pudeur. « *Le salaire leur permet ce luxe.* » Comme beaucoup de Polonais-es, Adrianna s'indigne de ce niveau de revenus des mineurs « *renforcés par les primes* ». Et du régime spécial qui l'accompagne : une retraite garantie après vingt-cinq ans de labeur. Mineur, ou la belle vie en Silésie ?

Statut inébranlable

Forts, puissants et presque intouchables, mineurs et syndicats font trembler les politiques et leurs programmes. En Pologne, leurs conditions de travail sont inscrites dans le marbre. « *On leur a longtemps expliqué qu'ils étaient indispensables au pays* », raconte Witold Mandrysz, docteur en sociologie à l'Université de Katowice. « *Tous les partis en ont peur* », prévient-il. Touchez à leurs avantages, « *ils font grève* », sortez du charbon, « *ils déclenchent des émeutes.* » Pas d'utopie non plus : « *La plupart des gens ont conscience que le système d'extraction de charbon devra un jour fermer.* » Mais le plus tard possible.

En Silésie, certain-es jeunes continuent pourtant de se former aux métiers de la mine. Après sept heures passées sous terre, Mateusz Żadzilko a enfilé un sweat en vitesse. Les cheveux courts et la carure solide, le jeune ingénieur raconte son quotidien dans la mine. Presque un destin. Fils et petit-fils de mineur, une voie toute tracée.

Il l'avoue en riant, « *c'est surtout pour les vingt-cinq ans* » qu'il a pris le chemin de la houille. Il bénéficiera de sa retraite à 50 ans. Pour

autant, ce matin, comme tous les autres, il s'est levé à 4 h 30 pour partir travailler à Bobrek, à 50 kilomètres de chez lui. Le plan de sortie du charbon prévoit sa fermeture en 2040. Pas de crainte pour le jeune homme qui touchera déjà sa rente. Sous le sol polonais, le charbon se terre de plus en plus : il faut creuser parfois jusqu'à 500 mètres de profondeur. Impossible d'augmenter la production, même pour faire face aux menaces de pénuries, comme depuis la guerre en Ukraine. L'effort logistique n'est plus rentable depuis plusieurs années, les prix s'envolent et les fermetures s'enchaînent.

Les anciennes communes ont peur de l'avenir. À Bytom, la fermeture de cinq mines dans les années 1990 a engendré la suppression de 60 000 emplois. Elle est devenue une ville dortoir. La bête noire de l'économie locale.

Non loin de là, Jastrzębie-Zdrój fait tout pour y échapper : la ville cherche un nouveau souffle pour ses 88 000 habitant-es. Ancienne enseignante devenue maire, Anna Hetman semble l'avoir trouvé. Dans son bureau baigné de lumière, l'édile se place en sauveuse. Veste rose bonbon et chemisier à fleurs, elle pose tout sourire devant le logo de sa commune : une goutte d'eau entourée de deux grandes ailes. Le symbole des mineurs, la pioche et le marteau, a été effacé en 2017. Un marqueur du grand projet de la ville : se délester d'un passé pollué pour valoriser les ressources thermales des sols et les énergies vertes. « *Je pense déjà à l'après* », confirme la maire. Avec fierté, elle se vante de la nouvelle piste cyclable inaugurée jusqu'à la République tchèque voisine. L'Union européenne a vu les choses en grand : 2,4 milliards d'euros répartis dans les communes de Silésie pour financer ces nouveaux projets.

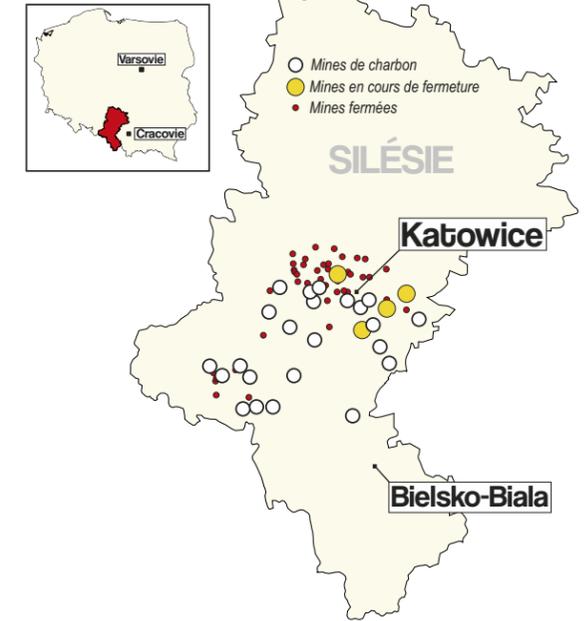
Grise mine

Pour l'heure, les constructions en cours ne prévoient pas de combler les cicatrices laissées par la mine. Que deviendront ces trous béants, les cheminées en briques et les monticules de charbon de plusieurs centaines de mètres, ces cousins polonais des terrils français ? « *Le risque d'effondrement n'est pas en tête des priorités gouvernementales* », souligne tristement Witold Mandrysz, le sociologue de l'Université de Katowice. Il déplore l'absence de prise en charge publique des infrastructures. À Trzebinia, la mine fermée en 2001 vient de provoquer un glissement de terrain. Une quarantaine de tombes du cimetière ont été englouties en septembre dernier. Dans toute la Silésie, les communes aux sous-sols troués comme du gruyère craignent de subir le même sort. Les fonds investis pour la transition énergétique des villes ne suffisent pas. Il faut aussi anticiper les conséquences du charbon qui s'en va.

Le pas déterminé, Adrianna remonte dans son break. Devant elle, un camion benne chargé de charbon la laisse poursuivre sa route. Un peu de poussière s'en échappe dans le vent. La directrice de l'Association des villes minières rouspète en montrant du bout du doigt le profil d'une mine. « *Toutes ces infrastructures déjà existantes, il faudrait quand même en faire quelque chose. Ça pourrait dynamiser la région.* » Adrianna poursuit sa route. Sur le côté, les cheminées se découpent dans la brume, puis disparaissent à leur tour. ■

Aude Cazorla & Bastien Marie

Terres minées



Sur ces trente dernières années, plus d'une quarantaine de mines ont fermé en Silésie. © Julien Mazurier

DES PIOCHES AUX MANETTES

Des tournois de jeux vidéo sur le site d'une ancienne mine de charbon : les *Intel extreme masters* (IEM) sont un symbole de la transition numérique qui s'opère en Silésie. Face à la perte de vitesse de l'industrie fossile, le bassin minier historique de Katowice, qui affiche un insolent taux de chômage de 1,4 %, a dû se réinventer en investissant le champ de la tech, dont l'e-sport. Depuis 2013, la fine fleur du *gaming* mondial se réunit dans la 11^e ville de Pologne avec, à la clé, des récompenses qui se chiffrent en centaines de milliers de dollars.

Cette transition n'a pourtant rien d'un hasard. Pour Mateusz Wachowski, directeur de la branche investissement de la mairie, « *ce virage technologique s'explique par le besoin d'une rénovation multisectorielle, capable d'inclure toutes les sphères de la société, y compris les mineurs et leur famille* ». Certes, l'ouverture de cursus universitaires dédiés à l'ingénierie et aux services commerciaux a permis à une jeune génération d'embrasser la transition. Mais pour les familles modestes, le basculement peut avoir un goût amer. Entre 2014 et 2022, le prix du mètre carré a augmenté de 162 % et a contraint de nombreuses familles à quitter la capitale de la Silésie. En moins de vingt ans, la ville s'est vidée de 40 000 habitant-es. Un prix que la mairie semble être prête à payer pour attirer les investissements. Grâce à la tech, Katowice peut désormais organiser des événements de portée mondiale à l'image de la COP24 en 2018 ou du Championnat du monde de handball en 2023.

Hugo Bouqueau & Julien Mazurier



La lagune post-minièrre de Polomi a englouti l'ancien quartier d'habitations. Seul un pylône électrique émerge encore. © Bastien Marie

PAROWOZOWNIA KD
BYTOM KARB

3

PORTFOLIO

Mines fières

*En Silésie, le passé minier
de la région se lit sur les visages.
La plupart des mines ont fermé
mais elles restent un patrimoine
à conserver.*





Désertes. Sombres. Depuis les années 1990, les ruelles de Bytom n'ont pas changé. Après la période communiste, cinq des six mines de la ville ont fermé, entraînant avec elles le départ de 60 000 familles de mineurs. Ici, plus grand-chose. Pas grand monde. Andrzej Gralka s'entête pourtant à faire fonctionner l'unique magasin de souvenirs de la ville. Bonnets, t-shirts, assiettes et autres *goodies* aux couleurs de la mine. « *Pas un business, juste un hobby* », qui occupe ce natif de la ville lors de ses jours de repos. Aucun-e touriste parmi sa clientèle, seulement des locaux en quête d'un bout de patrimoine à rapporter chez soi.

« MOCCA » en lettres capitales sur la vitrine et, derrière, quelques client-es attablé-es. Dans son bar de Zabrze, Gosia Zgorska sert plus de bières que de cafés. Pendant plus de trente ans, la tenancière a fait vivre les pauses des mineurs. Des moments de vie et de partage après le labeur. Ce jour-là, pas de travailleurs de la houille en vue. Où sont-ils ? Gosia Zgorska pince ses lèvres. Elle ne le sait pas. La gérante ressert un verre, puis un autre. Au comptoir, une majorité d'hommes. Des habitués du lieu, beaucoup moins nombreux qu'avant. Mais elle continue d'ouvrir les portes de son commerce même si celles des mines ont fermé dans les années 1990.





À Zabrze, l'ancienne mine de Guido a été le lieu de tous les records d'extraction de charbon au milieu du 20^e siècle. Ses galeries sont ensuite devenues un centre d'essai pour le forage jusqu'en 1982. La mine, l'une des premières à avoir fermé, est aujourd'hui devenue un musée régional. L'unique ascenseur conduit les quelques curieux-ses à plus de 300 mètres de profondeur.



Maja Girycka ne parle pas anglais, mais polonais et un peu silésien. Cela suffit pour guider les visiteur-euses dans les anciennes galeries. Au fond des puits de Guido, ce sont essentiellement des locaux. Des Silésien-nes pour la plupart, et d'autres, Polonais-es, en quête de leurs racines. « *Beaucoup sont des descendants de mineurs* », détaille la guide. Des stages d'immersion dans la peau de ces travailleurs sont aussi organisés pour des séminaires d'entreprise ou des enterrements de vie de garçon.



Des bottes de sécurité, des lampes et un casque. Les milliers de mineurs qui travaillaient dans les puits de Guido recevaient un numéro d'identification pour l'ensemble de leur carrière. Des plaquettes métalliques, placées sur les casques des ouvriers, puis accrochées au tableau après les rotations de travail. Une plaque manquante à la fin de la journée, c'était un homme manquant à l'appel. Les mineurs partaient alors à la recherche de leur collègue disparu.





Dans le sud de Katowice, le quartier de Nikiszowiec est devenu l'un des emblèmes de la Silésie. Des briques, encore des briques, pour des barres d'immeubles construites au début du 20^e siècle. Les familles de mineurs venus travailler dans les puits voisins cohabitaient dans ces ensembles. Ces coronas à la polonaise sont encore installés autour de grands jardins intérieurs et reliés par des passages voûtés. Les grands blocs d'habitation étaient pensés autour des *familoki* (logements familiaux) et disposaient de leurs propres commerces et services.



Aujourd'hui, quelques anciens mineurs et leurs descendant-es vivent encore à Nikiszowiec. Mais l'époque des intérieurs austères et délabrés a disparu. Le quartier a servi de décor à plusieurs films, des galeries artistiques se sont installées à l'intérieur d'anciennes habitations et sites industriels : Nikiszowiec s'est gentrifié. Derrière cette vie nouvelle, les cheminées des mines fument encore. ■

Texte et photos : Bastien Marie



Le samedi, jour de grande affluence, les producteur-ices augmentent leurs prix de deux zlotys (50 centimes d'euros). © Julien Mazurier

Coûts montés

Au marché Sary Kleparz, l'inflation est bien visible. Une situation économique qui contraint les Polonais-es à modifier leurs habitudes. Et les commerçant-es à diversifier leur offre.

À l'heure où le pays connaît une inflation de 16 %, alourdie par les prix de l'énergie, les plus modestes peinent à boucler leurs fins de mois. Le marché couvert Sary Kleparz, mis en place il y a 600 ans à Cracovie, est un symbole de la ville. Ici, peu de touristes. Mais des habitué-es qui viennent chercher des produits locaux de qualité. Ce lieu de rencontres abrite près de 200 commerçant-es qui se partagent des dizaines d'étals en bois. À l'entrée, des piles de vêtements de toutes les couleurs soigneusement pliés. En s'enfonçant dans les allées ombragées, un mélange d'odeurs de harengs salés et de fromages. Les pyramides de légumes se succèdent. Sous ces tôles transparentes, les Polonais-es parcourent les halles pour faire leurs courses : boulangerie, charcuterie, épicerie, tout y est. Certain-es s'arrêtent boire un café chez Antonio, discutent autour d'un roulé à la cannelle, se donnent les nouvelles de la semaine. Mais depuis plusieurs mois, l'augmentation générale des prix oblige la clientèle à modifier ses habitudes de consommation.



© Salomé Chergui



© Julien Mazurier



© Salomé Chergui

Magda a 75 ans. Elle est à la retraite. Bien que ses revenus ne lui permettent plus de se faire plaisir, elle reste fidèle à ce marché de petits producteurs. « *Je viens ici depuis que je suis enfant. Tout est devenu si cher que je n'ai pas acheté de miel ou de confiture de coing depuis des mois* », regrette-t-elle en fouillant son portefeuille en cuir, à la recherche de quelques pièces. Ici, on n'accepte pas la carte bleue.

Dans son panier : des poivrons à 5,50 zlotys le kilo (1,20 euro), des champignons à 12 zlotys (2,50 euros) et du chou à 6 zlotys (1,25 euro). En Pologne, le salaire minimum s'élève à 3 490 zlotys par mois, soit 758 euros.

Les temps sont durs pour Helena. Bonnet en laine et imperméable rouge sur le dos, la charcutière fait les comptes de la mi-journée. « *Depuis quelques mois, mes recettes chutent. La viande est devenue beaucoup trop chère pour les gens*. » Installée sur le marché depuis une dizaine d'années, Helena vend du boudin, du bœuf et des escalopes de porc. Avec l'augmentation générale des prix, la viande est devenue un produit de luxe pour la population polonaise. S'il y a un choix à faire, c'est la charcuterie qui passe à la trappe. Après avoir fait goûter de la saucisse sèche à sa clientèle, la vendeuse avoue à demi-mot que tout le monde augmente ses prix d'environ 2 zlotys (50 centimes d'euros) le samedi matin, jour où l'affluence est la plus forte. « *On fait ça pour survivre* », lance-t-elle.

Foulard sur la tête, Ada vend de la lavande sous toutes les formes. Du traditionnel bouquet à l'huile essentielle, en passant par des bonbons. Ses parents ont fondé le premier champ de lavande de la région de Petite-Pologne, en 1910. Assise sur sa chaise en plastique, son regard se perd dans les allées. À Sary Kleparz, une habitude tacite veut que chacun-e ait sa spécialité. Son voisin d'à côté, par exemple, propose uniquement des tomates à 30 zlotys le kilo (6,50 euros). Un autre, seulement des épices. Il en compte plus de 500, venues du monde entier. « *Si je continue à vendre uniquement de la lavande, les fins de mois vont être de plus en plus difficiles* », souffle Ada. Aidée par ses enfants, la vendeuse songe à se diversifier. ■

Salomé Chergui & Ana Hadj-Rabah

Saveurs coco

Sous l'ère communiste, 40 000 bars à lait ont prospéré dans tout le pays. Ces cantines populaires à prix cassés proposent de la nourriture à base de produits laitiers. À Cracovie, seule une petite dizaine subsiste et résiste à l'inflation.

« *Aah voilà ! Ça, c'est le goût de l'enfance !* », s'exclame Magdalena Brehl en roulant des yeux. La guide franco-phone se rappelle des années de disette du soviétisme et des interminables files d'attente pour s'alimenter. « *Une vraie madeleine de Proust* », songe-t-elle avant d'enfourner dans sa bouche un *pierogi*, sorte de ravioli polonais,

baigné dans la graisse. Sous le régime communiste, les bars à lait misaient sur la consistance des produits plutôt que l'exaltation des papilles, car « *la vie c'était le travail, pas les bonnes choses* ». Un héritage qui fait encore le beurre de ces cantines, bien que la plupart d'entre elles aient « *perdu de leur authenticité à cause des touristes* », peste la guide au franc-parler bien épicé. Parmi les résis-

tants, un seul bar *mleczny* (appellation polonaise), émerveille Magda : le *Zaczek*. Le tram bleu pour sortir du centre-ville, une grande porte brune en haut d'un escalier de rue, un sol carrelé blanc et noir. L'atmosphère froide d'un réfectoire, tiédie par les sourires chaleureux des hôtes. « *C'est à la gentillesse de ses gérantes que l'on reconnaît un bon bar à lait* », affirme la Cracovienne. Elle nous souffle que la patronne,



Les bars à lait endossent un rôle social important. En plus des repas bon marché, les clients y retrouvent bienveillance et générosité. © Julien Mazurier

Grażyna Paciorek, a le cœur sur la main. L'expression devient littérale lorsque la gérante s'adresse aux consommateur-ices : elle pose délicatement ses paumes sur le décolleté de sa blouse blanche et dévoile des ongles bleus parfaitement limés.

Purée de pois légale

Il y a cinq ans, Grażyna a cessé de demander les subventions étatiques, « *c'était n'importe quoi* ». Seuls les produits de base, lait, œufs, pain et fromage sont financés. « *Le poivre ne fait pas partie de la liste des aliments subventionnés. Alors quand on a découvert que j'en mettais dans les plats, ils ont menacé de couper mes aides et j'en ai eu marre.* » Grażyna rit de cette absurdité bureaucratique car elle vit très bien sans, même avec l'inflation de 16 % qui frappe le pays depuis le mois de janvier. « *Le nombre de personnes qui consomment fait le succès* », assure-t-elle. Malgré l'augmentation du prix des plats, la clientèle est restée fidèle.

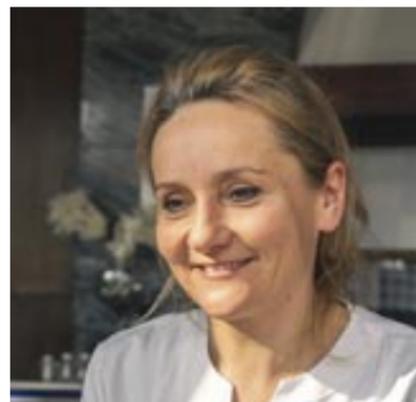
Aujourd'hui, les « *vrais* » bars *mleczny* font office de filet social, fréquentés par les plus démunis : soupe à 5 zlotys (1 euro), chou farci au riz ou encore *leniwe* (gnocchis saupoudrés de sucre glace) pour moins de 10 zlotys (2 euros).

Dans la salle, beaucoup d'hommes âgés et seuls. « *Des veufs avec une petite retraite* », qui retrouvent ici la vieille cuisine maternelle, comme l'explique Magda. Dans un esprit de soupe solidaire, les sans-



Pierogis, soupes à foison... Ces restaurants sont des vitrines de la cuisine populaire polonaise. © Julien Mazurier

emplois et sans-abris ont la possibilité d'y manger gratuitement, à l'aide d'un ticket de 12 zlotys (environ 2,5 euros) offert par la Sécurité sociale. Plus étonnant, la jeunesse s'y attable également. Des étudiantes de l'Université d'ingénierie d'en face viennent deux fois par semaine. « *La cantine de l'école est beaucoup plus chère et surtout moins bonne* », affirme une future ingénieure, canette de *Coca* à la main. Trop jeune pour en connaître l'origine, elle incarne à elle seule, insouciance, l'intemporalité du bar à lait. ■



Grażyna Paciorek a repris le bar à lait de sa mère il y a deux ans. © Julien Mazurier

Louis Faurent & Colombe Serrand



Comme à la cantine, ici, tout le monde débarasse son plateau. © Julien Mazurier

Patates de Proust

Des bars à lait, on aurait pu analyser les assiettes, regretter l'acidité prégnante des soupes, pérorer sur le moelleux extrême des *leniwe*, sorte de petits gnocchis revenus dans le beurre et le sucre. Comme c'est l'usage, on aurait aussi détaillé l'ambiance, entre la froideur d'une cantine postcommuniste et le confort rassurant d'une table familiale. On aurait enfin commenté l'addition, loin d'être douloureuse. En somme, d'impeccables gastronomes en quête d'un boui-boui authentique.

Mais on ne cherche pas dans un bar *mleczny* une expérience culinaire de haut vol. Il faut plutôt s'y laisser conter des tranches de vie populaire, un peu de ce mélange complexe d'histoire, de solidarité et de culture. Quand nos papilles françaises se réjouissent d'un très classique bouillon de volaille, celles des voisins-es de table polonais-es s'en émeuvent. C'est le goût de l'enfance qui remonte, pour quelques zlotys, et avec lui des souvenirs pêle-mêle. La purée d'une grand-mère, les années sans viande. Les soupes du dimanche, les tickets de rationnement. Futur-es visiteur-ses, songez, en embrochant vos *pierogis*, à lever la tête. Dégustez chaque scène de ce théâtre quotidien, sensible et discret. Et longue vie aux bars à lait !

Louis Faurent

Le blues des rouges

Interdit par le régime communiste jusqu'en 1954, puis symbole de l'ouverture du pays à l'Occident, le jazz polonais semble vivre une seconde jeunesse dans les caves à touristes cracoviennes.

Marcin Ślusarczyk et son quartet jouent chaque semaine devant le public du club *U Mumiaka*. © Julien Mazurier

Il y eut un temps en Pologne où souffler dans un trombone était un acte de rébellion. Un temps où le cuivre se maniait dans le feutré des caves clandestines.

« Certains clouaient des planches aux fenêtres pour jouer. » Attablé au café de la place du Rynek Główny, cette même place qui accueillit en 1954 le premier concert de jazz légal de l'histoire polonaise moderne, Wojciech Groborz se remémore les récits de son père, tromboniste au temps de la prohibition.

Si les années se lisent sans peine sur le visage du vieux prof de piano, Wojciech n'a pas vécu la répression. Lui a connu l'âge d'or des musiciens – uniquement des hommes à cette époque – dans une Pologne communiste. Puis il a connu la démocratie. Wojciech est né en 1958. Cette année-là, la visite en Pologne du pape du cool jazz, Dave Brubeck, pose la première pierre de la libéralisation du jazz polonais. À l'instar de la conquête spatiale, le communisme post-stalinien met ses artistes sur le devant de la scène. « On nous disait : jouez mieux que les Américains », tonne Wojciech en se frappant la cuisse.

Le régime fait sortir de terre des écoles de musique dans tout le pays. Les clubs se multiplient et se structurent en une société semi-officielle, la *Polish Jazz Association*, qui va permettre aux musiciens d'être placés sur des dates de concert.

Tout est réglé comme du papier à musique : les salles sont comblées, et quand elles ne le sont pas, le parti envoie un wagon d'ouvriers pour boucher les trous. Répartis en huit classes, les jazzmen voient leur cachet fixé selon le niveau de certification académique : de 400 à 1 600 zlotys par scène. Entre la moitié et le double du salaire minimal de 1970. La musique payait.

Jam récession

Dans les années 1980, le jazz est au faite de sa popularité. Le régime organise des tournées internationales, en Russie, en Allemagne, mais aussi aux États-Unis. Des déplacements inenvisageables même pour les plus fortunés des Polonais de l'époque, un dollar pouvant alors valoir jusqu'à 1 000 zlotys. « Une période particulière, se souvient Wojciech. Les musiciens vivaient bien en ce temps-là, mais le parti restait omniprésent. » Le pianiste se



Pour les jeunes musicien-nes diplômé-es, difficile de vivre du jazz. © Julien Mazurier



Dans les sous-sols cracoviens, la passion est grande mais la paie excède rarement 200 zlotys. © Julien Mazurier

souvent de ses compagnons d'orchestre qui profitaient des tournées pour fuir le pays, et de ceux qui, à l'inverse, écoutaient à toutes les portes. « Des espions ? J'en ai croisé deux ou trois. » Et puis tout a changé. En 1990, la Pologne renoue avec la république et découvre l'économie de marché. Le bloc de l'Est et le cours du zloty s'effondrent dans une société polonaise qui mettra quinze ans à se mettre au diapason du libéralisme. Les *jazz clubs* ferment les uns après les autres. Pour les musicien-nes, la démocratie s'obtient au prix de la sécurité de l'emploi : beaucoup quittent le pays pour pouvoir continuer à vivre de leur art. Aujourd'hui, sous l'impulsion du tourisme, le jazz polonais renaît de ses cendres. Une nouvelle génération de musicien-nes semble avoir repris le flambeau transmis par

Wojciech. De jeunes artistes se produisent à nouveau, chaque soir, dans les caves du centre. Bartłomiej Dybel, batteur et professeur de musique, est l'un d'eux. Même si les dates se multiplient, la paie n'en est pas moins maigre, confie le percussionniste : « rarement plus de 200 zlotys [40 euros] la soirée. »

Et si Bartłomiej enseigne à l'école de jazz de Cracovie, toutes et tous n'ont pas cette chance. Pour beaucoup de ces jeunes diplômé-es, l'aventure de la scène ne dure que quelques années, faute de statut leur permettant d'en vivre. « De vrais surdoués ont lâché la musique pour se mettre à l'informatique. C'est dommage. » Une autre conception de l'impro sur clavier. ■

Julien Mazurier



L'entrée du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau, à 70 kilomètres de Cracovie. © Bibi95

MÉMOIRE

Le défi de la vérité

Le parti ultraconservateur tente d'imposer un récit de la Seconde Guerre mondiale qui exempte le pays de responsabilités dans les crimes antisémites. Au cœur de cette politique, l'Institut de la mémoire nationale.

« La Pologne a construit un discours de nation innocente. Mais derrière, il y a des crimes commis contre les personnes juives. »

Jean-Charles Szurek, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et spécialiste des relations judéo-polonaises sous l'occupation allemande, résume le rapport tourmenté

qu'entretient la Pologne avec la Seconde Guerre mondiale. Envahies par le III^e Reich en 1939, les terres du pays ont été le principal théâtre de la Shoah. Un héritage lourd, assombri d'actes antisémites, dont les chercheur-euses se sont emparées à la fin de la dictature communiste, en 1990. « Ce n'est plus un sujet tabou, ces faits sont connus depuis longtemps dans le pays », indique Audrey Kichelewski, maî-

tresse de conférences à l'Université de Strasbourg, spécialiste de l'histoire contemporaine du peuple juif polonais et de la mémoire de la Shoah. En 2002, l'historien américano-polonais Jan Tomasz Gross publiait *Neighbors : The Destruction of the Jewish Community in Jedwabne, Poland (Les voisins : un massacre de Juifs en Pologne, Éd. Fayard, 2002)*, un livre qui retrace le massacre collectif de

près d'un millier de Juif-ves du village de Jedwabne, en 1941, par des Polonais-es. « À la suite de cette parution, de grands débats publics ont eu lieu, poussant même le changement de la plaque commémorative dans cette localité », se rappelle la chercheuse. Mais depuis l'arrivée au pouvoir en 2015 du parti ultraconservateur Droit et justice (PiS), Jan Tomasz Gross est devenu *persona non grata*. Jugé antipatriote par le nouveau gouvernement, il s'est vu retirer en 2016 sa médaille d'Ordre du mérite, reçue vingt ans plus tôt. Symbole de la nouvelle doctrine mémorielle de la Pologne.

Loi du silence

Les historien-nes qui, jusque-là, fouillaient le passé sombre du peuple polonais en sont aujourd'hui dissuadé-es par les menaces du parti ultraconservateur. Parmi elles, les condamnations juridiques. En 2018, le parti avait ainsi tenté de promulguer une loi sanctionnant l'utilisation de l'expression « camps polonais de la mort » et condamnant jusqu'à trois ans de prison celles et ceux qui incrimineraient la nation ou l'État de complicité dans les crimes nazis. Une mesure finalement amendée après les vives réactions d'Israël et des États-Unis. Pour Jean-Charles Szurek, cette initiative visait à « camoufler les crimes commis par des Polonais contre des Juifs pendant l'occupation allemande ».

Si les gouvernements précédents avaient également la volonté de redorer l'image de la nation, le PiS s'attache, lui, à blanchir le récit national. Plus difficile à présent d'évoquer les « dizaines de milliers de victimes de la population polonaise », selon le directeur de recherche. Plus récemment, en 2021, deux universitaires ont été jugé-es pour diffamation après la publication d'un ouvrage mettant en évidence l'implication de Polonais-es dans la Shoah. Une situation que dénonce Audrey Kichelewski : « Les personnes qui soulèvent ces questions sont discréditées dans les médias, dans la presse, par tous les moyens possibles. »

Pour contrer les travaux des chercheur-es sur les exactions antisémites, le gouvernement s'appuie notamment sur l'Institut de la mémoire nationale (IPN), présent dans de nombreuses villes et qui détient la majorité des archives du pays. « Le PiS a mis la main sur cet institut qui mène des recherches au service du gouvernement », regrette l'historienne. Créé en 1998, l'organisme est depuis ses débuts un outil de la construction du récit national, mais pas de manière « aussi outrancière qu'aujourd'hui », constate Jean-Charles Szurek. Installé dans son bureau, Michał Wenklar, codirecteur de l'Institut, ne s'en cache pas : « Bien sûr, il y a une politique historique. Nous sommes un organisme public donc on essaie de l'appliquer. »

Le financement de ces recherches par l'État est un puissant levier d'influence. « La mission de l'IPN est de souligner l'aide qu'ont apportée les Polonais à leurs voisins juifs et l'argent est destiné uniquement à cela », souligne Audrey Kichelewski qui reconnaît la légitimité de ces recherches, mais en conteste l'exclusivité. « Ces chercheurs veulent montrer l'héroïsme de la résistance polonaise sans s'intéresser aux zones d'ombre. » Une contradiction admise par Michał Wenklar. L'homme de 43 ans, moustache imposante, lunettes fines et crâne dégarni affirme : « Nous avons le sentiment que l'effort de guerre des Polonais n'a pas été assez honoré. »

Récit national tronqué

Au-delà des locaux de l'IPN, les historien-nes pro-gouvernement et les membres du PiS occupent l'espace médiatique et mémoriel. Poussée par le ministère de la Culture, Beata Szydło, du parti au pouvoir, a ainsi intégré le conseil d'administration du musée d'Auschwitz en 2021, provoquant la démission de quatre de ses dix membres. En 2017, alors Première ministre (2015-2017), elle annonçait la construction d'un musée aux abords de celui d'Auschwitz-Birkenau, dans la ville d'Oświęcim, pour défendre « la véritable image de l'époque ». Un récit sur lequel son parti s'est appuyé pour réclamer en

septembre 2022 à l'Allemagne une réparation de guerre de 6,2 trillions de zlotys (1 300 milliards d'euros).

Dans cette entreprise révisionniste, le pouvoir s'est aussi emparé du nouveau musée de la Seconde Guerre mondiale de Gdansk, au nord du pays, jugé trop peu patriote. Il a également fondé, à Markowa, un site dédié aux Polonais-es ayant aidé la population juive. Les commémorations de la Shoah n'échappent pas non plus à l'influence du gouvernement. « Les manifestations organisées sont infiltrées par des personnes de l'IPN et du gouvernement. Elles y tiennent un discours de martyr ou de héros », relève Audrey Kichelewski. Une stratégie mémorielle caractéristique de l'extrême droite européenne. ■

Roman Bouquet Littre & Sarah Khorchi

« CES CHERCHEURS VEULENT MONTRER L'HÉROÏSME DE LA RÉSISTANCE POLONAISE SANS S'INTÉRESSER AUX ZONES D'OMBRE. »

« Des lieux historiques à conserver »

L'entrée de la Pologne dans l'Union européenne a favorisé le développement d'un tourisme sur les lieux de la Shoah. Agnieszka Kocur-Smolon, guide au mémorial et musée d'Auschwitz-Birkenau, livre son expérience.

Comment a évolué le tourisme de la mémoire juive à Auschwitz ?

Dans les années 1960, lorsqu'Adolf Eichmann a été arrêté en Amérique du Sud, les survivants de l'Holocauste ont soudain réalisé qu'ils devaient raconter leur histoire. Et depuis que *La liste de Schindler* a remporté l'Oscar du meilleur film en 1994, l'Holocauste fait partie de l'itinéraire des touristes qui viennent en Pologne. Dès 1995-1996, il y a eu une augmentation régulière de ces visiteurs. Et lorsque notre pays a rejoint l'Union européenne en 2004, de plus en plus de touristes européens, américains, canadiens et israéliens ont commencé à venir. La question qui se pose est de savoir ce que deviendra la mémoire juive quand les derniers rescapés de la Shoah ne seront plus là pour en parler.

Pourquoi le tourisme de la mémoire juive se porte-t-il essentiellement vers Auschwitz et Kazimierz, et pas Podgórze, où se trouvait le ghetto de Cracovie ?

De nombreux touristes visitent Auschwitz pour avoir la preuve que les juifs y ont disparu et n'essaient pas de comprendre ce qu'il s'est passé en Pologne après la Seconde Guerre mondiale. Heureusement, beaucoup de groupes viennent aussi par volonté de s'informer sur l'Holocauste. Ils prennent la Shoah comme exemple de ce qui pourrait arriver si l'on ne réagissait pas face aux injustices. Les gens visitent

surtout Kazimierz à cause du film *La Liste de Schindler*... Sauf que Spielberg a modifié l'histoire ! Il a situé le ghetto de Cracovie à Kazimierz car le quartier était encore en ruines, alors que le ghetto se trouvait à Podgórze, en partie rebâti. Aujourd'hui, Kazimierz profite de ce tourisme. Il y a des restaurants, des synagogues, de la vie. Mais beaucoup de touristes ne prennent pas le temps de se rendre à Podgórze. Pourtant, d'autres histoires se trouvent là-bas, comme celle de Tadeusz Pankiewicz, le seul Polonais sans racine juive à avoir vécu dans le ghetto pendant l'Holocauste. Mais personne n'en a fait de film.

Pourquoi ne pas rendre les musées et les lieux de commémoration gratuits, puisqu'ils participent à l'Histoire et à la mémoire collective ?

À Auschwitz, la visite est gratuite à certains horaires et un jour par semaine. Le billet et les visites guidées permettent de protéger le lieu. Si tous ces sites étaient gratuits, il serait impossible de les conserver. Ici la motivation n'est pas l'argent, mais montrer l'importance mémorielle et historique de l'endroit. En tant que guide, j'ai vu beaucoup de personnes jeter leurs déchets par terre ou se prendre en photos comme si elles étaient en vacances. Auschwitz n'est pas un endroit où l'on s'amuse. Quand vous y marchez, vous marchez sur des tombes. ■

Propos recueillis par Vivien Latour



La guide Agnieszka Kocur-Smolon travaille aussi au centre communautaire juif de Cracovie. © Vivien Latour



Depuis des siècles, les vendeurs ambulants proposent des obwarzanki, une spécialité locale. © Musée vivant de l'obwarzanki de Cracovie

Un passé en miettes

Jusqu'au 19^e siècle, la Pologne accueillait la plus importante communauté juive d'Europe. Un étroit mélange de cultures dont le bagel se fait le témoin.



Une vendeuse d'obwarzanki, des petits pains ronds au sésame ou au pavot dont les Polonais-es raffolent. © Julien Mazurier

LA GRANDE HISTOIRE DU BAGEL

À CRACOVIE, LA BRULATION ACHÈTE, SOUVENT POUR LE PETIT-DÉJEUNER, UN PAIN EN FORME D'ANNEAU: L'OBWARZANEK.

L'OBWARZANEK A ÉTÉ INVENTÉ À LA FIN DU 14^e SIÈCLE. SA FÊTE EST BOUILLIE DE LA MÊME MANIÈRE QUE LE FAMEUX BAGEL, DONT IL SERAIT L'ANCÊTRE.

DURANT TOUT LE MOYEN ÂGE, LES POPULATIONS JUIVES ÉTAIENT INCITÉES À S'INSTALLER EN POLOGNE OÙ LA LOI LES PROTÉGÉAIT.

À DÉBUT DU 12^e SIÈCLE, ET DURANT 200 ANS, UNE NOUVELLE POPULATION JUIVE, CHASSÉE D'EUROPE DE L'OUEST S'INSTALLE À CRACOVIE. LA COMMUNAUTÉ PROSPÈRE.

MAS BIENÔT, LE VENT TOURNE. LES PERSONNES JUIVES SONT DESIGNÉES RESPONSABLES DE LA PESTE NOIRE QUI RAVAGE L'EUROPE. LA VILLE AUGMENTE LEURS IMPÔTS. À L'ÉTÉ 1334, DES INCENDIES CRIMELS VISENT SYNAGOGUES ET HABITATIONS.

LES POPULATIONS JUIVES ÉMIGRENT ALORS SUR L'ÎLE VOISINE DE KAZIMIERZ. L'ANNÉE SUIVANTE, LE PRINCE DE POLGNE INTERDIT AUX NON-CRACOVYENS DE VENDRE DES OBWARZANEKI.

EN 1610, UN AUTEUR JUIF DE KAZIMIERZ EXPLIQUE: « CE PAIN DENSE EST OFFERT AUX FEMMES APRÈS LEUR ACCOUCHEMENT. IL LEUR DONNE DE LA FORCE ET LEUR PORTE BONHEUR. »

SELON UNE LÉGENDE URBAINE, C'EST AINSI QU'AURAIT ÉTÉ INVENTÉ LE BAGEL: DES HOMMES JUIFS JALOUX DES BOULANGERS CRACOVYENS ARRACHENT LE CŒUR D'UN PAIN ROND POUR IMITER L'OBWARZANEK.

DANS LES ANNÉES 1930, LES PERSONNES JUIVES TRAVERSANT L'ATLANTIQUE POUR FUIR L'ANTI-SÉMITISME GALOPANT. LE BAGEL DEVIENT LEUR MOYEN DE SUBSISTANCE AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS.

CELLES RESTÉES À CRACOVIE SONT MASSIVEMENT DÉPORTÉES DANS LE CAMP D'AUSCHWITZ, TOUT PROCHE.

QUE RESTE-T-IL AUJOURD'HUI DE CETTE LONGUE HISTOIRE? QUE DES MIETTES.

Cha Toublanc

À bout de souffle

Malgré l'indépendance énergétique que le charbon offre au pays, la pollution engendrée par son utilisation est meurtrière. L'or noir polonais reste pourtant privilégié, faute d'avancées législatives plus ambitieuses.

La centrale à charbon de Belchatów, au centre du pays, est l'une des plus polluantes d'Europe. © AFP / Darek Redos

Affalée sur son canapé à Nowy Targ, une petite ville nichée au pied de la chaîne montagneuse des Gorces, à 90 kilomètres au sud de Cracovie, Magdalena Cygan jette un œil en direction de la fenêtre. La pluie s'est arrêtée, le ciel s'est ouvert, le moment est idéal pour promener ses deux chiens. Elle enfle ses chaussures et s'apprête à passer le palier de sa maison. Elle stoppe net, sort son smartphone et ouvre l'application *Airly* qui indique en temps réel la qualité de l'air. Le voyant est jaune, elle peut sortir l'esprit tranquille. « *Habiter à Nowy Targ représente autant de danger sur ma santé que si j'étais une grosse fumeuse* », déplore cette activiste salariée auprès du collectif écologiste *Krakow Smog Alert*. D'après l'Agence européenne pour l'environnement, la pollution de l'air polonais entraîne dans son sillage près de 48 000 morts par an, soit presque deux fois plus qu'en France. Le principal responsable est le chauffage individuel au charbon. « *Environ 3,5 millions de maisons sont encore chauffées avec de vieilles chaudières* », explique Piotr Kleczkowski, professeur d'université et auteur du livre *Smog w Polsce : Przyczyny, skutki, przeciwdziałanie* (*Smog en Pologne : causes, effets, prévention*, Éd. PWN, 2022).

Un pas en avant, deux pas en arrière

La bataille contre ce fléau a débuté à Cracovie il y a seulement onze ans à l'initiative de trois citoyen·nes, Andrzej Guła, Ewa Lutomska et Anna Dworakowska. Elles et ils ont d'abord mis en lien chercheur·ses et politiques puis ont créé en 2016 le collectif *Krakow Smog Alert*, devenu un acteur très influent. En parallèle, des Polonais·es ont exprimé leur colère en manifestant. « *Ce n'est qu'en éduquant et en informant les habitants qu'on les fera évoluer. Et si les gens veulent du changement, le gouvernement suivra* », espère Magdalena Cygan. Un point de vue partagé par Piotr Kleczkowski qui estime que le seul objectif du parti Droit et justice (PiS) est de se faire réélire.

Malgré la frilosité du gouvernement quant à la question écologique, celui-ci a pris ces dernières années quelques mesures notables telles que l'interdiction de la vente de chaudières sans filtre et l'introduction de normes de qualité du charbon. En 2018, la Cour de justice de l'Union européenne condamnait la Pologne pour avoir enfreint la législation sur la qualité de l'air. Le jour même, le gouvernement polonais présentait son programme *Smog Stop* qui aide financièrement la population à isoler leur maison, remplacer leur chaudière ou se raccorder au réseau de chauffage au gaz. Il s'étale entre 2019 et 2024 pour un total de



Le chauffage au charbon est encore utilisé par près de la moitié des maisons individuelles polonaises. © Photoeverywhere

270 millions d'euros. Mais ces avancées sont souvent ralenties par des décisions contradictoires. En octobre 2022, sur fond de guerre en Ukraine, le gouvernement a réautorisé l'usage du lignite, un combustible fossile très polluant mais bon marché. En vue des prochaines élections, l'exécutif a également repoussé de deux hivers l'interdiction définitive de l'utilisation des vieilles chaudières à charbon. « *Les Polonais voient cette décision comme un cadeau* », juge Magdalena Cygan.

« *Le charbon est un bien national. L'économie du pays est basée sur sa production, c'est pourquoi les politiques ont peur de fermer les mines qui emploient encore des milliers de personnes. Mais nous n'avons plus le choix* », martèle Piotr Kleczkowski. Pour le professeur, l'une des décisions prouvant le plus l'attachement des politiques à cet or noir polonais a été de limiter le développement d'éoliennes. « *Une loi de 2016 impose qu'elles soient construites à plus de 700 mètres d'un bâtiment, ce qui nécessite de nombreux terrains. Mais en Pologne, les maisons sont dispersées, donc peu de terres sont encore disponibles.* »

Le conservatisme de la population est également un frein à la transition énergétique. « *Dans la tête des Polonais, notre pays est indépendant grâce au charbon. Nous sommes libres, nous n'aurons jamais froid l'hiver et en cas de guerre, nous ne dépendrons pas d'un pays voisin comme on peut le voir avec le gaz russe* », détaille Magdalena Cygan. Mais cette croyance s'avère de plus en plus fautive. « *En réalité, le charbon encore disponible en Pologne est profondément enfoui. Nous n'avons ni l'argent ni les technologies nécessaires pour l'exploiter alors on en importe d'Australie, d'Afrique du Sud ou du Mozambique* », nuance-t-elle.

Les premiers rayons du solaire

Habitée aux températures négatives, la population polonaise craint que le chauffage au gaz ou les pompes à chaleur ne soient pas suffisamment puissants. « *Mes voisins sont venus vérifier si je n'étais pas morte de froid lorsque j'ai changé mon système de chauffage. Les gens croient davantage leur entourage que les médias. S'ils voient que les pompes à chaleur fonctionnent chez leurs voisins,*

ils les adopteront. » Pour enrichir son mix énergétique, la Pologne essaie de développer l'énergie solaire. Grâce au programme gouvernemental *Mój Prąd* (Mon électricité), qui finance l'installation de panneaux photovoltaïques, le pays enregistre un bond des micro-installations solaires capables de stocker jusqu'à 50 kilowatts. Elles ont fourni deux fois plus d'électricité en 2022 qu'en 2021. L'Office de régulation de l'énergie prévient cependant que le réseau doit être modernisé « *de toute urgence* » pour faire face à cette croissance continue.

Quant au débat portant sur le nucléaire, il a été relancé depuis qu'une loi planifiant la construction de centrales dans les prochaines décennies a été adoptée. Si Magdalena Cygan estime que le développement de l'atome est indispensable pour répondre aux besoins de la population polonaise, Piotr Kleczkowski met en garde : « *Ils prévoient la mise en service de la première centrale en 2033, mais tout est repoussé dans ce pays, je n'y crois pas. On n'en aura pas avant 2040 alors que nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre.* » ■

Clémence Drotz & Margot Favier

48 000

décès sont causés par la pollution de l'air en Pologne chaque année.

70 %

est la part d'électricité produite grâce au charbon. Elle s'élevait à 90 % en 1990.

3,5 millions

de maisons sont encore chauffées par des chaudières à charbon sans filtre.

Toujours dans le smog

En lisant les chiffres, on pourrait croire que Cracovie est la mauvaise élève en matière de lutte européenne contre la pollution de l'air. La ville explose tous les records avec des taux de particules fines toxiques PM10 oscillant entre 50 et 200 microgrammes par mètre cube cet hiver. Alors que la norme journalière de l'Union européenne a ne pas dépasser plus de 35 fois par an est de 50. Classée par l'Agence européenne de l'environnement comme la troisième ville la plus polluée d'Europe, Cracovie suffoque et ses habitant·es meurent prématurément. L'espérance de vie de la population polonaise est de cinq ans inférieure à celle de la France.

« *La pollution est invisible mais dès que vous sortez de chez vous, ou que vous ouvrez votre fenêtre, elle est là, elle vous rend malade* », alerte le géophysicien Mateusz Zareba. Et même si des citoyen·nes en sont conscient·es, beaucoup sont encore en plein déni. « *Les gens sortent, courent, continuent de vivre normalement, même quand il y a des alertes à la pollution. Ils sont inconscients, parce qu'ils ne voient pas la conséquence immédiate sur leur santé* », regrette-t-il.

Heureusement, les politiques ne sont pas sourd·es à l'appel des activistes du *Krakow Smog Alert*. Après de nombreuses manifestations, Cracovie est devenue en 2019 la première ville polonaise à interdire le chauffage au bois et au charbon dans les maisons individuelles. Mais en février dernier, elle a encore atteint un pic de pollution inédit, devenant pour une journée la ville la plus polluée du monde. Une large étude menée par Mateusz Zareba montre que la situation géographique explique en grande partie ce triste record. « *Son emplacement défavorable [dans une vallée] la rend vulnérable à l'accumulation de la pollution provenant des environs* », explique le scientifique. La municipalité s'engage en parallèle sur l'autre front de la pollution : les véhicules. En 2026, seules les voitures à essence construites après 2000 et celles à diesel construites après 2010 pourront rouler dans le centre-ville. Cette nouvelle zone de transports propres est bien reçue par 75 % des habitant·es, même si la contestation gronde du côté des périphéries. « *Souvent, on pense d'abord à notre porte-monnaie, avant même notre santé. C'est en aidant financièrement les gens qu'on les convaincra* », conclut Magdalena Cygan, membre du collectif *Krakow Smog Alert*.

Clémence Drotz & Margot Favier

LES SORCIÈRES

DE LA MONTAGNE



Noëlle Hamez

VISÓ

Directeur de la publication : Arnaud Schwartz
Coordination : Sophie Dufau, Nathalie Kouyoumdjian, Maria Santos-Sainz et Arnaud Schwartz
Rédacteur·ice en chef : Vivien Latour et Ysé Rieffel
Chefs d'édition : Hugo Bouqueau et Louis Faurent
Chef·fes iconographie : Noëlle Hamez et Bastien Marie
Illustrations : Noëlle Hamez et Cha Toublanc
Directrice artistique : Fred Augry
Infographies : Julien Mazurier

Une : Cha Toublanc
Photos de la rédaction : Bastien Marie et Cha Toublanc

Rédacteurs et rédactrices :

Hugo Bouqueau [HugoBouqueau](#) • Roman Bouquet Litre [RomanBouquet](#) • Aude Cazorla [cazorla_aude](#) • Salomé Chergui [salome_chergui](#)
 Clémence Drotz [DrotzClemence](#) • Louis Faurent [louisfaurent](#) • Margot Favier [MargotFavier3](#) • Ana Hadj-Rabah [ana_hadjrabah](#)
 Noëlle Hamez [HamezNoelle](#) • Raphaël Jacomini [JacominiRaphael](#) • Sarah Khorchi [SarahKhorchi](#) • Vivien Latour [VivienLatour](#)
 Bastien Marie [BastienMarie9](#) • Julien Mazurier [jlmazr](#) • Siham Nassef [NassefSiham](#) • Alexis Pfeiffer [AlexisPfeiffer](#) • Ysé Rieffel [YseRieffel](#)
 Colombe Serrand [SerrandColombe](#) • Cha Toublanc [Chatoublanc](#)

Remerciements :

Ariane Puccini pour ses relectures.
 François d'Alançon, Dorota Dakowska, Antoine Ertle (Université Bordeaux Montaigne), Jean-Baptiste François, Beny Kallah, Tomasz Kucharski, Oleg Kucher, les historien·nes Katarzyna Kuras et Michał Kuryłowicz, Magda Lysy, Raphaël Minder, Joanna Przytula, Anna Reichel (hebdomadaire *Politika*), Patrice Sénécal, Virginie Wojtkowski.

Visó, revue éditée à 1 000 exemplaires et réalisée par les étudiant·es en Master 2 presse écrite/multimédia.
 ISSN en cours.

ijba
 Institut de
 journalisme Bordeaux
 Aquitaine

Université
 BORDEAUX
 MONTAIGNE

1, rue Jacques Ellul
 33080 Bordeaux Cedex

05 57 12 20 20 ou 20 21

@UJA-école de journalisme

@IjbaOfficiel

LinkedIn

IJBA – Institut de Journalisme
 Bordeaux Aquitaine

LA RÉDACTION DE VISÓ 12



HUGO BOUQUEAU



ROMAN BOUQUET LITRE



AUDE CAZORLA



SALOMÉ CHERGUI



CLÉMENCE DROTZ



LOUIS LAURENT



MARGOT FAVIER



ANA HADJ-RABAH



NOËLLE HAMEZ



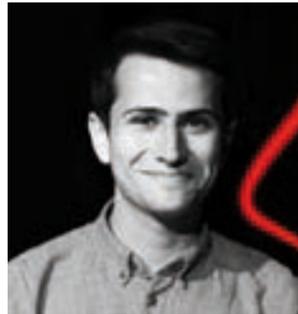
RAPHAËL JACOMINI



SARAH KHORCHI



VIVIEN LATOUR



BASTIEN MARIE



JULIEN MAZURIER



SIHAM NASSEF



ALEXIS PFEIFFER



YSÉ RIEFFEL



COLOMBE SERRAND



CHA TOUBLANC

ijba
Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine

Université
BORDEAUX
MONTAIGNE



PODCAST

Twist vous emmène dans les cuisines d'un chef étoilé et écolo, sur les plages grignotées par l'érosion, ou encore découvrir les coulisses du plus grand port de plaisance d'Europe...

À La Rochelle, les étudiant-es de la spécialité radio de l'IJBA ont posé leurs micros sur le pont d'un navire météo.

Des reportages, des chroniques, des interviews pour décrypter les effets du dérèglement climatique. Deux émissions déjà disponibles en podcast.



ÉMISSION TÉLÉ

Après une délocalisation d'une semaine à La Rochelle, les étudiants en Master 2 spécialité télévision de l'IJBA vous proposent une émission sur le thème du changement climatique.

Grand entretien et reportages sur la montée des eaux, les incendies ou encore le surtourisme, "Empreintes" explore l'adaptation de notre société au changement climatique.

Empreintes est à retrouver sur la page YouTube de l'IJBA



**« Le plus gros problème auquel
nous devons faire face est notre passé »**

Martyna Bunda – page 37

**« Ma tante et mon oncle ont plus
d'images du pape Jean-Paul II chez eux
que de leurs propres enfants »**

Veronica - page 40

**« J'ai avorté seule dans mes toilettes.
J'étais effrayée par le sang et la douleur
alors qu'en réalité, avec le médicament, ça se passe très bien »**

Justyna Wydrzyńska - page 42

**« L'alliance polono-américaine est le fondement
de la sécurité européenne »**

Mateusz Morawiecki - page 20

**« Il n'y a plus de médias publics dignes de confiance [...]
Le journal du soir diffusé par la télévision se limite
à dire du bien du parti »**

Maria Pankowska - page 61

**« Je réfléchirai sérieusement à quitter la Pologne
si le PiS est réélu »**

Magda - page 57

Visó n°12 • 2023 • 4,50 €



VISÓ

est une publication
de l'Institut de Journalisme
Bordeaux Aquitaine

ijba
Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine

Université
BORDEAUX
MONTAIGNE